



# PLAN LOCAL D'URBANISME DE Saint-Etienne-sur-Suippe

## Rapport de présentation Dossier approbation

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme  
PLU approuvé par délibération communautaire du

**Pour la Présidente  
Le Vice-Président  
Pierre GEORGIN**



**SOMMAIRE**

<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>2</b>
<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>6</b>
LE CADRE LEGAL .....	6
LES OBJECTIFS DE LA REVISION DU PLU .....	6
LA COMPOSITION DU DOSSIER DE PLU .....	6
LE RAPPORT DE PRESENTATION .....	7
LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD) .....	7
LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP).....	7
LE REGLEMENT .....	7
LES ANNEXES .....	7
SOMMAIRE GENERAL DU DOSSIER DE PLU .....	7
<b>PARTIE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL .....</b>	<b>9</b>
<b>1.1 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>9</b>
1.1.1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE .....	9
1.1.2. LA SITUATION ADMINISTRATIVE .....	10
1.1.3. LE RELIEF .....	27
1.1.4. LA GEOLOGIE .....	28
1.1.5. LE POTENTIEL ENERGETIQUE DES AQUIFERES .....	30
1.1.6. LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE).....	31
1.1.7. LE CLIMAT.....	34
1.1.8. LA TRAME VERTE COMMUNALE .....	35
1.1.9. LA TRAME BLEUE COMMUNALE .....	36
1.1.10. ANALYSE DES GRANDS ENSEMBLES PAYSAGERS .....	40
1.1.11. ANALYSE MORPHOLOGIQUE URBAINE.....	41
1.1.12. ANALYSE DU BATI ANCIEN .....	42
1.1.13. ANALYSE DU BATI RECENT .....	42
1.1.14. LES BATIMENTS AGRICOLES .....	42
1.1.15. PATRIMOINE ET IDENTITE .....	43
<b>1.2 ANALYSE DEMOGRAPHIQUE.....</b>	<b>44</b>
1.2.1. L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE.....	44
1.2.2. LES VARIATIONS DE POPULATION.....	45
1.2.3. LA STRUCTURE PAR AGE .....	46
1.2.4. LES MENAGES .....	46
<b>1.3 ANALYSE DE L'HABITAT .....</b>	<b>47</b>

1.3.1. LE PARC DE LOGEMENT .....	47
1.3.2. LE TYPE DE LOGEMENTS .....	48
1.3.3. LA DATE D'EMMENAGEMENT .....	48
1.3.5. LE MARCHE IMMOBILIER.....	49
1.3.6. LA CONSTRUCTION .....	49
<b>1.4 ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE .....</b>	<b>51</b>
1.4.1. LA POPULATION ACTIVE .....	51
1.4.2. LES ACTIVITES DU TERRITOIRE .....	51
1.4.3. LES FLUX : LE LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS .....	52
1.4.4. EQUIPEMENT AUTOMOBILE DES MENAGES.....	52
1.4.5. ANALYSE DES EQUIPEMENTS ET DES COMMERCES.....	53
<b>1.5 ANALYSE DES SURFACES ET DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET FORESTIER.....</b>	<b>56</b>
1.5.1. L'EVOLUTION DE LA SURFACE AGRICOLE UTILE ET DU NOMBRE D'EXPLOITATION.....	57
1.5.2. CONSOMMATION DES TERRES AGRICOLES .....	57
1.5.3. LA FORET .....	57
<b>1.6 LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS .....</b>	<b>59</b>
1.6.1. L'ACCESSIBILITE.....	59
1.6.2. LA TRAME VIAIRE COMMUNALE .....	60
<b>1.7 LES RISQUES MAJEURS.....</b>	<b>62</b>
1.7.1. LES RISQUES NATURELS .....	63
1.7.2. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES ET INCENDIE .....	66
<b>1.8 LES CONTRAINTES LIEES AUX SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.....</b>	<b>67</b>
<b>1.9 ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS AU COURS DES DIX DERNIERES ANNEES .....</b>	<b>69</b>
<b>1.10. ANALYSE DE LA CAPACITE DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BATIS .....</b>	<b>71</b>
1.10.1. DISPOSITIONS FAVORISANT LA DENSIFICATION DES ESPACES BATIS .....	71
1.10.2. RECENSEMENT DES DENTS CREUSES .....	71
1.10.3. LOCALISATION DES DENTS CREUSES .....	73
1.10.4. DISPOSITIONS LIMITANT LA CONSOMMATION DES ESPACES, DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS .....	74
<b>PARTIE 2 : JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS .....</b>	<b>80</b>
<b>2.1 EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD).....</b>	<b>80</b>
2.1.1. JUSTIFICATIONS DU PADD .....	80
2.1.2. TRADUCTION REGLEMENTAIRE DU PADD .....	83
<b>2.2 EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATIONS.....</b>	<b>85</b>

<b>2.3 EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE REGLEMENT.....</b>	<b>88</b>
2.3.1. TABLEAUX DES SUPERFICIES PAR ZONE .....	88
2.3.2. JUSTIFICATIONS DE LA DELIMITATION DES ZONES.....	89
2.3.3. LES ESPACES BOISES CLASSES .....	91
2.3.4. LES EMPLACEMENTS RESERVES .....	91
2.3.5. LES PLANS D'ALIGNEMENT .....	91
2.3.6. ELEMENT REMARQUABLE DU PAYSAGE AU TITRE DE L'ARTICLE L. 123-1-7 DU CODE DE L'URBANISME.....	91
2.3.7. JUSTIFICATIONS DES REGLES, NOTAMMENT AU REGARD DES OBJECTIFS ET ORIENTATIONS DU PADD.....	91
<b>PARTIE 3 : EVALUATION DES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>94</b>
<b>3.1 LES INCIDENCES PREVISIBLES ET LEUR PRISE EN COMPTE PAR LE PLU .....</b>	<b>94</b>
3.1.1. LES PROJETS AYANT UN IMPACT POTENTIEL .....	94
3.1.2. LES TABLEAUX DES INCIDENCES PREVISIBLES .....	94
<b>PARTIE 4 : RESPECT ET COMPATIBILITE AVEC LES LOIS ET LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX .....</b>	<b>97</b>
<b>4.1 LE RESPECT DES PRINCIPES DU CODE DE L'URBANISME .....</b>	<b>97</b>
<b>4.2 COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX.....</b>	<b>97</b>
4.2.1. SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL DE LA REGION DE REIMS .....	97
4.2.2. PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT .....	97
4.2.3. PLAN DEPLACEMENT URBAIN.....	97
4.2.4. CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL .....	97
4.2.5. LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU.....	97
4.2.5. LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU.....	99
<b>4.3 LA PRISE EN COMPTE DES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX.....</b>	<b>101</b>
<b>PARTIE 5 : INDICATEURS D'EVALUATION DES RESULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN .....</b>	<b>104</b>
<b>PRE-DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES DE SAINT-ETIENNE-SUR-SUIPPE.....</b>	<b>106</b>
<b>PRE-DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES DE LA PARCELLE 8.....</b>	<b>107</b>
1- CONTEXTE.....	108
2- LE PRE-DIAGNOSTIC.....	108
<b>PRE-DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES DE LA PARCELLE 74.....</b>	<b>113</b>
1- CONTEXTE.....	114
2- LE PRE-DIAGNOSTIC.....	115
<b>PRE-DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES DE LA PARCELLE 100.....</b>	<b>118</b>
1- CONTEXTE.....	118
2- LE PRE-DIAGNOSTIC.....	120



<b>PRE-DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES DES PARCELLES 112</b>	<b>124</b>
1- CONTEXTE	124
2- LE PRE-DIAGNOSTIC	126

## PRÉAMBULE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est le document de planification qui organise le développement de la ville en définissant une stratégie globale relative à l'aménagement et au développement durable de son territoire, et en déterminant des prescriptions et des orientations écrites et graphiques

## LE CADRE LEGAL

Le Plan Local d'Urbanisme est régi par les articles L151-1 et suivants et R151-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Il respecte les principes généraux de la réglementation d'urbanisme énoncés aux articles L101-1 à L101-3 du code de l'urbanisme, et notamment les objectifs du développement durable suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des

écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Etienne-sur-Suippe s'applique sur l'ensemble du territoire communal.

Il est compatible avec :

Le Schéma de COhérence Territoriale (SCoT) de la Région de Reims

L'exécution par toute personne publique ou privée de tous travaux, constructions, aménagements, plantations, affouillements ou exhaussements des sols, et ouverture d'installations classées appartenant aux catégories déterminées dans le plan doivent être conformes au règlement et à ses documents graphiques.

Ces travaux ou opérations sont, en outre, compatibles, lorsqu'elles existent, avec les orientations d'aménagement et de programmation.

## LES OBJECTIFS DE LA REVISION DU PLU

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- mettre en conformité le PLU avec les nouvelles dispositions du Code de l'Urbanisme en vigueur suite aux lois Grenelle 1 du 3 août 2009 et Grenelle 2 du 12 juillet 2010, ALUR du 24 mars 2014, loi d'avenir de l'agriculture du 13 octobre 2014, loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,
- préserver la sobriété foncière en limitant la consommation des sols,
- répondre au défi démographique en prenant en compte la diversité des attentes et des moyens financiers des ménages en termes de logement, en favorisant le renouvellement urbain et la densification des espaces urbains,
- améliorer le cadre de vie en poursuivant la préservation et la valorisation du patrimoine bâti, architectural et naturel
- assurer la transition écologique en soutenant la gestion durable des ressources (eau, air, énergie...) et la biodiversité.

## LA COMPOSITION DU DOSSIER DE PLU

Le dossier du PLU de Saint-Etienne-sur-Suippe est constitué de documents complémentaires qui forment un ensemble cohérent et qui s'articulent entre eux. Conformément à l'article L151-2 du Code de l'Urbanisme, il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables (PADD), des orientations d'aménagement et de programmation (OAP), un règlement et des annexes.

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques.

## **LE RAPPORT DE PRESENTATION**

Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat+, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

## **LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)**

Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

## **LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)**

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;

2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;

4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;

5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;

6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36 du Code de l'Urbanisme.

## **LE REGLEMENT**

Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L. 101-1 à L. 101-3.

Le règlement est constitué d'une partie écrite et d'une partie graphique, laquelle comporte un ou plusieurs documents.

Seuls la partie écrite et le ou les documents composant la partie graphique du règlement peuvent être opposés au titre de l'obligation de conformité définie par l'article L. 152-1 du Code de l'Urbanisme.

## **LES ANNEXES**

Le plan local d'urbanisme comporte en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

## **SOMMAIRE GENERAL DU DOSSIER DE PLU**

Le PLU est composé de 5 documents écrits accompagnés de documents graphiques.

Un rapport de présentation, en plus du présent préambule :

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)  
Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)  
Le règlement, accompagné de documents graphiques :  
2 planches de zonage  
Les annexes, accompagnées de documents graphiques :  
planche 1 des servitudes d'utilité publique  
Schéma du réseau d'eau potable, et de du réseau d'eau pluvial

## PARTIE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL

### 1.1 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

#### 1.1.1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE

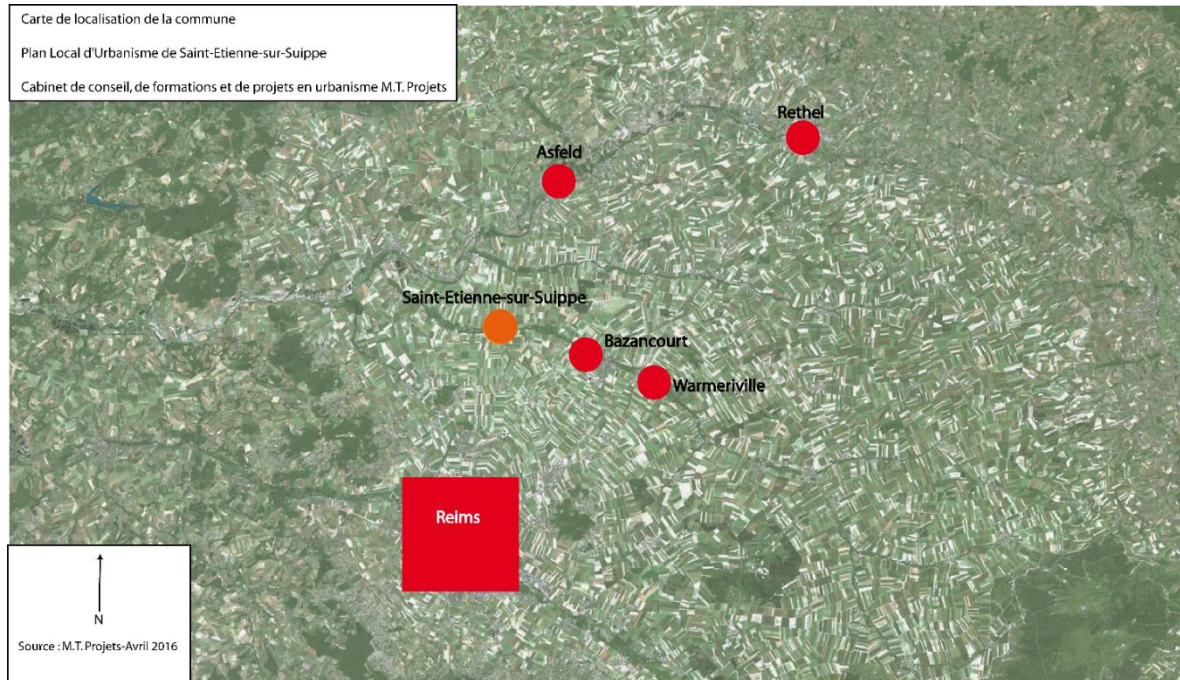
##### LA SITUATION

Saint-Etienne-sur-Suippe est une commune située dans le département de la Marne dans la région Grand-Est. Elle est à 16 km au nord de Reims et à 10 km au sud d'Asfeld (Ardennes) et 6 km à l'ouest de Bazancourt. Le paysage local est fortement empreint par les espaces agricoles et les zones humides liées à la Suippe. Saint-Etienne-sur-Suippe est limitrophe de plusieurs communes :

- Au Nord par la commune de Poilcourt-Sydney (Ardennes) et Houdilcourt (Ardennes)
- A l'Est par la commune de Boulton-sur-Suippe
- Au Sud par les communes de Bourgogne, Fresnes-lès-Reims
- A l'Ouest par la commune de d'Auménancourt

##### LE SITE

D'une superficie de 7.74 km<sup>2</sup>, l'espace bâti ne représente qu'une faible part du territoire, largement occupé par l'espace agricole et par des boisements alluviaux. D'une population de 310 habitants en 2015, la densité représente 40 habitants par km<sup>2</sup>. Le relief est marqué par le passage de la Suippe et les boisements alluviaux l'accompagnant.



## 1.1.2. LA SITUATION ADMINISTRATIVE

### INTERCOMMUNALITE

La commune de Saint-Etienne-sur-Suippe appartient au département de la Marne et à la région Grand-Est. Elle se situe dans l'arrondissement de Reims regroupant 298 134 habitants en 2015. La commune regroupe 310 habitants en 2015 soit 40 habitants par km<sup>2</sup>, chiffre inférieur à la densité de l'arrondissement étant de 174 habitants par km<sup>2</sup>.

Saint-Etienne-sur-Suippe fait partie de la Communauté Urbaine de Reims et du pôle territorial de la Vallée de la Suippe composé des communes de Bazancourt, Auménancourt, Boulton-sur-Suippe, Heutréville, Isles-sur-Suippe, Saint-Etienne-sur-Suippe, Warmeriville. Le Grand Reims est composé de 143 communes, la communauté urbaine a été créée au 1<sup>er</sup> janvier 2017. La population s'élève à 296 951 habitants en 2014.

Ses compétences sont :

- Le développement territorial
  - o Développement et promotion économique et touristique
  - o Habitat (PLH, OPAH, Contrat de ville)
  - o Aménagement de l'espace (SCoT, PLUI, ZAC)
  - o Transports publics
  - o Constitution de réserves foncières
  - o Archéologie
- Les services à la population
  - o Enseignement supérieur et recherche
  - o Grands équipements et équipements de proximité
  - o Scolaire, péri et extra
  - o Enfance et jeunesse
  - o Jardins familiaux
  - o Secours incendie
  - o Santé publique (lutte contre les nuisances et les risques)
  - o Nouveaux cimetières (pour les investissements)
- Gestion des flux
  - o Aménagement numérique
  - o Eau / assainissement
  - o Déchets
  - o Voirie / signalisation / éclairage public
  - o Stationnement
  - o Milieux aquatiques & trame verte et bleue

- o Réseaux de chaleurs, gaz, électricité
- o Maîtrise de l'énergie
- o Transition énergétique

### SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

Le SCOT a été approuvé le 17 décembre 2016. La commune est considérée dans le SCOT comme une commune rurale du secteur Nord. Le SCOT s'articule autour de plusieurs objectifs comme suit :

- **OBJECTIF 1 : Promouvoir un bassin de vie attractif**
  - o Concrétiser le destin métropolitain et assurer le rayonnement Faire « Communauté de destin métropolitain »
    - Faire « Communauté de destin métropolitain »
  - o Assurer le rayonnement et renforcer la compétitivité
    - Tirer profit d'une nouvelle géographie temporelle
    - S'inscrire dans le cadre d'une démarche InterSCoT
  - o Renforcer la compétitivité et garantir l'excellence économique
    - Miser sur les pôles de compétitivité
    - Accompagner la viabilité de l'économie agricole et viticole
    - Soutenir les filières motrices de l'économie locale
  - o Elargir l'aire d'influence des grands équipements et services
    - Développer les fonctions clés d'un bassin attractif de +300 000 habitants
    - Anticiper la modernisation des équipements culturels et sportifs
    - Développer une économie présentielle de qualité
- **OBJECTIF 2 : Construire un bassin de vie solidaire**
  - o Construire des territoires à vivre
    - Tendre vers un bassin de +300 000 habitants



- Mettre la croissance démographique au service de tous les territoires
- Assurer la solidarité dans le parcours résidentiel
  - Encourager la production de logements adaptés
  - Répondre aux besoins diversifiés en logements
  - Améliorer les conditions de vie par la requalification du parc existant
- Créer des espaces de proximité
  - Favoriser une politique d'implantation d'équipements au plus près des habitants
  - Développer l'économie dans les secteurs porteurs de mixité
  - Façonner une armature commerciale en réseau
- **OBJECTIF 3 : Soutenir un bassin de vie responsable**
  - Valoriser le capital nature des territoires
    - Miser sur une armature naturelle et paysagère complémentaire de l'armature territoriale
    - Créer un réseau vert et bleu, vecteur de préservation et de valorisation
    - Faire du paysage un facteur d'identité et d'attractivité du territoire
  - Proposer un modèle de développement urbain maîtrisé et équilibré
    - Faire des grands espaces agricoles et naturels l'écrin de la métropole
    - Adapter le territoire aux impacts du changement climatique
    - Construire des mobilités performantes
  - Assurer la sobriété des ressources
    - Sécuriser la ressource en eau
    - Réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques et nuisances
    - Promouvoir la sobriété et la maîtrise de l'énergie
    - Modérer la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers en rationalisant le développement urbain

**Les objectifs de production et de densité pour chaque commune au sein des divers niveaux de l'armature urbaine**

Structure de l'armature urbaine	Part prise dans la production nouvelle* (enveloppe urbanisée existante)** (dans un rapport de compatibilité)	Part de logements aidés*** (dans un rapport de compatibilité)	Objectif de densité (dans un rapport de compatibilité)
Pôle urbain	45%	30%	40-80 log/ha
Pôles secondaires	25%	25%	25-30 log/ha
Bourgs structurants	15%	15%	20-25 log/ha
Bourgs d'appui	10%	10%	16-20 log/ha
Communes urbaines	7%	5%	16-20 log/ha
Communes rurales	5%	En fonction des besoins	12-16 log/ha

## LES AUTRES DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX

### LE SDAGE DU BASSIN SEINE-NORMANDIE

Le SDAGE du bassin Seine-Normandie modifié approuvé le 5 novembre 2015 par le comité de bassin et arrêté le 1<sup>er</sup> décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin. Il est entré en vigueur au 21 décembre 2015. Il fixe pour une période de 6 ans (2016-2021) 8 défis pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands en intégrant les effets du changement climatique. Il vise l'atteinte de bon état écologique pour 62% des masses d'eau et 28% du bon état chimique pour les eaux souterraines.

#### ✓ **Défi 1- Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques**

Le défi 1 vise la réduction des polluants classiques apportés par les eaux usées et les eaux pluviales souillées via une bonne fiabilité des branchements, réseaux et filières d'épuration, intégrant un traitement adapté à la proximité des usages aval :

- **Orientation 1 - Poursuivre la réduction des apports ponctuels de temps sec des matières polluantes classiques dans les milieux tout en veillant à pérenniser la dépollution existante**
  - Disposition D1.1. Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur
  - Disposition D1.2. Maintenir le bon fonctionnement du patrimoine existant des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au regard des objectifs de bon état, des objectifs assignés aux zones protégées et des exigences réglementaires
  - Disposition D1.3. Traiter et valoriser les boues des systèmes d'assainissement
  - Disposition D1.4. Limiter l'impact des infiltrations en nappes
  - Disposition D1.5. Valoriser le potentiel énergétique de l'assainissement
  - Disposition D1.6. Améliorer la collecte des eaux usées de temps sec par les réseaux collectifs d'assainissement
  - Disposition D1.7. Limiter la création de petites agglomérations d'assainissement et maîtriser les pollutions ponctuelles dispersées de l'assainissement non collectif
- **Orientation 2 - Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain**
  - Disposition D1.8. Renforcer la prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme
  - Disposition D1.9. Réduire les volumes collectés par temps de pluie

- Disposition D1.10. Optimiser le système d'assainissement et le système de gestion des eaux pluviales pour réduire les déversements par temps de pluie
- Disposition D1.11. Prévoir, en absence de solution alternative, le traitement des rejets urbains de temps de pluie dégradant la qualité du milieu récepteur

#### ✓ **Défi 2- Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques**

Le défi 2 porte une exigence accrue dans la limitation des charges microbiennes, et de nutriments, facteurs d'eutrophisation avec algues toxiques. Sont visées les zones d'élevage ou d'épandage de lisiers et fumiers susceptibles d'altérer l'eau d'alimentation et les produits de la pêche et de l'aquaculture. Ainsi des mesures renforcées concernant les bonnes pratiques et l'aménagement des zones agricoles prévoient la mise en place SDAGE du bassin Seine et cours d'eau côtiers normands Les orientations fondamentales du SDAGE pour répondre aux enjeux du bassin 85 de bandes enherbées, de zones tampon, d'un couvert végétal ou encore l'enfouissement rapide des déjections :

- **Orientation 3 - Diminuer la pression polluante par les fertilisants (nitrates et phosphore) en élevant le niveau d'application des bonnes pratiques agricoles**
  - Disposition D2.12. Prendre en compte l'eutrophisation marine dans la délimitation des zones vulnérables
  - Disposition D2.13. Réduire la pression de fertilisation dans les zones vulnérables
  - Disposition D2.14. Optimiser la couverture des sols en automne pour atteindre les objectifs environnementaux du SDAGE
  - Disposition D2.15. Maîtriser les apports de phosphore en amont des masses d'eau de surface eutrophisées ou menacées d'eutrophisation
- **Orientation 4 - Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques**
  - Disposition D2.16. Protéger les milieux aquatiques des pollutions par le maintien de la ripisylve naturelle ou la mise en place de zones tampons
  - Disposition D2.17. Maîtriser le ruissellement et l'érosion en amont des masses d'eau altérées par ces phénomènes
  - Disposition D2.18. Conserver et développer les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements
  - Disposition D2.19. Maintenir et développer les surfaces en herbe existantes (prairies temporaires ou permanentes)



- Disposition D2.20. Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques
- **Orientation 5 - Limiter les risques micro-biologiques, chimiques et biologiques**
  - Disposition D2.21. Maîtriser l'accès du bétail aux abords des cours d'eau et points d'eau dans ces zones sensibles aux risques microbiologiques, chimiques et biologiques
  - Disposition D2.22. Limiter les risques d'entraînement des contaminants microbiologiques par ruissellement hors des parcelles

✓ **Défi 3- Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants**

Pour assurer une bonne qualité sanitaire de l'eau potable comme des produits de la pêche et de l'aquaculture (susceptibles de bioconcentrer fortement des micropolluants persistants urbains et industriels), le défi 3 comprend des dispositions relatives, d'une part, à la réduction et suppression des rejets à la source, d'autre part, au traitement performant des effluents toxiques, en particulier à l'amont proche des zones protégées.

- **Orientation 6 - Identifier les sources et parts respectives des émetteurs et améliorer la connaissance des micropolluants**
  - Disposition D3.23 Améliorer la connaissance des pollutions par les micropolluants pour orienter les actions à mettre en place
- **Orientation 7 : Adapter les mesures administratives pour mettre en œuvre des moyens permettant d'atteindre les objectifs de suppression ou de réduction des rejets micropolluants pour atteindre le bon état des masses d'eau**
  - Disposition D3.24 Adapter les actes administratifs en matière de rejets de micropolluants
  - Disposition D3.25 Intégrer dans les autres programmes et décisions pris dans le domaine de l'eau les objectifs de réduction des micropolluants ainsi que les objectifs spécifiques du littoral et ceux des programmes d'actions adoptés sur les aires d'alimentation de captage (AAC)
  - Disposition D3.26 Intégrer dans les documents professionnels les objectifs de réduction des micropolluants ainsi que les objectifs spécifiques des aires d'alimentation de captage (AAC) et du littoral
- **Orientation 8 : Promouvoir les actions à la source de réduction ou suppression des rejets de micropolluants**
  - Disposition D3.27 Responsabiliser les utilisateurs de micropolluants (activités économiques, unions professionnelles, agriculteurs, collectivités, associations, groupements et particuliers...)
  - Disposition D3.28 Mettre en œuvre prioritairement la réduction à la source des rejets de micropolluants

- Disposition D3.29 Poursuivre les actions vis-à-vis des effluents concentrés toxiques produits en petites quantités par des sources dispersées et favoriser leur recyclage
- Disposition D3.30 Réduire le recours aux pesticides en agissant sur les pratiques
- Disposition D3.31 Maîtriser les usages des micropolluants dans les aires d'alimentation des captages (AAC)

• **Orientation 9 - Soutenir les actions palliatives contribuant à la réduction des flux de micropolluants vers les milieux aquatiques.**

- Disposition D3.32 Soutenir les actions palliatives contribuant à la réduction des flux de micropolluants vers les milieux aquatiques

Par ailleurs le levier 1 (Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis) encourage dans ces secteurs le suivi renforcé de la contamination de l'eau comme du biote par les micropolluants, y compris émergents, et le levier 2 (Développer la gouvernance et l'analyse économique pour relever les défis) prévoit d'accroître la sensibilisation du public à la réduction des rejets de ces toxiques au réseau d'assainissement ou au milieu.

✓ **Défi 4- Protéger et restaurer la mer et le littoral**

Le défi littoral vise une démarche cohérente de recherche de sources de dégradation, modulées par leur transfert dans le milieu en amont des zones d'usage littorales et marines (ainsi que pour la baignade en eau douce). Ce défi encourage ainsi la mise en œuvre d'études de « profil de vulnérabilité » portant sur les 3 types de risques microbio-chimie-biologie, permettant ensuite de hiérarchiser et prioriser des mesures préventives :

- **Orientation 10 - Réduire les apports en excès de nutriments (azote et phosphore) pour limiter les phénomènes d'eutrophisation littorale et marine**
  - Disposition D4.33 Identifier les bassins prioritaires contribuant de manière significative aux phénomènes d'eutrophisation
  - Disposition D4.34 Agir sur les bassins en « vigilance nutriments » pour prévenir tout risque d'extension des phénomènes d'eutrophisation aux zones encore préservées
  - Disposition D4.35 Renforcer la réduction des apports de nutriments dans les bassins prioritaires
  - Disposition D4.36 Agir sur les bassins à enjeux « Macroalgues opportunistes » pour réduire les flux d'azote à la mer
  - Disposition D4.37 Agir sur les bassins à enjeux « phytoplancton et macroalgues opportunistes »
  - Disposition D4.38 Agir sur les bassins à « enjeux locaux d'eutrophisation »
- **Orientation 11 - Limiter ou supprimer les rejets directs de micropolluants au sein des installations portuaires**

- Disposition D4.39 Recommander pour chaque port un plan de gestion environnementale
- Disposition D4.40. Réduire ou éliminer à la source les pollutions chroniques ou accidentelles provenant des installations portuaires ou transitant par elles
- **Orientation 12- Limiter ou réduire les rejets directs en mer de micropolluants et ceux en provenance des opérations de dragage et de clapage**
  - Disposition D4.41 Favoriser la mise en œuvre de schémas d'orientation territorialisés des opérations de dragage en mer et des filières de gestion des sédiments évolutifs et adaptés aux besoins locaux
  - Disposition D4.42 Limiter l'impact des opérations de dragage/clapage sur les milieux marins
  - Disposition D4.43 Limiter ou supprimer certains rejets en mer
- **Orientation 13- Réduire les risques sanitaires liés aux pollutions dans les zones protégées (baignades, conchylicoles et de pêche à pied)**
  - Disposition D4.44 Réaliser des profils de vulnérabilité des zones de baignade en eau de mer (et en eau douce), zones conchylicoles et de pêche à pied des bivalves
  - Disposition D4.45 Faire évoluer les profils et évaluer les actions au fil d'une mise à jour des connaissances
  - Disposition D4.46 Identifier et programmer les travaux limitant la pollution microbiologique, chimique et biologique à impact sanitaire
  - Disposition D4.47. Sensibiliser les usagers à la qualité des branchements ou de leur assainissement individuel et à la toxicité de leurs rejets domestiques
- **Orientation 14- Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques littoraux et marins ainsi que la biodiversité**
  - Disposition D4.48 Limiter l'impact des travaux, aménagements et activités sur le littoral et le milieu marin
  - Disposition D4.49 Limiter le colmatage des fonds marins sensibles
  - Disposition D4.50 Réduire les quantités de macro et micro déchets en mer et sur le littoral afin de limiter leur impact sur les habitats et les espèces
- **Orientation 15 - Promouvoir une stratégie intégrée du trait de côte**
  - Disposition D4.51 Développer une planification de la gestion du trait de côte prenant en compte les enjeux de biodiversité, de patrimoine et de changement climatique
- ✓ **Défi 5- Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future**

Pour une approche globale s'étendant à l'ensemble de l'aire d'alimentation de captage, la même démarche de profil sera appliquée. Des mesures renforcées sur les sources de pollutions chroniques ou accidentelles seront alors définies et priorisées, en prenant en compte les mesures existantes sur les périmètres de protection déjà définis (voir orientation 6) :

- **Orientation 16 - Protéger les aires d'alimentation de captages d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions diffuses**
  - Disposition D5.52. Classer les points de prélèvement en eau potable en fonction de la qualité de l'eau brute
  - Disposition D5.53. Définir et diagnostiquer les aires d'alimentation des captages
  - Disposition D5.54. Mettre en œuvre un programme d'action adapté pour protéger ou reconquérir la qualité de l'eau captée pour l'alimentation en eau potable
  - Disposition D5.55. Protéger la ressource par des programmes de maîtrise d'usage des sols en priorité dans les périmètres de protection réglementaire et les zones les plus sensibles des aires d'alimentation de captages
  - Disposition D5.56. Protéger les zones destinées à l'alimentation en eau potable pour le futur
- **Orientation 17- Protéger les captages d'eau de surface destinés à la consommation humaine contre les pollutions**
  - Disposition D5.57. Mettre en œuvre des périmètres de protection des prises d'eau pour l'alimentation en eau potable
  - Disposition D5.58. Encadrer les rejets ponctuels dans les périmètres rapprochés de captages
  - Disposition D5.59. Prendre en compte les eaux de ruissellement pour protéger l'eau captée pour l'alimentation en eau potable
- ✓ **Défi 6- Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides**
- **Orientation 18 - Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité**
  - Disposition D6.60. Éviter, réduire, compenser les impacts des projets sur les milieux aquatiques continentaux
  - Disposition D6.61. Entretenir les milieux aquatiques et humides de façon à favoriser leurs fonctionnalités, préserver leurs habitats et leur biodiversité
  - Disposition D6.62. Restaurer et renaturer les milieux dégradés, les masses d'eau fortement modifiées ou artificielles

- Disposition D6.63. Délimiter et cartographier les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral
- Disposition D6.64. Préserver et restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral
- Disposition D6.65. Préserver, restaurer et entretenir la fonctionnalité des milieux aquatiques particulièrement dans les zones de frayères
- Disposition D6.66. Préserver les espaces à haute valeur patrimoniale et environnementale
- Disposition D6.67. Identifier et protéger les forêts alluviales
- **Orientation 19 - Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau**
  - Disposition D6.68. Décloisonner les cours d'eau pour restaurer certains traits hydromorphologiques, contribuer à l'atteinte du bon état écologique, et améliorer la continuité écologique
  - Disposition D6.69. Supprimer ou aménager les ouvrages à marée des cours d'eau côtiers pour améliorer la continuité écologique
  - Disposition D6.70. Aménager les prises d'eau des turbines hydroélectriques pour assurer la dévalaison et limiter les dommages sur les espèces migratrices
  - Disposition D6.71. Diagnostiquer et établir un programme de restauration de la continuité dans les SAGE
  - Disposition D6.72. Favoriser la diversité des habitats par des connexions transversales
  - Disposition D6.73. Informer, former et sensibiliser sur le rétablissement de la continuité écologique
- **Orientation 20 - Concilier la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et l'atteinte du bon état**
  - Disposition D6.74. Concilier le transport par voie d'eau, la production hydroélectrique et le bon état
- **Orientation 21 - Gérer les ressources vivantes en assurant la sauvegarde des espèces**
  - Disposition D6.75. Établir et mettre en œuvre des plans de gestion piscicole à une échelle pertinente
  - Disposition D6.76. Promouvoir une gestion patrimoniale naturelle basée sur les milieux et non pas sur les peuplements piscicoles
  - Disposition D6.77. Gérer les ressources marines
  - Disposition D6.78. Réviser les catégories piscicoles des cours d'eau selon leur état fonctionnel
- Disposition D6.79. Assurer la circulation des migrateurs amphihalins entre les milieux aquatiques continentaux et marins et le maintien de leur capacité d'accueil
- Disposition D6.80. Améliorer la connaissance des migrateurs amphihalins en milieux aquatiques continentaux et marins
- Disposition D6.81. Veiller à la préservation des stocks de poissons migrateurs amphihalins entre les milieux aquatiques continentaux et marins
- Disposition D6.82. Intégrer les dispositions du plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Seine-Normandie dans les SAGE
- **Orientation 22 - Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité**
  - Disposition D6.83. Éviter, réduire et compenser l'impact des projets sur les zones humides
  - Disposition D6.84. Veiller à la cohérence des aides publiques en zones humides
  - Disposition D6.85. Cartographier et caractériser les zones humides dans un objectif de connaissance et de gestion
  - Disposition D6.86. Protéger les zones humides par les documents d'urbanisme
  - Disposition D6.87. Préserver la fonctionnalité des zones humides
  - Disposition D6.88. Limiter et justifier les prélèvements dans les nappes et cours d'eau alimentant une zone humide
  - Disposition D6.89. Établir un plan de reconquête des zones humides
  - Disposition D6.90. Informer, former et sensibiliser sur les zones humides
- **Orientation 23 – Lutter contre la faune et la flore exotiques envahissantes**
  - Disposition D6.91. Mettre en place un dispositif de surveillance des espèces exotiques envahissantes
  - Disposition D6.92. Définir et mettre en œuvre une stratégie d'intervention pour limiter les espèces exotiques envahissantes
  - Disposition D6.93. Éviter l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes par les activités humaines
  - Disposition D6.94. Intégrer la problématique des espèces exotiques envahissantes dans les SAGE, les contrats, les autres documents de programmation et de gestion
- **Orientation 24 – Éviter, réduire, compenser l'incidence de l'extraction de matériaux sur l'eau et les milieux aquatiques**

- Disposition D6.95. Zoner les contraintes liées à l'exploitation des carrières ayant des incidences sur l'eau, les milieux aquatiques et les zones humides
  - Disposition D6.96. Évaluer l'incidence des projets d'exploitation de matériaux sur le bon fonctionnement des milieux aquatiques continentaux et des zones humides
  - Disposition D6.97. Définir les zonages, les conditions d'implantation de carrières compatibles avec tous les usages dans les SAGE et les schémas des carrières
  - Disposition D6.98. Évaluer l'impact de l'ouverture des carrières vis-à-vis des inondations et de l'alimentation en eau potable
  - Disposition D6.99. Prévoir le réaménagement cohérent des carrières par vallée
  - Disposition D6.100. Réaménager les carrières
  - Disposition D6.101. Gérer dans le temps les carrières réaménagées
  - Disposition D6.102. Développer les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires
  - Disposition D6.103. Planifier globalement l'exploitation des granulats marins
  - Disposition D6.104. Améliorer la concertation
  - **Orientation 25 - Limiter la création de nouveaux plans d'eau et encadrer la gestion des plans d'eau existants**
    - Disposition D6.105. Éviter, réduire, compenser les impacts des plans d'eau
    - Disposition D6.106. Sensibiliser les propriétaires sur l'entretien de plans d'eau
    - Disposition D6.107. Établir un plan de gestion des plans d'eau
    - Disposition D6.108. Le devenir des plans d'eau hors d'usage
- ✓ **Défi 7- Gérer la rareté de la ressource en eau**
- **Orientation 26- Résorber et prévenir les déséquilibres globaux ou locaux des ressources en eau souterraine**
    - Disposition D7.109. Mettre en œuvre une gestion concertée
    - Disposition D7.110. Poursuivre la définition et la révision des volumes maximaux prélevables
    - Disposition D7.111. Adapter les prélèvements en eau souterraine dans le respect de l'alimentation des petits cours d'eau et des milieux aquatiques associés
  - **Orientation 27 - Assurer une gestion spécifique par masse d'eau ou partie de masses d'eau souterraine**
  - **Orientation 28 : Protéger les nappes stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future**
  - **Orientation 29 : Résorber et prévenir les situations de pénuries chroniques des masses d'eau de surface**
    - Disposition D7.129. Mettre en œuvre une gestion concertée des masses d'eau de surface dans les situations de pénurie
    - Disposition D7.130. Gérer, contrôler et encourager la diminution des prélèvements dans les masses d'eau de surface et nappes d'accompagnement
  - **Orientation 30 : Améliorer la gestion de crise lors des étiages sévères**
    - Disposition D7.131. Développer la cohérence des seuils et les restrictions d'usages lors des étiages sévères
    - Disposition D7.132. Développer la prise en compte des nappes souterraines dans les arrêtés cadres départementaux sécheresse
  - **Orientation 31 : Prévoir une gestion durable de la ressource en eau**
    - Disposition D7.133. Lutter contre les fuites dans les réseaux AEP
    - Disposition D7.134. Favoriser les économies d'eau et sensibiliser les acteurs concernés
    - Disposition D7.135. Développer les connaissances sur les prélèvements
    - Disposition D7.136. Maîtriser les impacts des sondages et des forages sur les milieux
    - Disposition D7.137. Anticiper les effets attendus du changement climatique
- ✓ **Défi 8- Limiter et prévenir le risque d'inondation**
- **Orientation [SDAGE/PGRI] 32 : Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues**
    - Disposition D8.138. Identifier les zones d'expansion des crues (2.C.1 PGRI)
    - Disposition D8.139. Prendre en compte et préserver les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme. (2.C.2 et 2.C3 du PGRI)
    - Disposition D8.140. Éviter, réduire, compenser les installations en lit majeur des cours d'eau (1.D1 et 1.D.2 du PGRI)
  - **Orientation 33 - Limiter les impacts des inondations en privilégiant l'hydraulique douce et le ralentissement dynamique des crues**
    - Disposition D8.141. Privilégier les techniques de ralentissement dynamique des crues (2.D.2 du PGRI)

- **Orientation [SDAGE/PGRI] 34 : Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées**
  - Disposition D8.142. Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets (2.B.1 PGRI)
  - Disposition D8.143. Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée (2.B.2 PGRI)
- **Orientation [SDAGE/PGRI] 35: Prévenir l'aléa d'inondation par ruissellement**
  - Disposition D8.144. Privilégier la gestion et la rétention des eaux à la parcelle (2.F.2 PGRI)
  - Disposition D8.145. Intensifier la réflexion et les études de nature à renforcer le soutien d'étiage et l'écrêtement des crues sur le bassin de la Seine (2.D.4 PGRI)

Levier 1- Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis

Levier 2- Développer la gouvernance et l'analyse économique pour relever les défis

#### **LE PLAN CLIMAT AIR ENERGIE REGIONAL (PCARER)**

LE PCARER de Champagne-Ardenne valant schéma régional du climat, de l'air, et de l'énergie a été approuvé par arrêté préfectoral du 29 juin 2012. Ses orientations permettent de répondre à 6 grandes finalités :

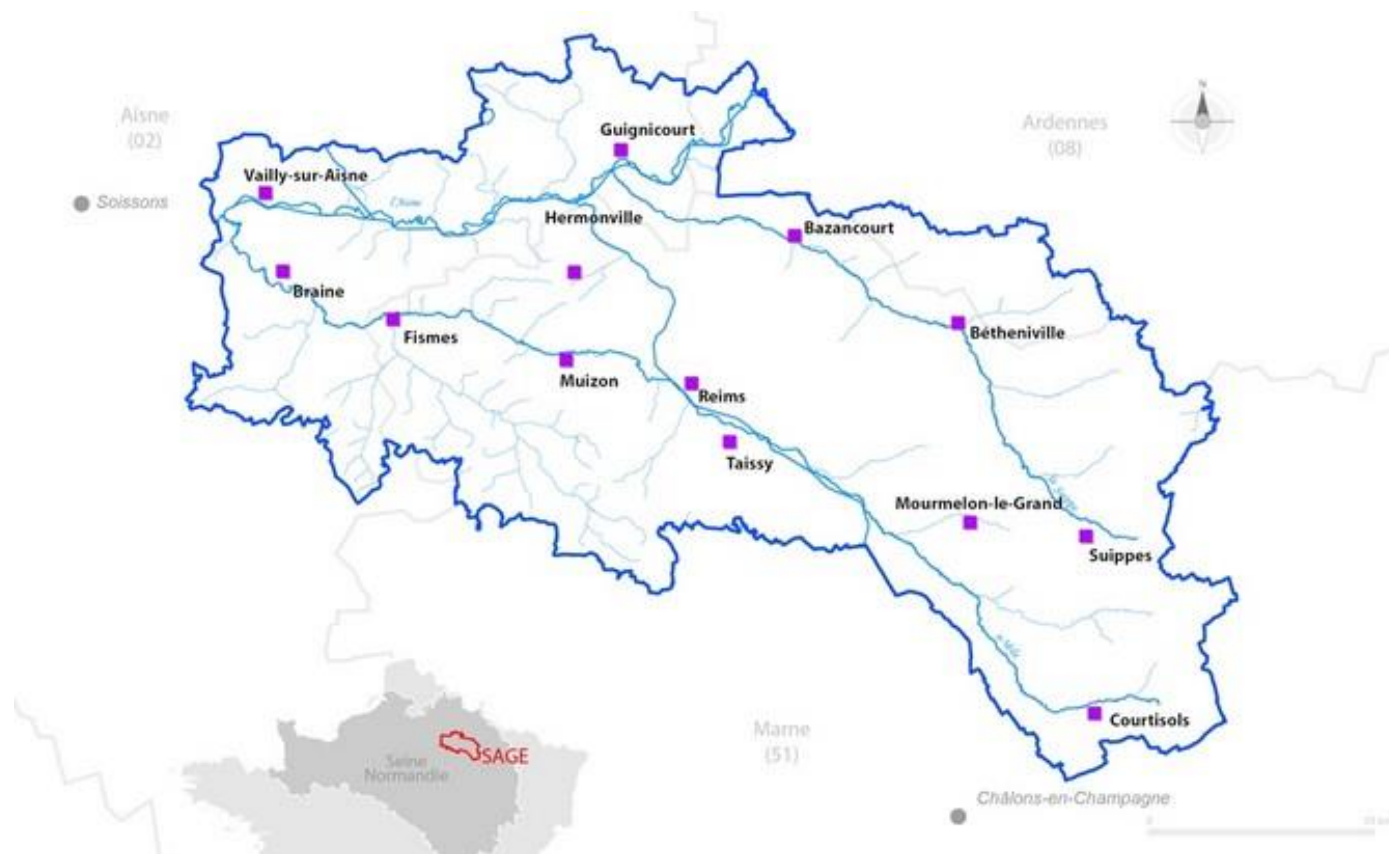
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici à 2020.
- Favoriser l'adaptation du territoire au changement climatique
- Réduire les émissions polluantes atmosphériques afin d'améliorer la qualité de l'air
- Réduire les effets d'une dégradation de la qualité de l'air sur la santé, les conditions de vie, les milieux naturels, agricoles et naturels.
- Réduire d'ici à 2020, la consommation d'énergie du territoire de 20% en exploitant les gisements d'économie, d'énergie, et d'efficacité énergétique.
- Accroître la production d'énergie renouvelable.

La commune n'est pas située en zone sensible pour les polluants.

Par ailleurs le PCARER comporte en annexe le schéma régional éolien, à ce titre la commune est située dans une zone favorable au développement éolien.

#### **LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SAGE)**

Le territoire du SAGE « Aisne Vesle Suippe » s'étend sur 3096 km<sup>2</sup>, répartis sur trois départements (Aisne, Marne et Ardennes) et deux régions (Champagne-Ardenne et Picardie). La liste des communes du SAGE a été fixée par arrêté inter-préfectoral en 2004. Le SAGE Aisne-Vesle-Suippe a été approuvé par arrêté inter-préfectoral du 16 décembre 2013. Les objectifs du SAGE sont :



✓ **Gestion quantitative de la ressource en période d'étiage**

Orientation	Disposition
<b>Objectif : Satisfaire les besoins des usagers en maintenant le bon état quantitatif des eaux souterraines demandée par la DCE.</b>	
A- Améliorer la recharge de la nappe	Traitée dans la sous-orientation O1- favoriser l'infiltration et l'orientation N- Inventorier les zones humides et les protéger
B- Préserver la ressource en réduisant les consommations	d1 : Encourager les économies d'eau par des campagnes de sensibilisation
	d2 : Responsabiliser les usagers par la facturation des consommations réelles
	d3 : Améliorer les rendements des réseaux d'eau en réduisant les pertes
	d4 : Mettre en place une gestion volumétrique des prélèvements pour l'irrigation
	d5 : Optimiser les consommations en eau pour l'irrigation
<b>Objectif : Garantir un niveau d'eau favorable à la vie dans les cours d'eau</b>	
C- Favoriser une réalimentation naturelle du cours d'eau	d6 : Compléter le réseau de mesures des ressources souterraines et superficielles
	d7 : Effectuer un suivi de l'étendue des assecs au niveau des stations ONDE
	d8 : Evaluer l'impact des prélèvements en nappe sur les débits des cours d'eau
	d9 : Réaliser une étude sur les causes des assecs de la Miette
	d10 : Mettre en œuvre une gestion concertée des prélèvements dans les situations de pénurie
	d11 : Faire respecter les débits minimums biologiques ou débits réservés

✓ **Amélioration de la qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles**

Orientation	Disposition
<b>Objectif : Atteindre le bon état chimique des eaux souterraines demandé par la DCE et défini dans le SDAGE</b>	
<b>Atteindre le bon état chimique et écologique des eaux superficielles demandé par la DCE et défini dans le SDAGE.</b>	
D- Amélioration de la connaissance	d12 : Renforcer le suivi de la qualité des rivières et des milieux aquatiques
	d13 : Collecter les données relatives à la qualité des eaux souterraines
	d14 : Améliorer la connaissance des substances toxiques dangereuses et en identifier la source
	d15 : Améliorer la connaissance sur les substances émergentes
	d16 : Améliorer la connaissance sur les eaux pluviales urbaines et viticoles
E- Réduire les pollutions	d17 : Former les professionnels, élèves et apprentis de l'artisanat, de l'agriculture et de la viticulture aux bonnes pratiques
	d18 : Réduire les pollutions diffuses en zone agricole en incitant à une agriculture économe en intrants
	d19 : Assurer un épandage de proximité respectueux des ressources en eau
	d20: Mettre en place des bandes enherbées le long de tous les cours d'eau
	d21 : Diminuer le risque de pollutions ponctuelles liées aux activités agri/viticoles
	d22 : Développer des aires de remplissage/lavage collectives
	d23 : Améliorer la connaissance sur l'impact des réseaux de drainage et si nécessaire améliorer la qualité de leur rejet
	d24 : Limiter le risque d'application directe de produits phytosanitaires à tous les points d'eau connectés directement ou indirectement aux cours d'eau
	d25 : Réduire l'utilisation des pesticides par les collectivités
	d26 : Sensibiliser les jardiniers amateurs aux bonnes pratiques phytosanitaires
	d27 : Améliorer les pratiques phytosanitaires des professionnels non agricoles
	d28 : Entretenir les bassins d'eaux pluviales



	d29 : Poursuivre la mise aux normes des entreprises industrielles et artisanales et favoriser les technologies propres
	d30 : Améliorer la collecte des déchets toxiques en quantité dispersée
	d31 : Faciliter l'accès des gestionnaires de stations d'épuration à une assistance technique
	d32 : Réaliser un bilan annuel des rejets des stations d'épuration par masse d'eau
	d33 : Optimiser la collecte et le transport des eaux usées
	d34 : Etablir des autorisations de rejet pour les rejets non domestiques
	d35 : Limiter les apports d'eaux usées au cours d'eau en période de pluie
	d36 : Poursuivre la mise aux normes des stations d'épuration
	d37 : S'assurer de la mise en place et du fonctionnement efficace et opérationnel des S.P.A.N.C.
	d38 : Traiter les points noirs de l'Assainissement Non Collectif
O- Limiter les quantités d'eau ruisselée	Traitée dans l'enjeu "Inondations et ruissellement"
N- Inventorier les zones humides et les protéger	Traitée dans l'enjeu "Préservation et restauration de la qualité des milieux aquatiques et humides"

✓ **Préservation et sécurisation de l'alimentation en eau potable**

Orientation	Disposition
<b>Objectif : Préserver / reconquérir la qualité des eaux brutes</b>	
F- Protéger les captages des pollutions accidentelles	d39 : Déterminer les périmètres de protection et respecter les servitudes et prescriptions relatives à ces derniers
G- Protéger les aires d'alimentation des captages des pollutions diffuses et ponctuelles	d40 : Délimiter les aires d'alimentation de captages et élaborer les plans d'actions
	d41 : Faire émerger une animation sur les captages prioritaires et centraliser les données
	d42 : Mettre en œuvre des actions préventives de lutte contre les pollutions sur les aires d'alimentation de captage
<b>Objectif : Satisfaire les besoins en eau potable d'un point de vue qualitatif et quantitatif</b>	
H- Sécuriser l'alimentation en eau potable	d43 : Réaliser un schéma de sécurisation à l'échelle du SAGE
	d44 : Garantir une distribution pérenne d'eau conforme
	d45 : Elaborer et tester un document de gestion de crise à l'échelle de chaque structure compétente en eau potable
I- Maitriser les besoins en eau	d46 : Intégrer les capacités d'alimentation en eau potable en amont des projets d'urbanisation
	Egalement traitée dans l'orientation B- Préserver la ressource en réduisant les consommations

✓ **Préservation et restauration de la qualité des milieux aquatiques et humides**

Orientation	Disposition
<b>Objectif : Atteindre le bon état écologique demandé par la DCE vis-à-vis des conditions hydromorphologiques</b>	
J- Protéger le lit mineur et en assurer un bon fonctionnement	d47 : Développer des actions pédagogiques concernant les milieux aquatiques et humides
G- Protéger les aires d'alimentation des captages des pollutions diffuses et ponctuelles	d48 : Compléter la cartographie du réseau hydrographique et assurer la protection des petits cours d'eau dans les documents d'urbanisme
	d49 : Cartographier les espaces de mobilité des cours d'eau dans les documents d'urbanisme
	d50 : Favoriser l'émergence de maitrises d'ouvrage pour l'entretien et la restauration des milieux aquatiques
	d51 : Assurer une gestion écologique des cours d'eau
	d52 : Informer et conseiller les riverains sur l'entretien du cours d'eau
	d53 : Aménager ou effacer les ouvrages ne permettant pas d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs
K- Préserver le lit majeur	d54 : Maintenir une ripisylve adaptée
	d55 : Adapter les pratiques sylvicoles aux caractéristiques des milieux
	d56 : Protéger les forêts alluviales dans les documents d'urbanisme
	d57 : Concilier l'extraction de granulats et la protection des milieux remarquables
	d58 : Elaborer un plan de réaménagement des carrières
	d59 : Diminuer les volumes de matériaux alluvionnaires utilisés
	d60: Recenser les plans d'eau existants et encadrer leur gestion
O- Limiter les quantités d'eau ruisselée	Traitée dans l'enjeu "Inondations et ruissellement"
<b>Objectif : Protéger les espèces patrimoniales</b>	

L- Protéger et restaurer les habitats des espèces patrimoniales	d61 : Préserver et restaurer les habitats des espèces menacées protégées
	d62 : Restaurer et entretenir des frayères
M- Lutter contre les espèces concurrentielles	d63 : Lutter contre les espèces exotiques envahissantes
<b>Objectif : Garantir un niveau d'eau favorable à la vie dans les cours d'eau</b>	
C- Favoriser une réalimentation naturelle du cours d'eau	Traitée dans l'enjeu "Gestion quantitative de la ressource en période d'étiage"
<b>Objectif : Préserver les zones humides</b>	
N- Inventorier les zones humides et les protéger	d64 : Assurer la préservation des zones humides dans les documents d'urbanisme
	d65 : Identifier les zones humides prioritaires et le dispositif de protection adapté à chaque zone humide
	d66 : Préserver, entretenir et restaurer les zones humides
	d67 : Protéger les zones humides sur le long terme via leur acquisition par des structures publiques

✓ **Inondations et ruissellement**

Orientation	Disposition
<b>Objectif : Réduire le risque d'inondations et coulées de boues</b>	
O- Limiter les quantités d'eau ruisselée	d68 : Recenser les voies d'écoulement préférentielles
	d69 : Privilégier les techniques et systèmes culturels limitant le ruissellement et les coulées de boues
	d70 : Aménager les bassins versants
	d71 : Réaliser un zonage d'assainissement pluvial dans les communes
	d72 : Limiter les volumes et les vitesses de transfert des eaux pluviales urbaines
	d73 : Réserver des espaces pour la gestion des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme
P- Etaler la crue	Egalement traitée dans l'orientation N- Inventorier les zones humides et les protéger
	d74 : Cartographier les champs d'expansion de crues et assurer leur préservation
	d75 : Etudier l'impact cumulatif des carrières sur les inondations
	d76 : Mettre en place une gestion concertée des ouvrages
Q- Réduire la vulnérabilité des zones urbanisées	d77 : Cartographier l'aléa inondation
	d78 : Amélioration de l'information des élus et de la population face au risque inondation

✓ **Gouvernance de l'eau**

Orientation	Disposition
<b>Objectif : Partager une vision globale pour la gestion de l'eau</b>	
R- Partager la connaissance et les moyens entre collectivités	d79 : Mutualiser les moyens pour une meilleure gestion des installations d'épuration et d'alimentation en eau potable
	d80 : Inciter les collectivités à former leurs agents
S- Assurer la gouvernance de l'eau à l'échelle SAGE	d81 : Mettre en œuvre le SAGE en s'appuyant sur une structure porteuse couvrant la totalité du territoire
	d82 : Associer la CLE à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme
	d83 : Faire évoluer le SAGE en fonction des évolutions réglementaires et des nouvelles connaissances acquises

### 1.1.3. LE RELIEF

#### LE RELIEF SUR LE TERRITOIRE

Territorialement, la commune se situe dans la vallée de la Suippe.

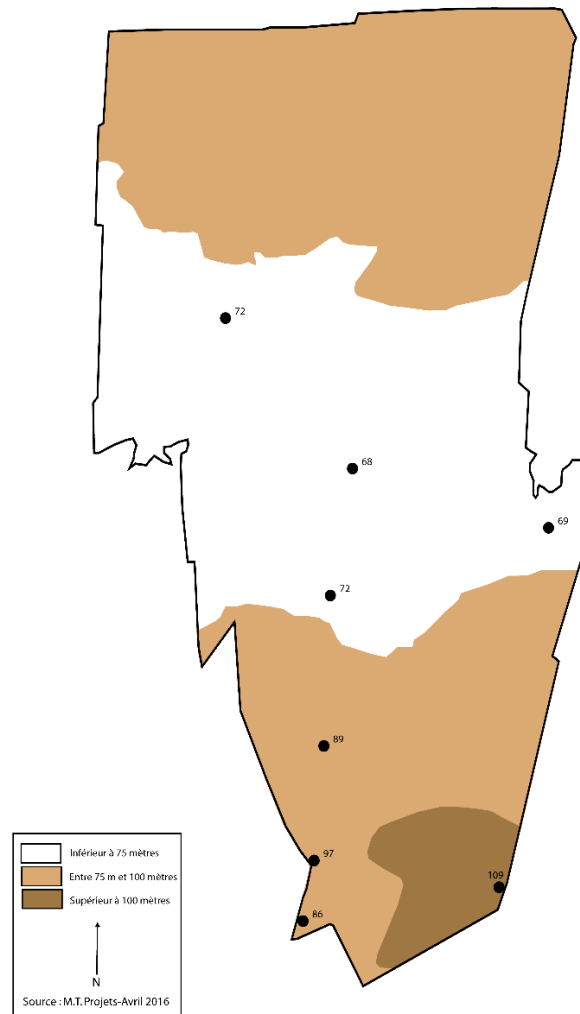
La cote d'altitude la plus basse se trouve au centre de la commune, le long de la Suippe (cote de 65m). L'espace bâti de Saint-Etienne-sur-Suippe est généralement compris entre 65 mètres et 72 mètres d'altitudes.(bourg). Les cotes les plus élevées sont situées au Sud de la commune (cote de 109m).

Aucune contrainte de relief n'est recensée au niveau des espaces bâtis.

Le relief se caractérise par trois entités du nord au sud

- Au nord, la plaine agricole se situe entre 75m et 100m.
- Au sud du territoire, la plaine agricole est marquée par le savart de Blamont avec une cote d'altitude de 109m
- Entre les deux, l'espace bâti de Saint-Etienne-sur-Suippe se situe à une altitude comprise entre 65 et 72 mètres.

Carte du relief  
Plan Local d'Urbanisme de Saint-Etienne-sur-Suippe  
Cabinet de conseil, de formations et de projets en urbanisme M.T.Projets



### 1.1.4. LA GEOLOGIE

#### LA CARTE GEOLOGIQUE

Le sous-sol géologique de Saint-Etienne-sur-Suippe est décrit par la notice géologique d'Asfeld-La-Ville. Six terrains géologiques sont représentés :

##### FY – ALLUVIONS ANCIENNES-BASSES TERRASSES

Elles sont très largement représentées dans la vallée de l'Aisne et dans la basse vallée de la Suippe. Toujours exploitées, elles présentent d'assez nombreuses coupes parfois épaisses de plusieurs mètres (5 à 7 m). Le matériau est essentiellement un gravier calcaro-siliceux constitué de silex noirs et de calcaires jurassiques assez homométriques (2-3 cm), avec parfois des lits crayeux, quelques dragées de quartz ou des fins lits de sable calcaire gris verdâtre ou encore des éléments plus grossiers d'environ 10 cm de diamètre.

Nous pouvons y retrouver des fossiles des terrains d'origine : Échinodermes, Coralliaires, Spongiaires. Nous y avons aussi trouvé quelques défenses de Mammouths.

Dans la vallée de la Suippe, aux versants plus doux, le passage entre la basse terrasse et la graveluche est parfois difficile à voir, cette dernière ayant très souvent subi une reprise alluviale en bordure de vallée.

##### FZ – ALLUVIONS ANCIENNES-BASSES TERRASSES

Elles sont constituées de limons ou d'argiles à teneur en calcaire variable selon les vallées (10 à 25 % CaCO<sub>3</sub> dans la vallée de l'Aisne, 50 à 80 % CaCO<sub>3</sub> dans les vallées de la Suippe et de la Retourne). La charge en granules de craie peut rapidement devenir importante en profondeur, à partir d'un mètre. L'épaisseur de ces alluvions est importante. Dans ces matériaux, l'ambiance est hydromorphe mais les marques de l'hydromorphie sont le plus souvent masquées par l'excès de calcaire qui donne déjà une couleur grisâtre à l'ensemble de la formation.

##### C – COLLUVIONS DES DEPRESSIONS, DES FONDS DE VALLONS ET DES BAS DE VERSANTS

Ces apports récents sont essentiellement calcaro-limoneux à limono-calcaire et comprennent souvent une charge en petits granules de craie (4-5 mm diam.). Leur épaisseur peut atteindre quelques mètres. Si le réseau colluvial est très bien développé linéairement, il n'occupe souvent que d'étroits chenaux qu'il n'est pas possible de représenter à l'échelle de la carte.

##### GP – GREZE CRAYEUSE

Cabinet de conseils juridiques, projets et formations en urbanisme M.T. Projets

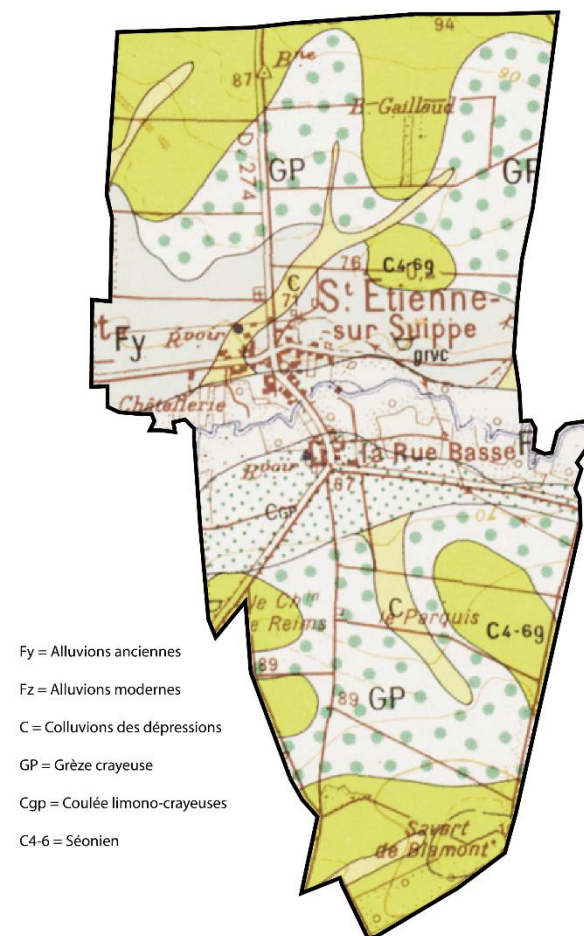
La

grèze

Carte de géologie

Plan Local d'Urbanisme de Saint-Etienne-sur-Suippe

Cabinet de conseil, de formations et de projets en urbanisme M.T. Projets



crayeuse est encore appelée grève litée, gravier crayeux ou plus souvent graveluche. Il s'agit



d'une formation périglaciaire très importante issue de l'altération mécanique intense de la craie.

#### **CGP – COULEES LIMONO-CRAYEUSES**

---

Ce sont des produits hétérogènes de solifluxion issus du mélange de limons, de grèze crayeuse et souvent de morceaux de craie. Ainsi la partie crayeuse de ces matériaux est très hétérométrique. Leur épaisseur est peu importante, rarement supérieure à 1m et ils se localisent toujours sur des grèzes crayeuses en bas de versants.

#### **C4-6G ET C4-6H - SENONIEN**

---

Cette craie blanche, dite à Micraster et à Bélemnites, sans silex, très pure, friable et très gélive constitue l'unique substrat de la feuille Asfeld. Elle affleure surtout en sommet de topographie et en haut des versants. Son altération est liée essentiellement aux phénomènes intenses d'évolution sous climat périglaciaire

Sur les pentes, cette craie, altérée mécaniquement, montre des phénomènes très nets de cryoturbation et peut être recouverte de sédiments d'origine variable : produits de remaniements des sables éocènes et de dépôts loessiques, mais surtout de limon calcaire de ruissellement ou de gravier crayeux appelé graveluche. Cette formation ne contient aucun macrofossile, ce qui ne permet pas, sur le terrain, de distinguer les formations du Coniacien de celles du Santonien et du Campanien. En revanche, la microfaune (Foraminifères) permet d'identifier deux biozones g et h.

Biozone g+h: Zone à *Actinocamax quadratus* = Campanien inférieur. La craie peut atteindre 40 mètres de profondeur.

### 1.1.5. LE POTENTIEL ENERGETIQUE DES AQUIFERES

La géothermie désigne le processus permettant de capter en profondeur la chaleur terrestre, et l'exploiter via un système de canalisations afin de l'exploiter en surface sous forme d'électricité ou de chaleur. Ce procédé est basé sur un système de tuyauterie creusé dans le sol, à l'intérieur duquel circule en permanence un échange de courants chauds et froids. Depuis juillet 2015, une nouvelle façon d'encadrer les activités de forage est en vigueur notamment afin de simplifier les démarches administratives pour les forages compris entre 10m et 200m et aux équipements de moins de 500kW.

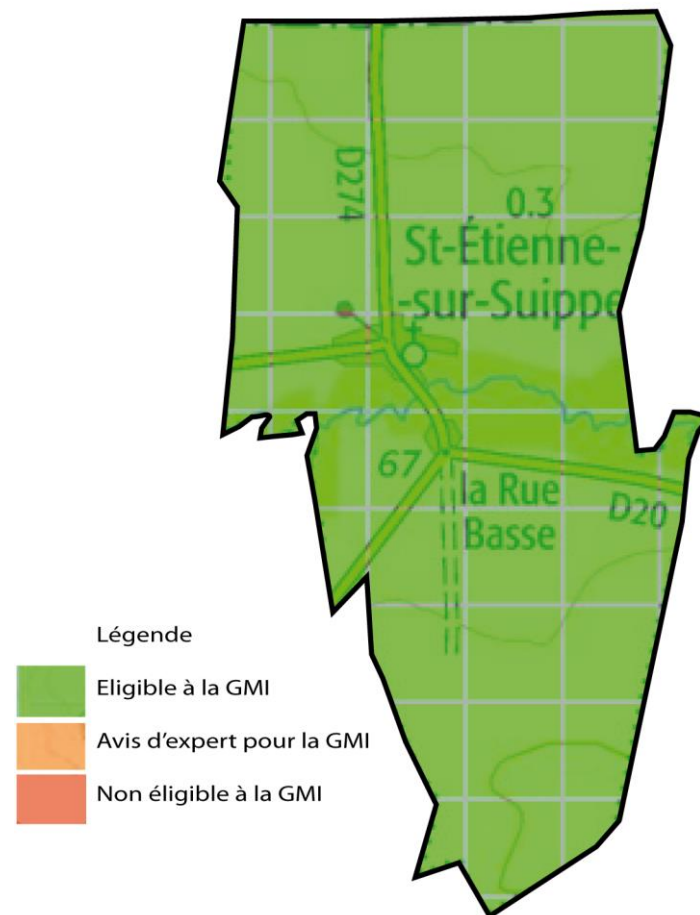
Ainsi, pour réaliser des travaux de géothermie, il est dorénavant obligatoire de faire appel à des entreprises de forage qualifiées.

La commune possède un potentiel géothermique du meilleur aquifère fort à très fort. Cela signifie que l'utilisation de techniques de géothermie peut être utilisée pour une utilisation domestique car les rendements sont corrects.

Carte géothermique du territoire communal

PLU de Saint-Etienne-sur-Suippe

Cabinet de conseils en urbanisme M.T. Projets



### 1.1.6. LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)

#### ELABORATION DU SRCE

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est l'outil régional de mise en œuvre de la trame verte et bleue (TVB) régionale. Cette politique a pour ambition de concilier la préservation de la nature et le développement des activités humaines, en améliorant le fonctionnement écologique des territoires. Elle identifie les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à préserver ou remettre en bon état, qu'elles soient terrestres (trame verte) ou aquatiques et humides (trame bleue), afin de réduire la destruction et la fragmentation des habitats, favoriser le déplacement des espèces, préserver les services rendus par la biodiversité et faciliter l'adaptation au changement climatique.

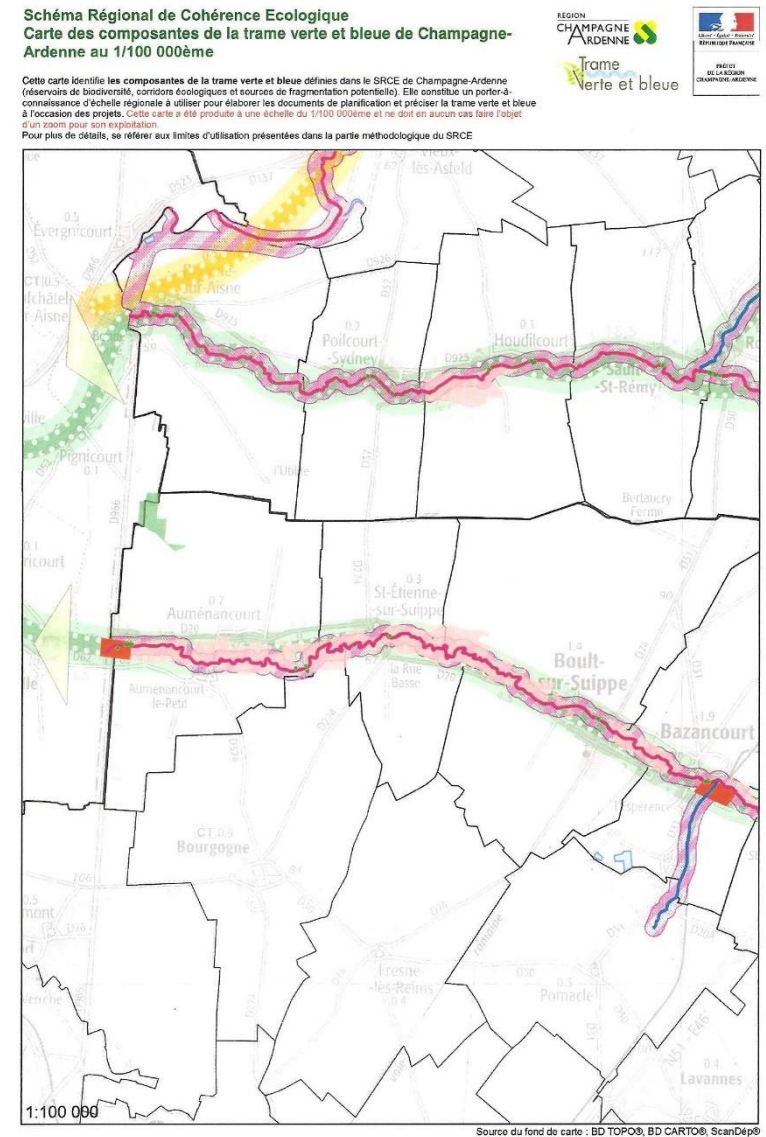
Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est élaboré conjointement avec le Conseil Régional de Champagne-Ardenne et l'Etat. Il a été adopté le 8 décembre 2015 par arrêté préfectoral.

#### OBJECTIFS PORTES PAR LE SRCE

Objectifs	Actions
Améliorer et valoriser les connaissances et les savoir-faire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identifier les indicateurs permettant de mesurer l'évolution de la biodiversité et la fonctionnalité des milieux, de la qualité des continuités écologiques</li> <li>Améliorer les connaissances sur les habitats et les espèces de cohérence trame verte et bleue</li> <li>Poursuivre le recensement des ouvrages sur les cours d'eau et améliorer la connaissance des points de fragmentation sur les infrastructures linéaires</li> <li>Mutualiser et organiser les connaissances</li> <li>Ouvrir le champ de la recherche, du développement et de l'expérimentation sur les questions de fonctionnalité écologique</li> <li>Utiliser les fiches « unités écologiques » comme outil de suivi et de mise à jour des connaissances des continuités écologiques locales</li> </ul>
Sensibiliser et favoriser l'appropriation autour des enjeux liés aux continuités écologiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser la mise en œuvre de formations sur les continuités écologiques et leur prise en compte dans l'aménagement du territoire</li> <li>Renforcer les échanges et le partage d'expériences entre gestionnaires, aménageurs, usagers de l'espace, experts techniques et scientifiques</li> <li>Soutenir l'élaboration d'outils d'accompagnement, d'aide à la décision et à la gestion</li> <li>Favoriser l'élaboration et la diffusion de supports de communication</li> </ul>
Intégrer la trame verte et bleue dans les documents de planification et autres projets de territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réaliser un porter à connaissance de tous les éléments de diagnostic écologique</li> <li>Formuler un ensemble de recommandations et de documents d'appui à destination des intervenants dans l'élaboration des documents d'urbanisme</li> <li>Créer des conditions favorables au partage d'expériences pratiques entre les acteurs intervenant dans l'élaboration des documents d'urbanisme</li> </ul>
Maintenir et développer des productions et des pratiques agricoles favorables à la biodiversité et à la qualité de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir les systèmes et pratiques agricoles favorables à la biodiversité (actions agro-environnementales)</li> <li>Favoriser le maintien de l'élevage</li> <li>Encourager le développement de filières d'agriculture biologique</li> <li>Encourager le développement d'une agriculture à haute valeur naturelle dans les territoires à enjeux biologiques forts</li> <li>Conforter l'arbre (bocage) au sein des exploitations agricoles</li> <li>Améliorer le conseil technique aux agriculteurs pour la gestion de milieux naturels sensibles et des prairies humides et développer les actions de formations orientées vers l'articulation agriculture / préservation du patrimoine naturel</li> <li>Progresser dans la localisation et la caractérisation des zones humides</li> </ul>

	<p>Encourager les cultures nécessitant moins d'eau (économie de la ressource)</p> <p>Encourager les pratiques favorables à la préservation de la qualité des eaux</p> <p>Accompagner les projets de territoires innovants et exemplaires</p>
Gérer durablement et de manière multifonctionnelle les espaces boisés (forêts et complexes bocagers)	<p>Favoriser les projets de territoire en faveur des bocages par des plans de gestion et programmes de restauration</p> <p>Soutenir la valorisation économique du bois de haies gérées de manière durable</p> <p>Inciter à la réalisation de plan de gestion des haies à l'échelle de l'exploitation agricole</p> <p>Inciter le développement de plans simples de gestion intégrant les enjeux de biodiversité et de continuités écologiques</p> <p>Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de chartes forestières de territoire</p> <p>Promouvoir les modes d'exploitation forestière respectueux des sols et des milieux</p> <p>Promouvoir des essences locales adaptées à la station et aux évolutions climatiques</p> <p>Favoriser les regroupements fonciers des unités d'exploitation pour des plans de gestion cohérents à l'échelle d'un massif forestier</p>
Restaurer et gérer une trame bleue fonctionnelle	<p>Restaurer et réhabiliter les milieux dégradés ou artificialisés</p> <p>Préserver ou restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau</p> <p>Maintenir ou restaurer la fonctionnalité des réseaux de mares, de zones humides, d'annexes hydrauliques et de têtes de bassin versant</p> <p>Lutter contre les espèces invasives</p> <p>Poursuivre les efforts de reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques</p> <p>Améliorer la connaissance des zones humides et la mutualiser à l'échelle régionale</p> <p>Rétablir les continuités longitudinales le long des cours d'eau pour la circulation de la faune aquatiques et des sédiments</p>
Préserver et restaurer les continuités écologiques au sein du tissu urbain et péri-urbain	<p>Favoriser la préservation et la restauration des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme</p> <p>Favoriser la reconquête des friches urbaines ou industrielles pour les besoins du développement urbain</p> <p>Soutenir et encourager les pratiques favorables à la biodiversité et aux continuités écologiques en milieu urbain</p> <p>Encourager la définition de trames vertes et bleues en milieu urbain</p>
Améliorer la transparence des infrastructures linéaires	<p>Favoriser l'intégration des continuités écologiques comme critère de conception des ouvrages et des infrastructures</p> <p>Pour la réalisation des projets d'aménagement et d'infrastructures, volonté de l'Etat et de la Région d'intégrer les clauses environnementales dans les marchés de travaux qu'ils portent en maîtrise d'ouvrage</p> <p>Encourager la prise en compte des continuités écologiques par les gestionnaires d'infrastructures</p>

Saint-Etienne-sur-Suippe est inséré dans la TVB du SRCE notamment avec la présence de la Suippe.



### 1.1.7. LE CLIMAT

Le climat est tempéré océanique humide (Cfb). L'atmosphère est douce et humide avec des hivers pouvant se révéler vifs et des étés secs et orageux.

#### Températures

Selon un relevé météorologique entre 1981 et 2010, le mois le plus froid est Janvier avec une moyenne de 0.1°C. Le mois le plus chaud est juillet avec une température moyenne de 24.7°C. Sur l'ensemble de l'année, la température minimale moyenne est de 6.1°C et la température moyenne maximale est de 15.1°C.

#### Précipitations/orage

Saint-Etienne-sur-Suippe connaît une pluviométrie inférieure à la moyenne nationale : en moyenne, 604mm. Mais la fréquence des pluies est importante avec une moyenne de 122 jours de pluie. La pluviométrie annuelle est homogène sur l'ensemble de l'année.

La majorité des orages circule par les vents de Sud-ouest qui apportent de l'air chaud et humide. La plupart s'observe entre Mai et Septembre.

#### Ensoleillement

Les heures d'ensoleillement sont de 1705 par an, elles proviennent essentiellement des jours d'été.

#### Neige

La neige apparaît surtout quand le vent est au Nord ou au Nord-est. Elle tombe essentiellement entre novembre et mars.

#### Vents

Les vents dominants viennent du secteur Ouest. Toutefois, on peut noter des vents de Nord-est, notamment quand l'Anticyclone continental de Sibérie se renforce.

Ville	Ensoleillement	Pluie	Neige	Orage	Brouillard
Paris	1661 heures/an	642 mm/an	12 jours/an	18 jours/an	10 jours/an
Nice	2694 heures/an	767 mm/an	1 jour/an	29 jours/an	1 jour/an
Strasbourg	1637 heures/an	610 mm/an	29 jours/an	29 jours/an	53 jours/an
Brest	1605 heures/an	1211mm/an	7 jours/an	12 jours/an	75 jours/an
<b>Saint-Etienne-sur-Suippe</b>	1787 heures/an	604 mm/an	21 jours/an	22 jours/an	66 jour/an
<b>Moyenne nationale</b>	1973 heures/an	770 mm/an	14 jours/an	22 jours/an	40 jours/an

### 1.1.8. LA TRAME VERTE COMMUNALE

Aucun site naturel n'est recensé sur le territoire communal (Natura 2000, Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, Biocorridor, Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux, Réserve Naturelle, Arrêté de Protection du Biotope...).

### PROTECTIONS REGLEMENTAIRES

La commune n'est pas concernée par une protection environnementale réglementaire.

### PROTECTIONS CONTRACTUELLES

#### PARC NATUREL REGIONAL

La commune n'est pas dans l'aire d'un parc naturel régional.

### ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

#### NATURA 2000 - DIRECTIVE HABITATS ET DIRECTIVE OISEAUX

La commune n'est pas concernée.

#### CONVENTION DE RAMSAR

Aucun site recensé au titre de la Convention RAMSAR n'est recensé sur le territoire communal en l'état actuel des connaissances disponibles.

### ZONES D'INVENTAIRES SCIENTIFIQUES

#### CORRIDORS ECOLOGIQUES

Aucun corridor identifié au Schéma Régional de Cohérence Ecologique.

#### ESPACES NATURELS SENSIBLES

La commune n'est pas concernée

#### ZONE NATURELLE D'INTERET ECOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE DE TYPE 1 ET 2

La commune n'est pas concernée par une ZNIEFF de type 1 ou 2.

## 1.1.9. LA TRAME BLEUE COMMUNALE

### L'HYDROGEOLOGIE

Les eaux météoriques tombant sur la commune s'infiltrant dans le sol et vont déterminer un réservoir important constitué par la craie et les alluvions.

L'extension et la puissance de ce réservoir ont permis de tracer la carte piézométrique et de déterminer les directions d'écoulement de la nappe. D'une manière générale, la surface piézométrique épouse sensiblement les ondulations topographiques, en atténuant les irrégularités et, dans tous les cas, la nappe est drainée par les cours d'eau. Dans les vallées, la nappe de la craie se raccorde insensiblement à celle des alluvions, formant alors avec cette dernière un ensemble unique. La dissolution intense créée par le rassemblement des eaux donne lieu à un réseau de fissures particulièrement important ; les ouvrages de captage donnent des débits importants pour de faibles rabattements.

L'amplitude des fluctuations du niveau piézométrique varie en fonction inverse de la perméabilité de la craie : elle est faible dans les zones de vallées (de l'ordre du mètre). Ces fluctuations sont essentiellement saisonnières : elles peuvent être plus ou moins accentuées d'une année sur l'autre selon la pluviosité, mais nous observons toujours un cycle annuel.

### LES EAUX SUPERFICIELLES

Les cours d'eau de cette région drainent la nappe de la craie ; ce mode d'alimentation est mis en évidence par les hydrogrammes journaliers : la nappe fournit environ 80 % de l'écoulement total, le ruissellement restant très faible. Les fluctuations du débit des rivières sont soumises à des cycles rigoureusement saisonniers et synchrones avec les fluctuations des niveaux piézométriques de la nappe ; les amplitudes de variations sont fortes : pour la Suippe à Orainville, les débits sont de l'ordre de 15 m<sup>3</sup>/s en Janvier - Février et 2 m<sup>3</sup>/s environ en Juillet - Août. L'Aisne, qui prend sa source dans les terrains jurassiques et traverse ensuite les affleurements du Crétacé inférieur présente des caractéristiques légèrement différentes de celles de la Suippe ou de la Retourne (coefficient de ruissellement plus important).

#### La Suippe

La Suippe est une rivière française des départements de la Marne et de l'Aisne, dans les deux régions Grand-Est et Hauts-de-France, qui se jette dans l'Aisne en rive gauche et un sous-affluent de la Seine, par l'Oise.

Suippe a sa source à Somme-Suippe dans le département de la Marne à 135 m d'altitude. Elle se jette dans l'Aisne en rive gauche, à Condé-sur-Suippe, à 51m d'altitude. Son cours est de 81,7km, après avoir traversé le canal latéral de l'Aisne, à l'écluse de Condé, et donc

à proximité de la sucrerie de Condé-sur-Suippe, au croisement donc du canal, de la voie de chemin de fer Laon-Reims, de la route départementale D62.

Le débit moyen annuel de la Suippe, calculé sur 39 ans (1968-2006) à Orainville (tout près de son confluent avec l'Aisne), est de 4,34m<sup>3</sup>/s pour une surface de bassin de 802km<sup>2</sup> soit 96% du bassin total de 837km<sup>2</sup>.

Le débit de la rivière est assez régulier sauf cas exceptionnels et présente des fluctuations saisonnières de débit peu marquées, avec des hautes eaux de 6,42 à 7,38m<sup>3</sup>/s, de février à mai inclus, et un étiage confortable de fin d'été-automne avec baisse du débit moyen mensuel jusqu'à 1,86m<sup>3</sup>/s en septembre et 1,89m<sup>3</sup>/s en octobre, ce qui reste relativement abondant.

#### Etiage ou basses eaux

À l'étiage, le volume consécutif minimal pour 3 jours peut chuter jusque 0,3m<sup>3</sup>/s en cas de période quinquennale sèche, à la suite de la baisse de niveau des eaux souterraines dont le débit de la rivière est en grande partie tributaire.

#### Crues

Les crues ne sont jamais très importantes. La crue maximale enregistrée a été de 16,4m<sup>3</sup>/s, le 11 avril 2001.

La quantité instantanée maximale décennale (QIX10) est de 13m<sup>3</sup>/s le QIX 20 de 15m<sup>3</sup>/s et le QIX 50 de 17m<sup>3</sup>/s. Les QIX 2 et QIX 5 valent respectivement 7,8 et 11m<sup>3</sup>/s. D'où il ressort que les crues d'avril 2001 dont il a été question plus haut, étaient d'ordre cinquantennal, et donc assez exceptionnelles.

#### Lame d'eau et débit spécifique

La lame d'eau écoulée dans le bassin est de 171 millimètres annuellement, ce qui est faible et nettement moindre que la moyenne de l'ensemble du bassin versant de la Seine (240 millimètres). Le débit spécifique (Qsp) tombe dès lors à seulement 5,4 litres par seconde et par kilomètre carré de bassin (contre 7 pour le bassin de la Seine).

#### La faune de la Suippe

Nous retrouvons de nombreux poissons comme la truite, l'ombre, le vairon, le chabot, la loche franche, la lamproie, le goujon, le brochet, la perche, le chevesne, la vandoise, le gardon et l'anguille.



Le peuplement piscicole est salmonicole avec la dominance des espèces d'accompagnement de la truite fario et la présence de cyprinidés rhéophiles. Cependant la population de la truite fario est largement soutenue par les repeuplements annuels. La qualité du peuplement est donc considérée comme passable.

L'habitat piscicole est influencé par la succession des nombreux ouvrages hydrauliques favorisant les zones de bief, propices à l'implantation d'espèces d'eau calme (vitesse lente, profondeurs constantes, développement de la végétation aquatique). C'est aussi le cas des zones humides rivulaires réparties le long du tronçon où peut se reproduire le brochet. Les zones favorables à la frai de la truite fario sont alors limitées aux zones de courant sur la Suippe et à certains de ses affluents comme le ruisseau des Fontaines et l'Arnes.

La qualité de l'eau s'est largement améliorée depuis la commune de Suippes du fait du pouvoir autoépurateur de la rivière et de l'apport de la Py. Elle est actuellement conforme à l'objectif de qualité. Toutefois, un début de phénomènes d'eutrophisation se traduit sur le milieu par une sursaturation en oxygène dissous et le développement d'algues filamenteuses. Des foyers de pollution existent avec, entre autre, le rejet des Ets Fichet Bauche riche en matières organiques et en phosphore.

L'activité halieutique est structurée en sociétés de pêches privées et en AAPPMAs. La principale action est le soutien des effectifs de la population de truites fario par le repeuplement. Quelques aménagements piscicoles sont réalisés ponctuellement.

## L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable de la commune est assurée à partir d'un forage situé dans les champs captant de la commune d'Auménancourt. Cette ressource bénéficie d'une déclaration d'utilité publique depuis le 16 décembre 1977.

De plus, une partie des périmètres de protection de ces champs captant utilisés pour l'alimentation en eau potable de la ville de Reims empiète sur le territoire de Saint-Etienne-sur-Suippe.

L'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique en date du 22 mars 2005 arrête les périmètres de protection autour de ce captage.

Le zonage du PLU prendra en compte ces périmètres en considération et le règlement d'urbanisme de ces zones concertées soient compatible avec la protection de la ressource en eau de la commune.

L'eau est de bonne qualité selon l'ARS Champagne-Ardenne.

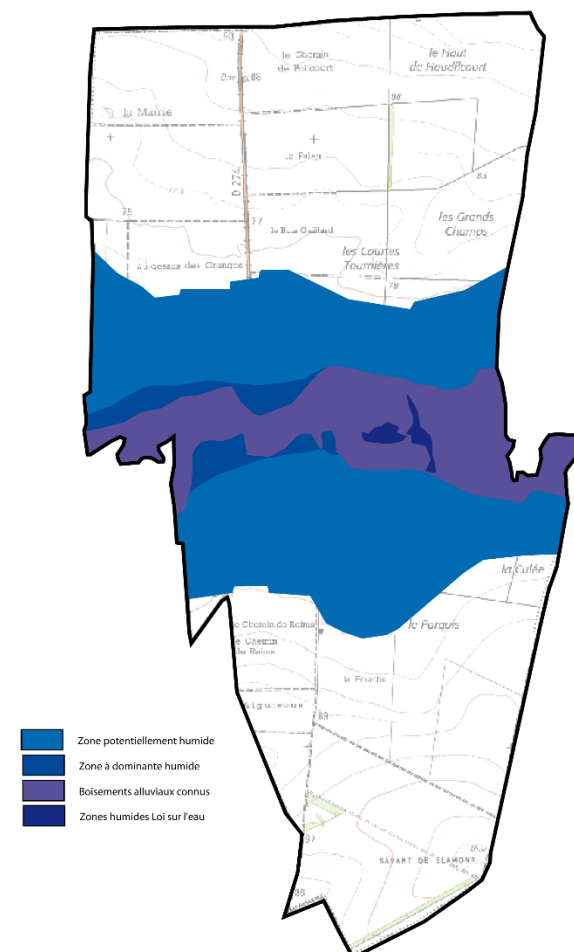
## L'ASSAINISSEMENT

L'assainissement est individuel.



- Les boisements alluviaux se superposent en général sur les zones humides Loi sur l'eau.
- Les zones humides Loi sur l'eau se situent en général en tête de bassin versant, en bordure de lacs, et dans les lits majeurs des cours d'eau. Cela peut être des bras morts, des mares, des marais, des tourbières, et des forêts/prairies humides.
- Les zones humides diagnostiquées par le SDAGE
- Les zones potentiellement humides.

Cabinet de conseil, de formations et de projets en urbanisme M.T. Projets



## **SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU DU BASSIN SEINE-NORMANDIE**

La commune entre dans l'aire du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie, le PLU doit être compatible avec le SDAGE 2016-2021 du bassin Seine-Normandie approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2015 et applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le PLU est concerné par les objectifs du SDAGE suivants :

- Diminuer les pollutions
- Préserver les ressources
- Améliorer la qualité des milieux aquatiques
- Prévenir les risques d'inondation

## **SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION AISNE-VESLE-SUIPPE**

Le SAGE Aisne-Vesle-Suippe a été approuvé par arrêté inter-prefectoral du 16 décembre 2013. Le PLU de Saint-Etienne-sur-Suippe doit être compatible avec celui-ci. Le PLU est concerné par les objectifs du SAGE Aisne-Vesle-Suippe suivants :

- Respect des servitudes et prescriptions relatives aux déclarations d'utilité publique des captages d'eau potable (d39)
- Intégration des capacités d'alimentation en eau potable en amont des projets d'aménagement (d46)
- Non-dégradation physique des cours (d48)
- Protection des espaces de mobilités (d49)
- Protection d'une ripisylve composée d'essence adaptée (d54)
- Protection des forêts alluviales (d56)
- Protections des zones humides (d64 et R4)
- Protection des frayères (R3)
- Préservation des éléments du paysage existants permettant de lutter contre le ruissellement et les coulées de boue (d70)
- Limitation du ruissellement et d'amélioration de l'infiltration, sauf en cas d'impossibilité technique, et de diminution des rejets dans les réseaux (d72)
- Préservations des champs d'extension des crues (d74 et R5)

## 1.1.10. ANALYSE DES GRANDS ENSEMBLES PAYSAGERS

### LES GRANDS ENSEMBLES PAYSAGERS

La commune est située dans la vallée de la Suippe.

### TRAME PAYSAGERE

#### - La trame forestière, bois et bosquets.

Le taux de boisement communal avoisine les 6.85% contre 6.4% en moyenne dans la Champagne Crayeuse. Le taux de boisement national est de 30%. Les zones humides alluvionnaires ou marécageuses portent à nouveau des peuplements spontanés car elles ont été largement converties à la prairie autrefois puis abandonnée au boisement ou reconverties en peupleraie. La végétation naturelle est la Phragmitaie passant à l'Aulnaie-Peupleraie pour les premiers, et l'Aulnaie à Carex pour les seconds.

#### - L'espace agricole

Le territoire agricole représente 84.65%, il est composé de champs de type d'openfields. Toutes les vallées sèches (ou colluvions de fond de vallée) sont cultivées. Nous y trouvons en général des cultures céréalières, de la betterave et oléagineux.

#### - L'espace bâti

Les espaces urbanisés représentent environ 8.5% du territoire communal. Il est composé d'un habitat mixte, en effet, l'habitat ancien est mélangé avec un habitat récent du fait du comblement des dents creuses.

#### - Les cours et les jardins

Ils sont composés principalement de jardin et terrains d'agrément. Ce sont des espaces importants car ils permettent à une autre faune et flore de s'installer. Ils sont considérés comme des espaces diversificateurs.

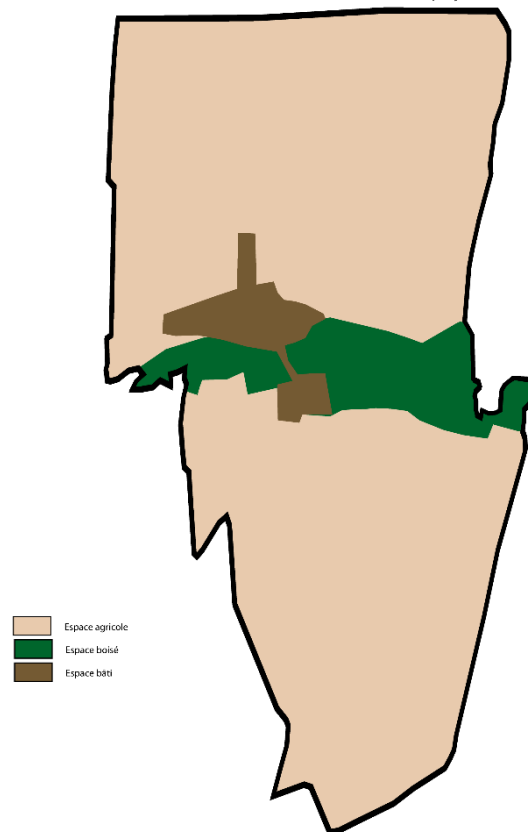
#### - Carrières

Certaines parties du territoire ont été exploitées. Actuellement ce n'est plus le cas mais les anciennes grévières marquent le paysage.

Carte de la trame paysagère

Plan Local d'Urbanisme de Saint-Etienne-sur-Suippe

Cabinet de conseil, de formations et de projets en urbanisme M.T.Projets



## 1.11. ANALYSE MORPHOLOGIQUE URBAINE

### L'INSERTION PAYSAGERE DES CONSTRUCTIONS

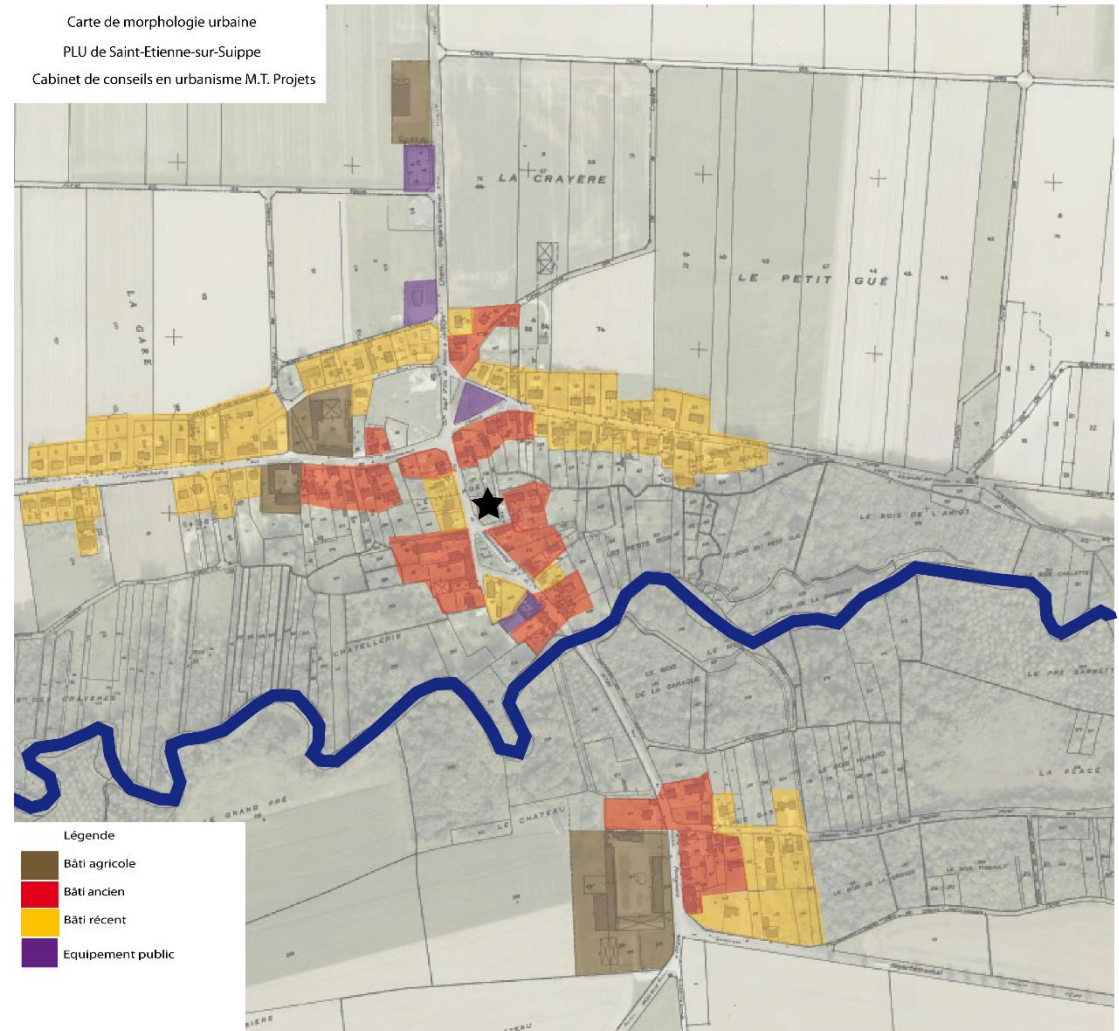
L'insertion paysagère des constructions est assurée essentiellement depuis l'après première Guerre Mondiale au moment de la reconstruction. L'espace libre en avant de la construction est très souvent végétalisé et arboré.

### EVOLUTION MORPHOLOGIQUE

L'espace bâti, originellement de forme « linéaire » (ou « village-rue ») est marqué par une évolution de sa structure paysagère. Le bâti s'est développé le long des axes de circulation principaux notamment la route départementale 20.

Certains espaces boisés et les poumons verts (bosquets) ont été maintenus dans l'évolution du bâti) notamment la place des marronniers. Il serait souhaitable de les maintenir dans un tissu urbain.

Les extensions se sont réalisées sur les rues d'Alger, l'allée des Bois, et la RD 20 en direction d'Auménancourt.





## 1.1.12. ANALYSE DU BATI ANCIEN

### IMPLANTATION

L'implantation des constructions est souvent en front de rue, en alignement sur l'espace public, sans retrait. Cette implantation donne une ambiance minérale à la rue. Il existe certaines implantations de bâti ancien en retrait par rapport à la voirie, il s'agit le plus souvent de maison en brique rouge datant des années 1920-1930.

Les constructions anciennes présentent une certaine densité du fait de leur implantation allant de limite à limite séparative.

### FAÇADES

Les façades des constructions sont généralement en pierres apparentes ou en brique.

### TOITURES

Les toitures sont à pente moyenne, entre 35 et 45° à l'horizontale. Les versants sont généralement à deux pans ; parallèles à la voie.

Les matériaux employés sont le plus souvent de la tuile et de l'ardoise en général. Il se peut que certaines toitures soient couvertes par de la tuile mécanique notamment si elle est récente.

La hauteur moyenne au faitage est de 7 mètres en moyenne.

## 1.1.13. ANALYSE DU BATI RECENT

Les extensions ont généralement été réalisées sous forme de pavillons

### IMPLANTATION

Les constructions sont implantées en retrait de l'alignement de la voirie. Ce retrait est en moyenne à 5 mètres minimum de l'espace public.

### FAÇADES

Les teintes employées pour les façades des constructions sont claires rappelant les couleurs sablés claires.

La contiguïté des constructions est très peu présente dans le bâti récent.

Aucun décor n'est présent sauf quelques corniches sur certains pavillons.

Les ouvertures sont nombreuses et standardisées avec menuiseries en bois ou en PVC.

### TOITURES

Les toitures sont hétérogènes avec des toits à pentes moyennes d'environ 35 à 45°.

Ils sont généralement à 2 ou 4 pans.

Les toitures sont recouvertes de tuiles mécaniques le plus souvent.

### HARMONIE PAYSAGERE

La hauteur des constructions est comprise entre 6m et 8m (souvent en rez-de-chaussée, voire R+1). Les constructions étant récentes, la végétation n'est pas encore fortement développée mais des plantations ont été réalisées en général.

## 1.1.14. LES BATIMENTS AGRICOLES

Saint-Etienne-sur-Suipe a une empreinte agricole importante dans le paysage que l'on retrouve dans l'espace bâti par les différents bâtiments agricoles.

Les volumes sont très imposants, notamment pour permettre le stockage.

De nombreuses constructions agricoles ont été transformées en logements pendant le siècle dernier.

## 1.1.15. PATRIMOINE ET IDENTITE

### ORIGINE

« Sanctus Stéphanus Super Sopiam » est le nom qui apparaît pour la première fois en 1192 sur la chartre de l'archevêque de Reims, Guillaume de Champagne. Située sur la coulée verte de la Suippe, à 16 km de Reims, la commune fut à l'origine un village gallo-romain. Pour l'attester, la découverte de différents objets et ustensiles de ménages trouvés le long de la Suippe. Egalement, à la reconstruction après la guerre 1914-1918, Saint-Etienne-sur-Suippe, la découverte d'une nécropole mérovingienne à l'emplacement de l'ancienne gare de treillage allemande faisant partie de la rocade militaire Guignicourt-Bazancourt. Actuellement, nous pouvons situer le lieu en haut de la rue d'Alger.

Au Moyen-Age, il existait un château sur la rive gauche de la rivière.

A la Révolution Française, le village fut nommé « Fanecourt ».

Saint-Etienne-sur-Suippe fut régulièrement envahie par les hordes d'Attila, puis lors des guerres napoléoniennes par les Prussiens. C'est surtout la première guerre mondiale qui marqua l'histoire de la commune. Dès le 12 septembre 1914, l'armée allemande occupa le village. En mars 1917, la population fut évacuée vers la Belgique. A leur retour, le village était en ruine, détruit lors de l'offensive de 1917-1918 par l'artillerie française visant l'artillerie allemande pilonnant elle-même Reims et la cathédrale.

Le village est traversé par la Suippe, le cours de la rivière est jonché d'ouvrages tels que des barrages turbine hydro-électriques. Le dérasement de celui de la commune a été réalisé en août 2015 pour des raisons de sécurité pour la population.

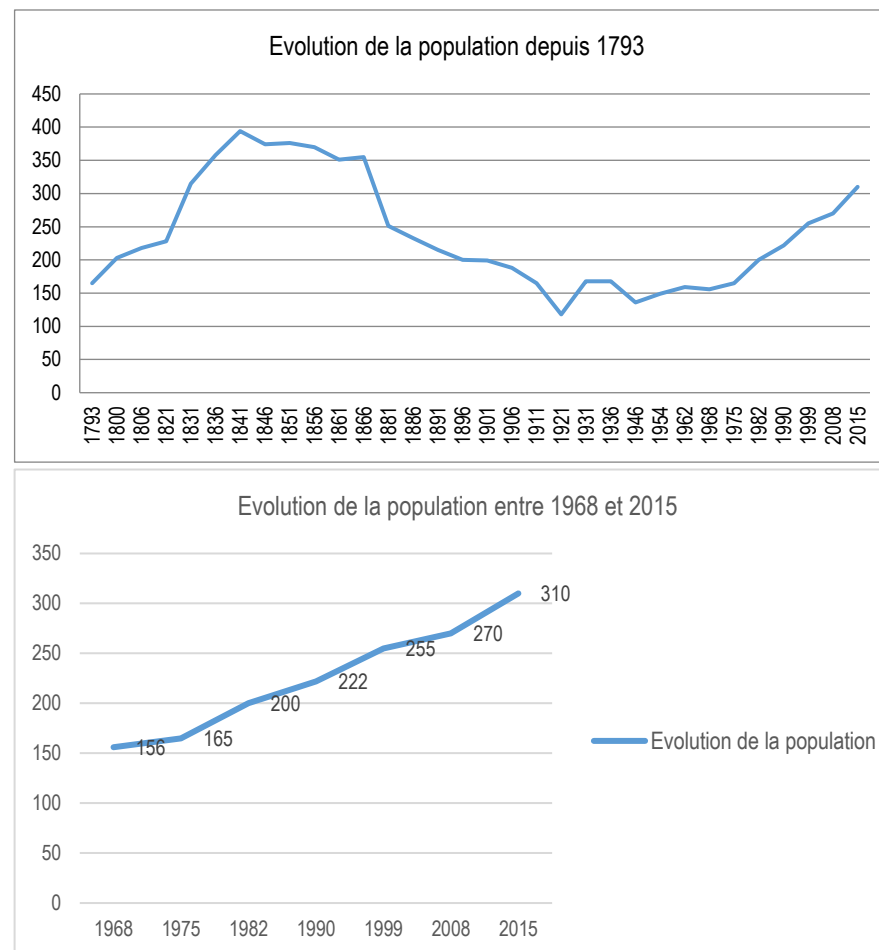
## 1.2 ANALYSE DEMOGRAPHIQUE

### 1.2.1. L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

De 1793 à 1841, la population communale est passée de 165 habitants à 394 habitants. A partir de 1841 jusqu'en 1921, la population ne cesse de décroître. La première guerre mondiale a eu un impact démographique important sur la commune. A partir de 1946, la démographie se redresse jusqu'en 2015 où la population atteint 310 habitants.

Or depuis 1968, l'évolution démographique augmente sans cesse jusqu'en 2015 où la population atteint 310 habitants.

Entre 1999 et 2015, la population a augmenté de 21.5% (255 habitants en 1999 et 310 en 2015. A noter une belle progression du nombre d'habitants entre 2009 et 2015. (270 habitants en 2009 et 310 habitants en 2014).





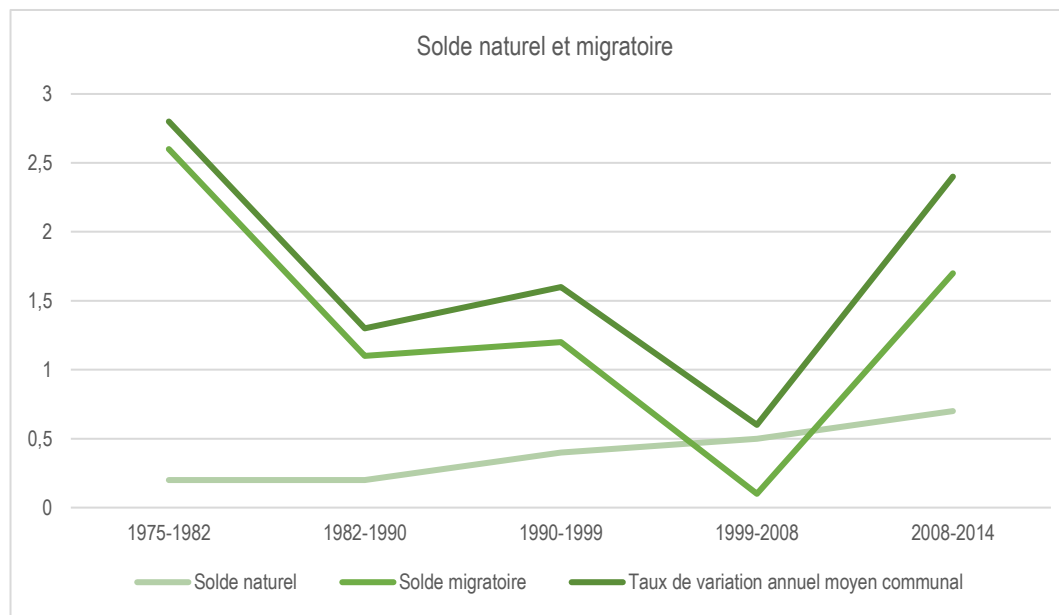
## 1.2.2. LES VARIATIONS DE POPULATION

Le solde naturel a toujours été positif selon les périodes de recensement. Il assure une base de population dynamisant la commune en terme d'équipements publics, d'association et une lutte efficace contre le vieillissement de sa population. Entre 2008 et 2014, le solde naturel est au plus haut depuis 40 ans. En effet, il atteint 2.4% en 2013 contre -0.1% en 1968.

Si nous analysons la période entre 1999 et 2008, le solde naturel n'a qu'un rôle d'amortisseur pour diminuer l'impact de la chute du solde migratoire. C'est dans cette période que le solde naturel devient fort. Il joue un rôle de soutien durant la période de 2008-2014 où le solde migratoire est largement positif (1.7), impliquant une forte augmentation du taux de variation annuel moyen (2.4% entre 2008 et 2014)

Le solde migratoire permet à la commune de renouveler sa population avec la possibilité d'attirer des familles ou des actifs en âge d'avoir des enfants. En observant la courbe du solde migratoire, nous nous apercevons que celle-ci est quasi parallèle à la courbe du taux de variation annuel moyen communal. Cela signifie que le solde migratoire a un impact direct sur l'évolution démographique. Il a connu un pic entre 1975-1982 où il atteint 2.8 contre 2.4 entre 2008-2014.

Ainsi si la commune souhaite développer sa démographie dans les prochaines années, elle devra jouer avec les deux leviers mis à sa disposition. C'est-à-dire un solde migratoire positif permettant d'attirer des familles ou des actifs en âge d'avoir des enfants afin de soutenir son solde naturel. De cette manière, elle luttera contre le vieillissement de sa population et pérennisera ses investissements et ses équipements.



### 1.2.3. LA STRUCTURE PAR AGE

Les 0 à 14 ont une part très stable entre 1999 et 2014, ce qui permet d'être une des tranches d'âge les plus représentées en 2014. Ce phénomène est important pour la commune, cela signifie que la commune attire des familles.

Les 15-29 ans sont nettement moins présents et leur part a tendance à régresser entre 1999 et 2014. Ce sont soit des adolescents soit de jeunes actifs ou des étudiants pouvant être contraints de quitter le foyer parental.

Les 30 à 44 sont en forte diminution depuis 1999 alors qu'à l'inverse les 45-59 ans progressent. De plus, ils deviennent la tranche d'âge la plus représentée en 2014 contre les 30 à 44 ans. Nous observons un léger vieillissement de la population, le plan local d'urbanisme devra le prendre en compte notamment dans les projets d'aménagement et de développement durable et dans les orientations d'aménagement et de programmation.

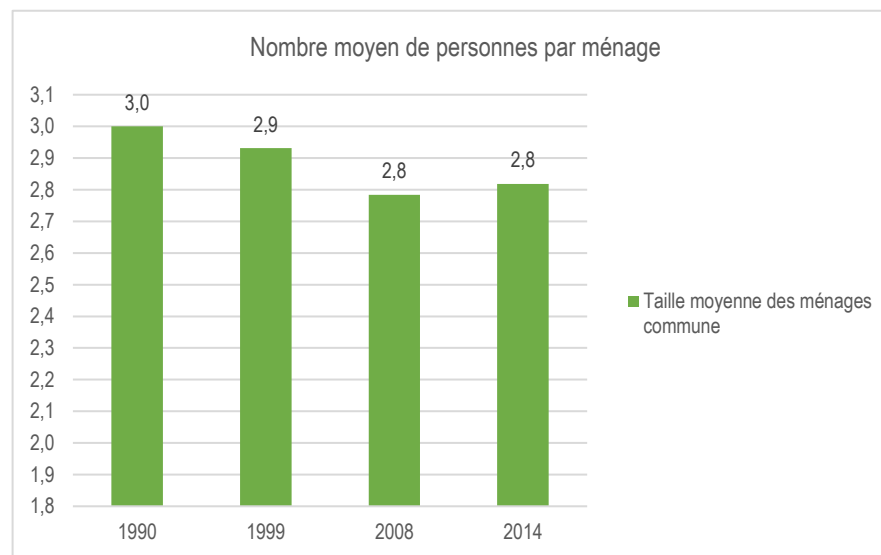
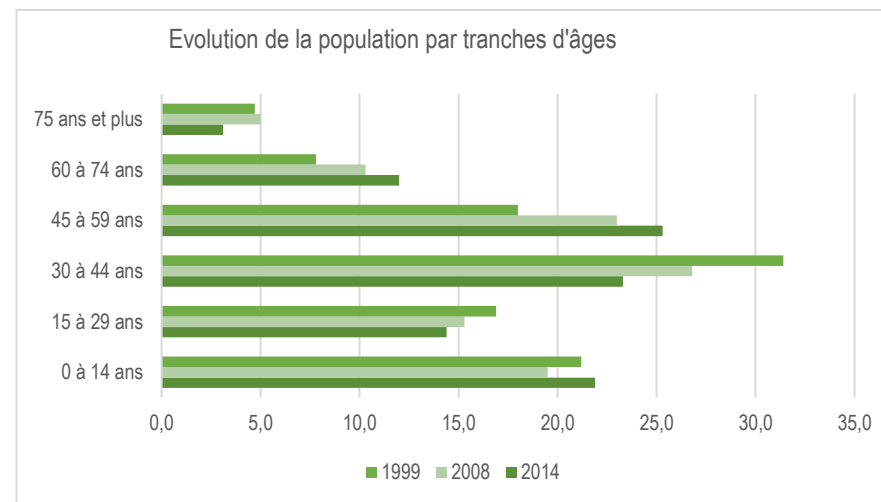
Les 60 à 74 ans ont vu leur part augmenter de manière sensible.

### 1.2.4. LES MENAGES

En 1968, nous dénombrions 3.25 personnes par ménages. Or depuis cette date, le nombre de personnes par ménage ne cesse de diminuer pour atteindre 2.81 personnes par ménages en 2014. Ce desserrement des ménages s'explique par l'apparition des familles divorcées, séparées ou bien recomposées.

Le nombre de personnes par ménage entre 1999 et 2008 est passé de 2.93 personnes par ménage en 1999 à 2.78 personnes par ménage.

Il est important de noter qu'entre 2008 et 2014, le nombre de personnes par ménage a légèrement augmenté (2.78 personnes par ménage en 2008 contre 2.81 personnes par ménage en 2014).



## 1.3 ANALYSE DE L'HABITAT

### 1.3.1. LE PARC DE LOGEMENT

Saint-Etienne-sur-Suippe se situe dans le bassin d'habitat de Reims.

Le parc de logement est en constante augmentation depuis 1968. Cette évolution est le fait de l'augmentation des résidences principales en très forte majorité sur la commune (90%). Par ailleurs, le nombre de logements vacants est très variable entre 1968 et 2013. La situation paraît difficilement compréhensible, notamment entre 2008 et 2013 où près de 7 logements vacants supplémentaires ont été recensés.

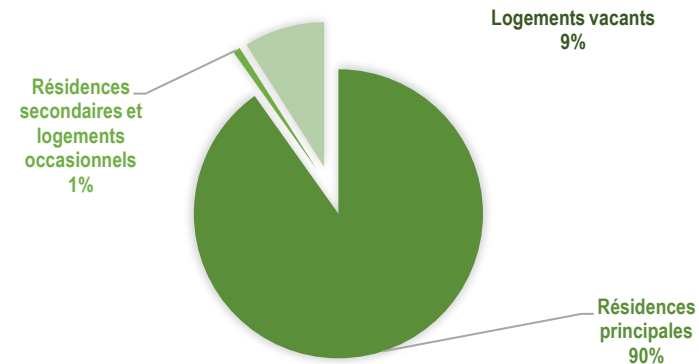
Ces différents éléments amènent à penser que le parc ancien est peu prisé par les nouveaux arrivants qui préfèrent construire leur nouvelle habitation.

La commune dispose d'un parc locatif de 17 logements en 2013 contre 12 logements locatifs en 2008.

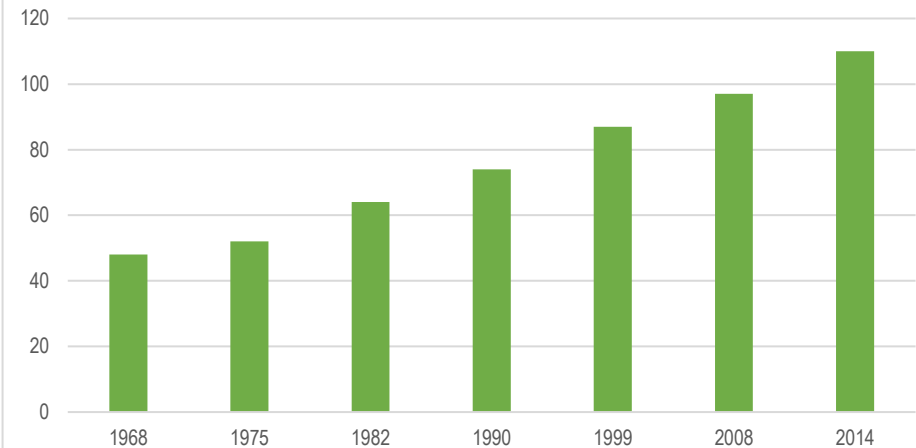
Enfin, la commune possède peu de résidences secondaires, témoignant du caractère résidentiel des habitations.

Logements par catégorie							
	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2014
<b>Total</b>	<b>59</b>	<b>59</b>	<b>66</b>	<b>79</b>	<b>90</b>	<b>106</b>	<b>123</b>
<b>Résidences principales</b>	48	52	64	74	87	97	110
<b>Résidences secondaires et logements occasionnels</b>	6	4	1	2	1	1	1
<b>Logements vacants</b>	5	3	1	3	2	7	11

Logements par catégorie en 2014



Nombre de résidences principales



### 1.3.2. LE TYPE DE LOGEMENTS

En 2014, 100% des logements sont des maisons individuelles contre 99% en 2008.

### LE TYPE D'OCCUPATION

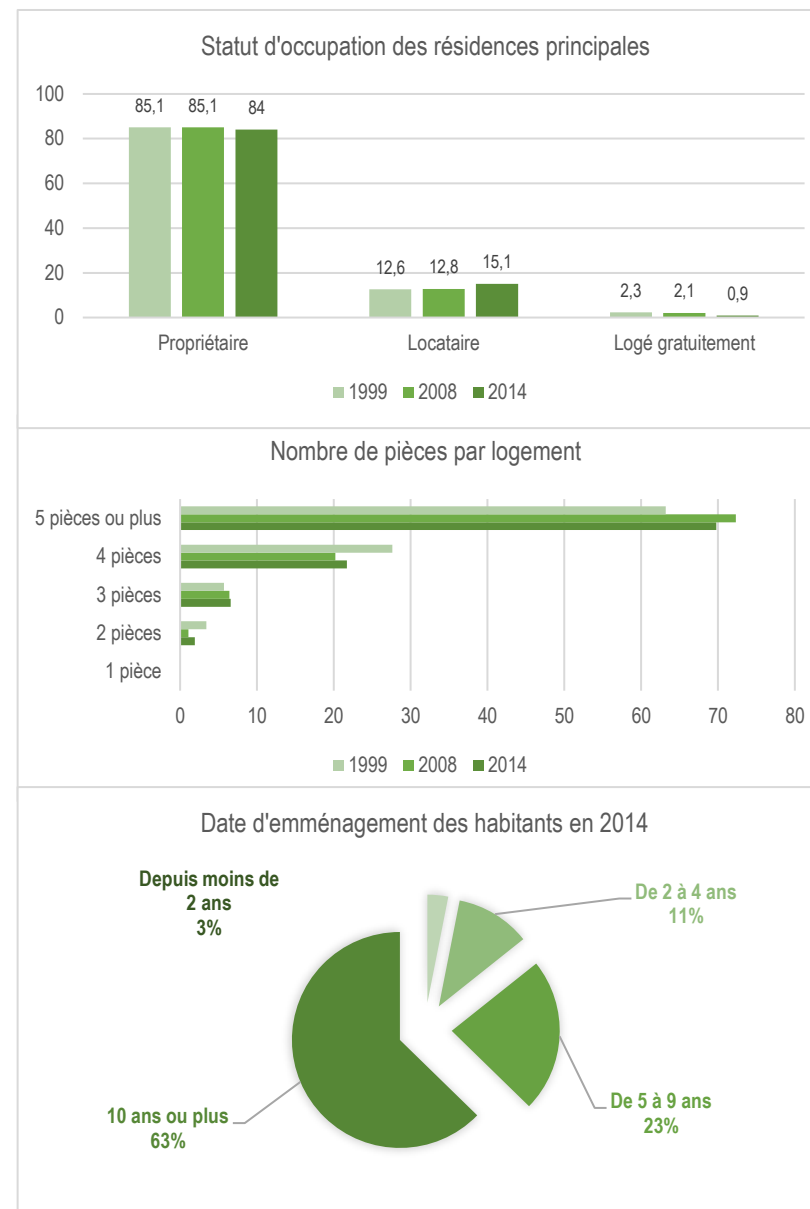
A Saint-Etienne-sur-Suipe, 84% des habitants sont propriétaires de leur maison en 2014 contre 85.1% en 2008. La part des propriétaires est donc décroissante. La place des locataires est à la hausse entre les deux recensements (12.8% en 2008 contre 15% en 2014). Le profil type est donc un propriétaire d'une maison individuelle. Cela pose l'hypothèse d'une consommation importante d'espace.

### LE NOMBRE DE PIÈCES PAR RESIDENCES PRINCIPALES

Le nombre de pièces par résidence principale augmente entre 1999 (63.2% des résidences principales ont 5 pièces et plus) et 2014 (69.8% des résidences principales ont 5 pièces et plus). Cela implique très souvent une augmentation de la surface au sol (excepté lors d'aménagement de combles par exemples). Les résidences principales de 3 pièces, 4 pièces ont augmenté entre 1999 et 2014. Ce phénomène implique une fusion de logements pour en créer de plus grands (3.4% résidences principales de 2 pièces en 1999 contre 1.9% en 2014). Cette tendance sociale se rapporte au besoin d'espace et au fait que les personnes construisant une habitation en périphérie urbaine souhaitent profiter d'une surface habitable plus importante.

### 1.3.3. LA DATE D'EMMENAGEMENT

En 2013, près de 63% des ménages avaient emménagé dans la commune depuis 10 ans ou plus. Cette situation démontre une certaine stabilité de la population. Toutefois, il est à noter que la commune attire de nouveaux habitants puisque 25% d'entre eux sont installés dans la commune depuis moins de 5 ans.



### 1.3.5. LE MARCHÉ IMMOBILIER

- **Présentation de la commune pour le marché immobilier**

Commune proche de Reims, Saint-Etienne-sur-Suippe connaît un marché immobilier essentiellement tourné vers le pavillon individuel neuf. La révision du POS en PLU permettra à la commune d'ouvrir de nouveaux terrains constructibles et donc d'attirer une nouvelle population pour assurer la pérennité du village.

- **La perception du marché immobilier**

La perception du marché immobilier se positionne par rapport à la demande. La commune est à moins de 20 minutes de l'agglomération rémoise, elle dispose d'un cadre de vie calme et arboré.

Le renouvellement de population passe non seulement par la revente des habitations des personnes âgées ne pouvant plus entretenir leur terrain mais aussi par la construction, bien que celle-ci soit assez faible ces dernières années.

La plupart des logements construits depuis dix ans sont de type F5 alors que la demande se situe sur des logements plus petits pour les personnes âgées et les jeunes ménages recherchant des logements plus petits.

Aujourd'hui cette demande n'est pas satisfaite, bien que la commune dispose déjà de logements locatifs privés.

### 1.3.6. LA CONSTRUCTION

#### LE POINT MORT DE LA CONSTRUCTION DU LOGEMENT

Il permet de déterminer le nombre de logements à construire, pour maintenir une population constante (en volume) sur un territoire, afin de répondre aux mutations structurelles de la population et du parc de logements.

**Le calcul du point mort prend en compte de 3 facteurs déterminants :**

- **Le phénomène de desserrement des ménages :**
  - Diminution de la taille des ménages (séparations, familles monoparentales, décohabitation des jeunes, vieillissement de la population...)
  - La diminution de la taille des ménages implique une augmentation du nombre de ménages pour rester à population stable
  - L'augmentation du nombre de ménages implique des besoins supplémentaires en logements
- **Le renouvellement du parc : variation du parc de logements, hors construction neuve**

- Prise en compte de la diminution du nombre de logements (démolitions, abandons, changements d'usages...)
- Prise en compte de l'augmentation du nombre de logements (divisions, changements d'usage...)
- **La variation de nombre de résidences secondaires et de logements vacants qui entraîne une baisse ou une hausse du nombre de logements pouvant être mobilisés pour loger des ménages**

#### LE RYTHME DE CONSTRUCTION

Les tableaux ci-dessous détaillent les statistiques sur la construction neuves ces quinze dernières années dans la commune établies à partir des déclarations de commencement de chantier (source communale).



## M.T. Projets - Cabinet de conseils, projets et formations en urbanisme

## Rythme de construction annuel à remplir par année

Année	Habitation et annexes autorisées neuves				Activités et équipements autorisés (nouveaux)		
	Nombre d'habitations réalisées	Surface totale des terrains (m²)	Surface de plancher des habitations (m²)	Constructions individuelles, groupées, collectives ?	Nombre de constructions réalisées	Surface totale des terrains (m²)	Destination des bâtiments
<b>TOTAL</b>	<b>38</b>	<b>48890</b>	<b>5096</b>		<b>1</b>	<b>9500</b>	
<b>MOYENNE</b>	<b>2,2</b>	<b>1287</b>	<b>134</b>		<b>0</b>	<b>9500</b>	
<b>Nombre d'années</b>	<b>17</b>						
2015	2	1154	260,88	Individuelle	0	0	
2014	1	1451	149	Individuelle	0	0	
2013	1	627	91,31	Individuelle	0	0	
2012	1	639	99	Individuelle	0	0	
2011	5	3939	595	Individuelle	0	0	
2010	5	4062	528	Individuelle	0	0	
2009	6	4800	671	Individuelle	0	0	
2008	3	6711	616	Individuelle	0	0	
2007	3	1919	454	Individuelle	1	9500	Exploitation Agricole
2006	1	800	100	Individuelle	0	0	
2005	0	0	0	Individuelle	0	0	
2004	1	3660	195	Individuelle	0	0	
2003	0	0	0	Individuelle	0	0	
2002	2	1166	307	Individuelle	0	0	
2001	1	10575	163	Individuelle	0	0	
2000	3	2519	319	Individuelle	0	0	
1999	3	4868	548	Individuelle	0	0	

## 1.4 ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE

### 1.4.1. LA POPULATION ACTIVE

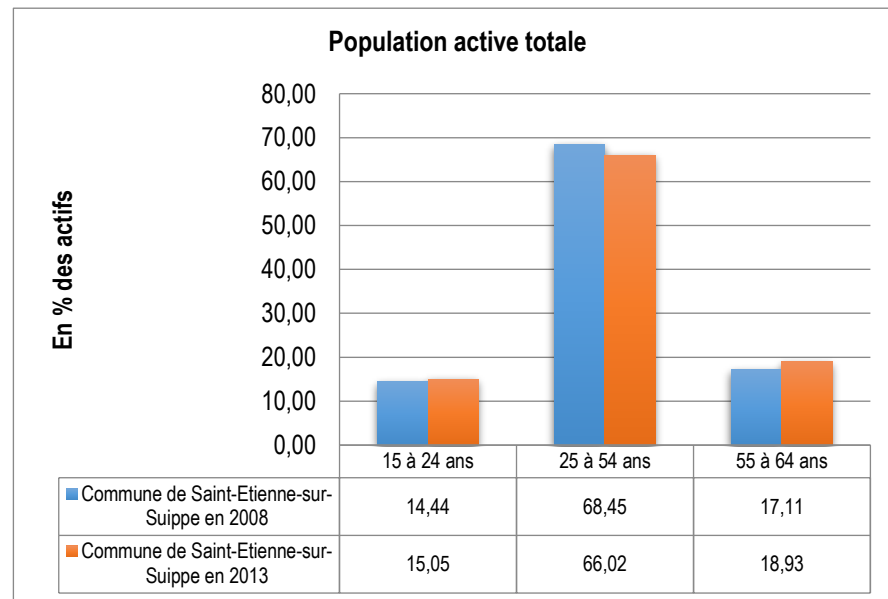
#### LA POPULATION ACTIVE TOTALE

Le profil des actifs de la commune évolue peu entre 2008 et 2014. La part des actifs diminue entre 2008 et 2014.

#### L'EVOLUTION DU CHOMAGE

La commune de Saint-Etienne-sur-Suipe a vu son taux de chômage augmenté entre 1999 et 2014, passant de 3.8% à 8.3%.

Les chiffres présentés sont à nuancer du fait du petit nombre d'actifs présents dans la commune. Par exemple le nombre de chômeurs était de 5 en 1999 contre 12 en 2014.

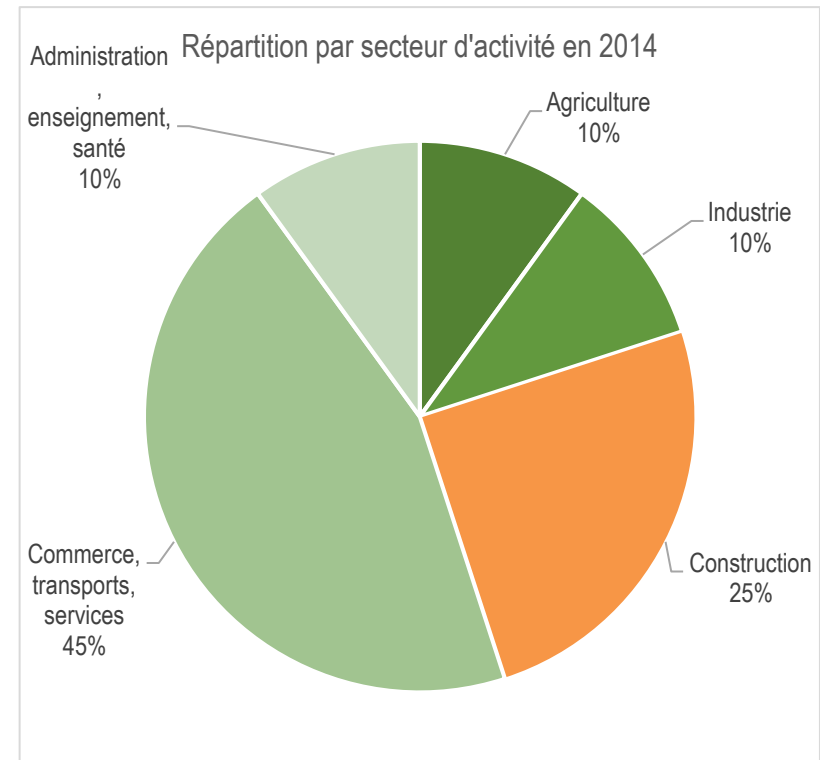


### 1.4.2. LES ACTIVITES DU TERRITOIRE

#### LA REPARTITION DES ACTIVITES

Selon l'Insee, les activités sur la commune se répartissent comme suit :

- Administration 10%
- Agriculture 10 %
- Industrie 10%
- Construction 25%
- Commerce, transports, services 45%



### 1.4.3. LES FLUX : LE LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS

L'activité des actifs de Saint-Etienne-sur-Suippe se situe essentiellement en dehors de la commune. En effet, 91% des actifs ont leur activité dans une commune différente. 9% des actifs ont leur lieu de travail dans la commune.

Cette situation, caractéristique des zones péri-urbaines, s'explique par la petite taille de Saint-Etienne-sur-Suippe et sa proximité avec des pôles urbains structurants plus importants comme Reims, Bazancourt, Warmeriville.

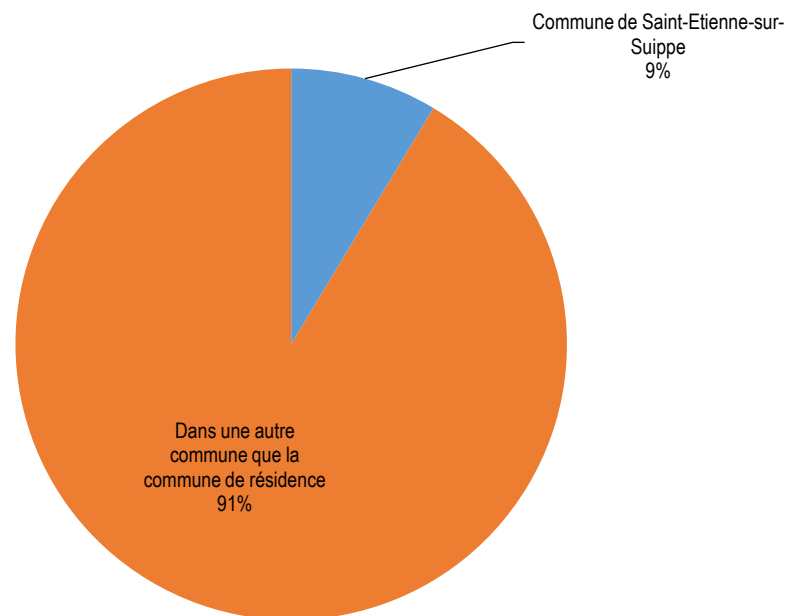
Ces flux indiquent également la place de la voiture dans le village, notamment en ce qui concerne le stationnement.

### 1.4.4. EQUIPEMENT AUTOMOBILE DES MENAGES

9% des actifs possèdent leur activité à Saint-Etienne-sur-Suippe. Cela implique l'utilisation massive de la voiture particulière pour les trajets domicile-travail ayant pour conséquences une augmentation des transports polluants mais aussi une augmentation des besoins en stationnement dans la commune.

En effet, 66% des ménages ont au moins 2 véhicules et leur part entre 1999 et 2014 n'a cessé de progresser. A l'inverse, la part des ménages ayant 1 seule voiture a diminué entre 1999 et 2014.

Lieu de travail des actifs en 2014





### 1.4.5. ANALYSE DES EQUIPEMENTS ET DES COMMERCES

#### LES EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS ET DE SERVICES PUBLICS

Saint-Etienne-sur-Suippe possède peu d'équipements et de services publics sur son territoire. Toutefois, la présence de très nombreux équipements à proximité (à Bazancourt ou Reims notamment) désenclave le territoire communal.

Ainsi, **dans un rayon de 15 minutes**, la majorité des services publics et services administratifs sont accessibles.

Services administratifs			
	Adresse	Distance (kms)	Temps (min)
<b>Mairie</b>	Commune		
<b>Communauté de Communes</b>	Bazancourt	6	8
<b>Préfecture</b>	Chalons-en-Champagne	61	55
<b>Sous-préfecture</b>	Reims	18	25
<b>Caserne des Pompiers</b>	Warmeriville	10	16
<b>Chambre d'agriculture</b>	Chalons-en-Champagne	61	55
<b>Chambre de Commerce et d'Industrie</b>	Reims	18	25
<b>Chambre des Métiers et de l'Artisanat</b>	Reims	18	25
<b>Gendarmerie</b>	Bazancourt	6	8
<b>Poste</b>	Bourgogne	4.4	5
<b>Sécurité Sociale : Caisse Primaire d'Assurance Maladie</b>	Reims	18	25
<b>Tribunal d'Instance</b>	Reims	18	25
<b>Trésor Public</b>	Reims	18	25

#### LES EQUIPEMENTS SCOLAIRES

La commune de Saint-Etienne-sur-Suippe ne possède pas de groupe scolaire. Cette situation est un atout pour la commune.

Les études secondaires sont situées à Reims

La commune bénéficie également de la proximité d'université pour les études supérieures.

Etablissements scolaires			
	Adresse	Distance (kms)	Temps (min)
<b>Ecole maternelle</b>	Commune		
<b>Ecole primaire</b>	Auménancourt	3.2	5
<b>Collège</b>	Bazancourt	6	8
<b>Lycée général et technique</b>	Reims	18	25
<b>Université</b>	Reims	18	25

## LES EQUIPEMENTS DE LA PETITE ENFANCE

La commune ne possède pas d'équipement de cette nature.

## LES EQUIPEMENTS CULTURELS

Ces équipements regroupent les centres ayant un lien avec la culture et les arts. Les loisirs culturels sont principalement implantés dans l'agglomération rémoise

	Adresse	Distance (kms)	Temps (min)
Péri-scolaire	Auménancourt	3	5
Assistants maternelles	Boult-sur-Suippe	4	6
Crèche	Boult-sur-Suippe	4	6

### Equipements culturels

		Distance (kms)	Temps (min)
Salle communale	Commune		
Théâtre	Reims	18	25
Cinéma	Reims	18	25
Bibliothèque	Reims	18	25

## LES EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS

La commune a la plupart des équipements de sport et de loisir nécessaire pour la population.

### Equipements de loisirs

		Distance (kms)	Temps (min)
Terrain de loisirs	Commune		
Gymnase	Commune		
Piscine	Reims	18	25
Salle de fitness / sport / remise en forme	Reims	18	25

	Adresse	Distance (kms)	Temps (min)
Maison de retraite	Reims	18	25

## LES EQUIPEMENTS POUR PERSONNES AGEES

L'accueil des personnes âgées est assuré par Reims.

## LES EQUIPEMENTS DE SANTE

Saint-Etienne-sur-Suippe ne possède pas d'équipements de santé sur son territoire mais profite d'une proximité certaine avec les services de soins :

- Les médecins généralistes et spécialistes, les dentistes et les pharmaciens sont à moins de 10 minutes de la commune
- Le centre hospitalier public le plus proche se situe à Reims.

La commune bénéficie d'une localisation correcte pour les services de soin.

	Adresse	Distance (kms)	Temps (min)
<b>Centre Hospitalier</b>	Reims	18	25
<b>Maternité</b>	Reims	18	25
<b>Pharmacie – Médecin - Dentiste</b>	Bazancourt	6	8
<b>Centre Médico-social</b>	Reims	18	25
<b>Kinésithérapeute</b>	Bazancourt	6	8

## LES COMMERCE DE PROXIMITE ET LES GRANDES SURFACES

La commune ne possède pas de commerce sur son territoire mais l'accès aux produits alimentaires se fait essentiellement sur les communes voisines.

Commerces			
	Adresse	Distance (kms)	Temps (min)
<b>Epicerie</b>	Bourgogne	4.4	5
<b>Boucher</b>	Bazancourt	6	8
<b>Poissonnier</b>	Reims	18	25
<b>Supermarché</b>	Witry-les-Reims	4.4	7
<b>Hypermarché - Grandes surfaces</b>	Reims	18	25

## LES EQUIPEMENTS DE GESTION DES DECHETS

La communauté de communes n'offre pas l'accès à une déchetterie.

	Adresse	Distance (kms)	Temps (min)
<b>Déchetterie</b>			

## 1.5 ANALYSE DES SURFACES ET DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET FORESTIER

La commune est située dans la région naturelle de la Vallée de la Suippe. 2 exploitations sont recensées sur le territoire communal. Un questionnaire a été transmis aux exploitants. Voici le résultat des exploitations qui y ont répondu :

Nom	Adresse	Devenir	SAU (ha)	Installation classée ?	Projet de bâtiments ?
<b>SCEA Saint-Etienne-sur-Suippe</b>	18, rue du Château-Saint-Etienne-sur-Suippe	En activité -3 salariés	337,70ha	Non	Oui un bâtiment de 1500 m²
<b>Antoine PERDRIEUX</b>	18, rue du Château-Saint-Etienne-sur-Suippe	En activité	35	Non	Non
<b>TOTAL</b>	2 exploitations		372.7 ha	Non	Un bâtiment de 1500 m²

### 1.5.1. L'EVOLUTION DE LA SURFACE AGRICOLE UTILE ET DU NOMBRE D'EXPLOITATION

#### 1988

En 1988, Saint-Etienne-sur-Suipe rassemblait 4 sièges d'exploitation répartis sur 670 hectares de Surface Agricole Utilisée. 670 hectares de terres étaient labourés.

#### 2000

Au recensement agricole de 2000, la Surface Agricole Utilisées atteint 677 hectares pour 4 exploitations avec 677 hectares de terres labourables.

#### 2010

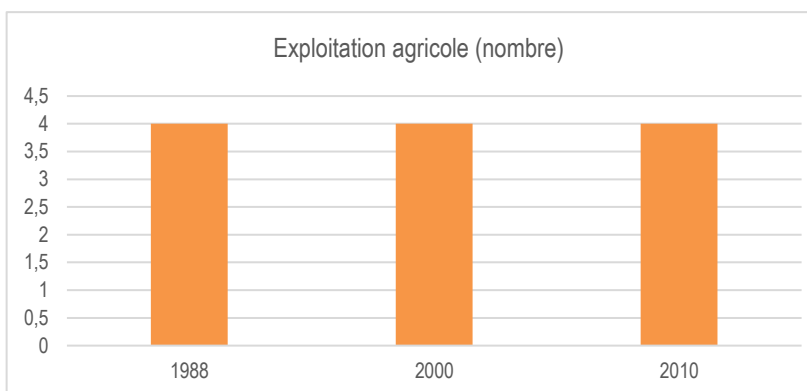
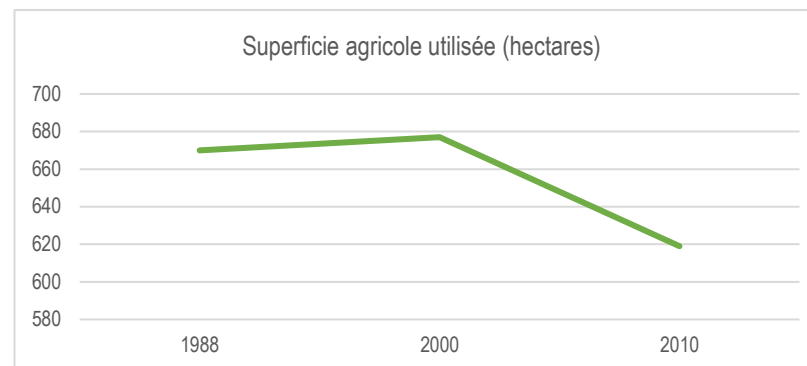
La Surface Agricole Utilisée atteint 638 hectares pour 4 exploitations. La superficie labourable atteint 619 hectares dont 283 hectares de terres labourables

### 1.5.2. CONSOMMATION DES TERRES AGRICOLES

Au regard du tableau présentant le rythme de construction depuis 1999 de l'analyse du parc de logement ci-dessus, de 1999 à 2015, 48 890 m<sup>2</sup> soit 4ha98 ont été consommés pour la réalisation de pavillons individuels, essentiellement sur des terrains agricoles et/ou des terrains en friche dans l'espace urbain (comblement de dents creuses). Parmi ces surfaces, l'ensemble n'était donc pas en terres agricoles cultivées.

### 1.5.3. LA FORET

Concernant le développement forestier, la commune n'a pas subi de coupes sauvages d'arbres



	Ensemble des exploitations		
	1988	2000	2010
Superficie en terres labourables (hectares)	670	677	619
Superficie en cultures permanentes (hectares)	0	0	0
Superficie toujours en herbe (hectares)	0	0	0

## LE REGISTRE PARCELLAIRE

### Registre parcellaire 2012 - Saint-Etienne-sur-Suipe



## 1.6 LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS

### 1.6.1. L'ACCESSIBILITE

#### ACCESSIBILITE ROUTIERE

La commune possède une accessibilité correcte, notamment du fait de la présence de la RD 20 et 274. Elle est au carrefour de ces deux routes départementales

#### L'ACCESSIBILITE FERROVIAIRE

La commune ne possède pas de gare. La gare la plus proche est celle de Reims (30 min)

#### L'ACCESSIBILITE AEROPORTUAIRE

L'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle se situe à environ 1h40 de route de Saint-Etienne-sur-Suippe.

#### PLAN DE MISE EN ACCESSIBILITE DE LA VOIRIE ET DES ESPACES PUBLICS

La communauté de communes ne possède pas de plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

#### L'ACCESSIBILITE PIETONNE ET PAR LES VOIES DE DEPLACEMENTS DOUX

Aucune sente piétonne n'existe à l'intérieur de l'espace bâti. Des sentiers protégés existent notamment le long de la RD 274 entre les deux espaces bâtis. .

### 1.6.2. LA TRAME VIAIRE COMMUNALE

La commune est desservie par le réseau routier départemental. En effet, celle-ci est traversée par la route départementale 20 et la route départementale 274.

Les autres voies communales assurent le rôle de desserte des habitations :

- Rue en continuité avec le reste du réseau : Rue de la Gare et rue de la Mairie.
- Rues en discontinuité avec le reste du réseau : Rue d'Alger, Rue des Crayères et Allée des Bois

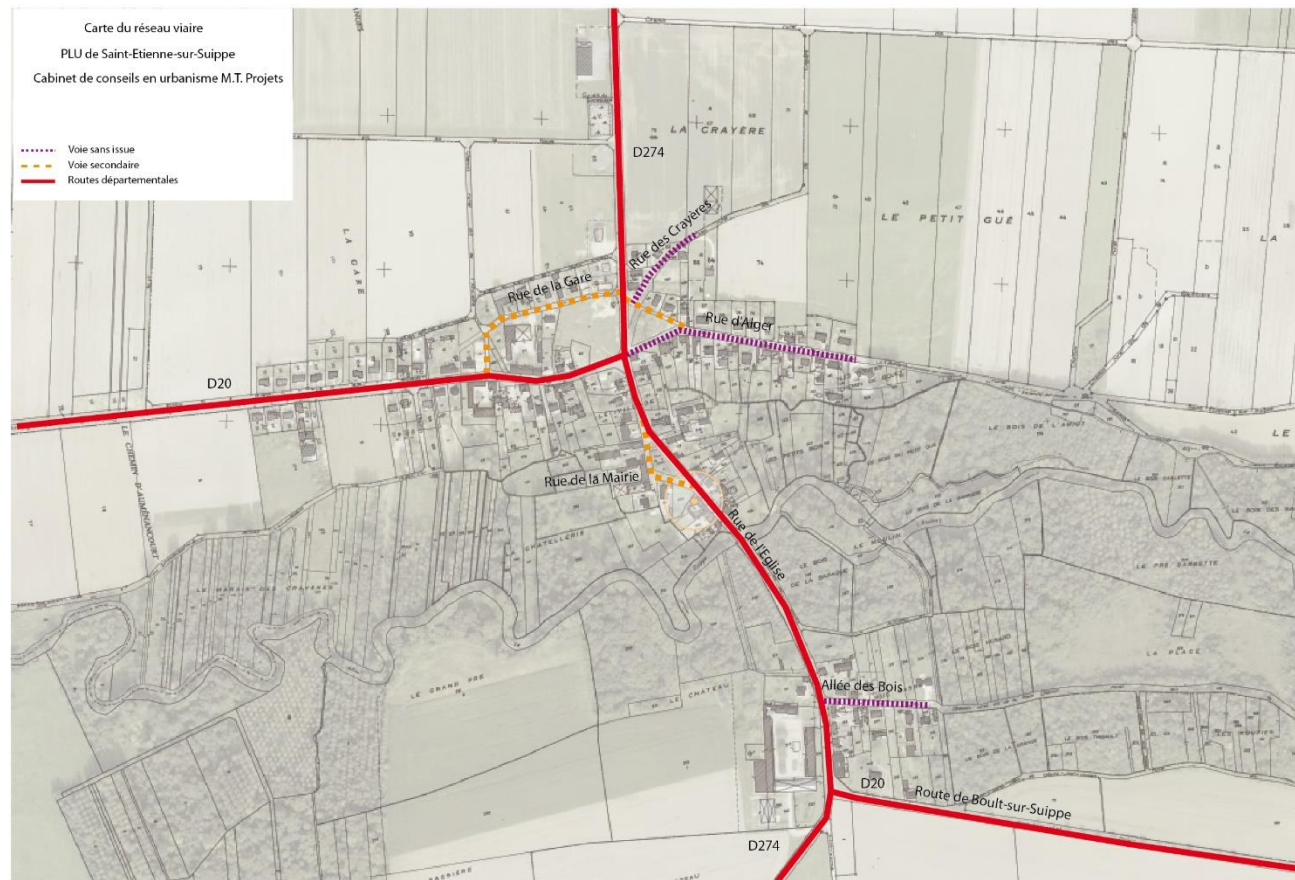
La structure viaire de la commune est cohérente dans son ensemble, nous comptons quelques rues sans issue ou en impasse. Les futures extensions urbaines tiendront compte de ce phénomène, à la fois urbain et social.

Des comptages routiers ont été fait entre le 28 avril 2016 et mercredi 4 mai 2016. Le sens pris c'est Auménancourt vers Boulton et Boulton vers Auménancourt.

Dans le sens cumulé, 13 153 véhicules ont été comptés dont 3.72% de poids lourds (489 poids lourds).

En moyenne par jour, cela fait 1879 véhicules au total par jour.

La vitesse moyenne sur la période d'une semaine est de 53 km/h pour l'ensemble des véhicules et 49 km/h pour les poids lourds. La vitesse moyenne de jour est la même que celle citée plus haut. Par contre de nuit, la vitesse est de 56 km/h en moyenne pour l'ensemble des véhicules et 54 km/h pour les poids lourds. Au total sur la période il y a eu 8421 excès de vitesse pour l'ensemble des véhicules dont 205 excès de vitesse réalisés par des poids lourds.





## **INVENTAIRE DES CAPACITES DE STATIONNEMENT DES VEHICULES MOTORISES, DE VEHICULES HYBRIDES ET ELECTRIQUES ET DES VELOS**

Le stationnement au coeur du village peut être qualifié de satisfaisant. De nombreuses places sont disponibles.

Cependant, certaines rues peuvent manquer de stationnement.

La plupart du temps, le stationnement est réalisé sur l'avant des constructions, sur l'espace laissé libre. Dans les autres rues, le stationnement n'est pas organisé et se trouve par moment sur la voie publique, pouvant occasionner des gênes.

Aucune borne de recharge pour véhicule hybride et électrique n'est implantée sur le territoire communal.

Le stationnement des vélos n'est pas prévu aux abords des équipements.

## **LES TROTTOIRS, SENTES ET CHEMINS**

Les trottoirs de la commune de Saint-Etienne-sur-Suippe sont identifiés et séparés de la chaussée de la rue.

## 1.7 LES RISQUES MAJEURS

Les risques dans la commune		
Type de risques	Présence dans la commune ?	Précisions
Cavités	Oui	Cf. Cartographie
Mouvement de terrain	Non concernée	
Remontée de nappe d'eau	Oui	Cf. Cartographie
Inondation	Non	
Aléa argileux	Aléa faible	Cf. Cartographie
Incendie	Nombre de poteaux et réserves	
Sismicité	Non concernée	
Technologiques	Non	
Miniers	Non concernée	
Sites industriels pollués	Non	
Sols pollués	Non concernée	
Sites SEVESO	Non concernée	
Transport de Matières Dangereuses	Non	
Installation classée pour la protection de l'environnement industrielle	Non concernée	
Installation classée pour la protection de l'environnement agricole	Non concernée	
Arrêté portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	1999

### 1.7.1. LES RISQUES NATURELS

#### LE RISQUE « CAVITES »

La commune est soumise au risque « cavités », ce sont d'anciennes carrières.

#### Carte des cavités souterraines-Saint-Etienne-sur-Suippe



## LE RISQUE « ARGILE »

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles, bien que non dangereux pour l'homme, peut engendrer des dégâts considérables dans certains terrains argileux, qui peuvent gonfler en période humide et se tasser en période sèche.

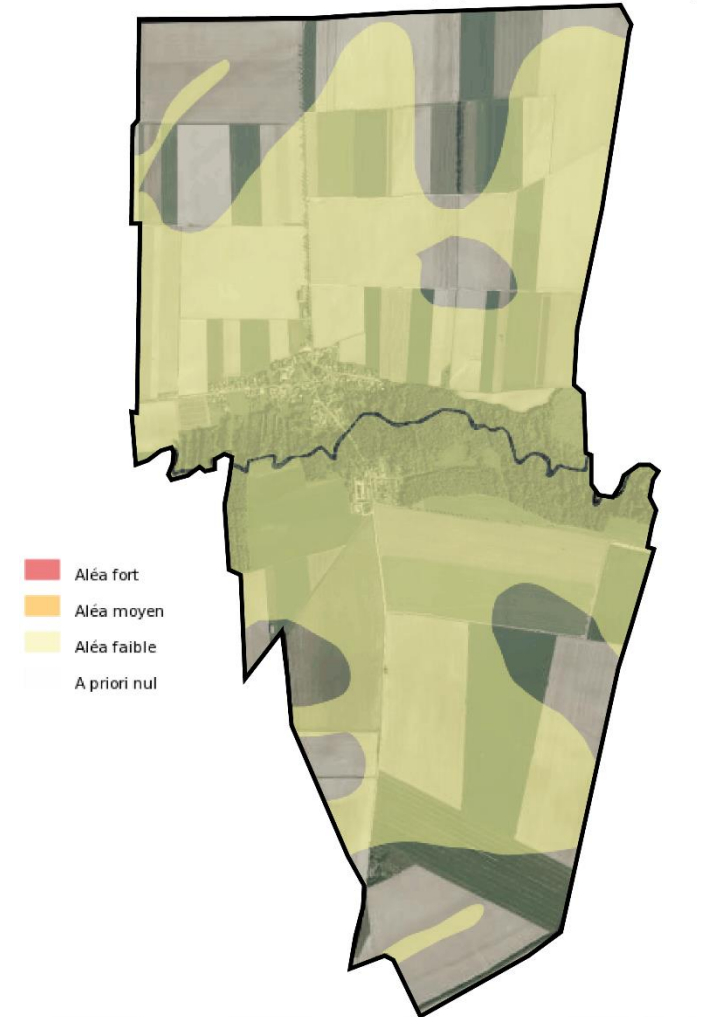
L'aléa correspond à la probabilité qu'un phénomène naturel d'une intensité significative survienne dans un secteur donné et dans une période de temps donnée.

La commune est concernée par le risque « argile ». L'espace bâti du bourg est situé sur un aléa faible dû à la nature géologique

Carte du risque argile

Plan Local d'Urbanisme de Saint-Etienne-sur-Suipe

Cabinet de conseil, de formations et de projets en urbanisme M.T. Projets

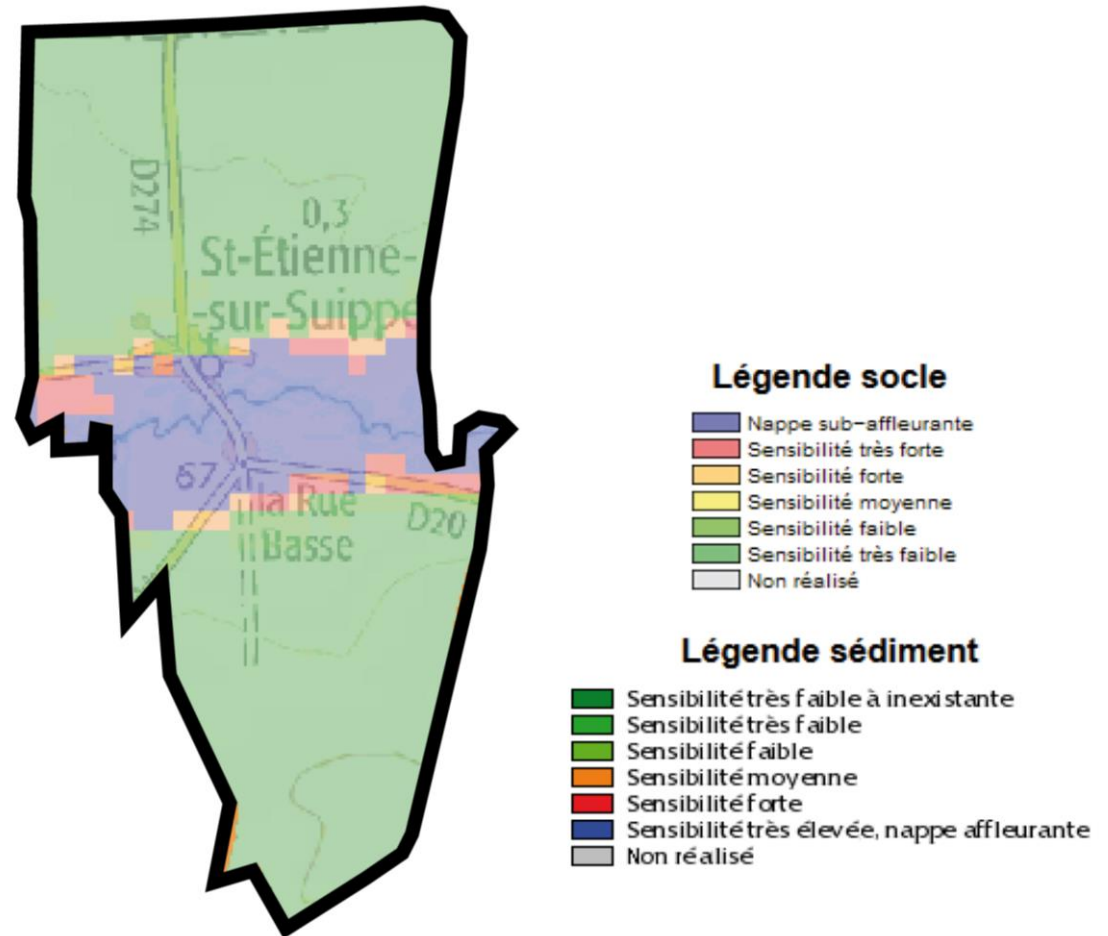


## INONDATION ET REMONTEES DE NAPPE

La commune est concernée par le risque naturel d'inondation.

Des remontées de nappe peuvent surgir aux abords immédiats de la Suippe

Carte des remontées de nappe d'eau - Saint-Etienne-sur-Suippe



## 1.7.2. LES RISQUES TECHNOLOGIQUES ET INCENDIE

### SITES POLLUES ET MATIERES DANGEREUSES

La base de données BASIAS (inventaire d'anciens sites industriels et activités de services) indique la présence de site industriel dans la commune.

N°	Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Nom(s) usuel(s)	Adresse Dernière (ancien adresse format)	Commune principale	<u>Code activité</u>	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance	X Lambert II étendu (m)	Y Lambert II étendu (m)	X adresse	Y adresse	Précision adresse
1	<a href="#">CHA5100666</a>	Sté de production et de distribution d'énergie électrique de la basse Suipe	Centrale hydroélectrique		SAINT-ETIENNE-SUR-SUIPE (51477)	d35.42z	Ne sait pas	Inventorié	726811	2488240			

## 1.8 LES CONTRAINTES LIEES AUX SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
AS 1	Conservation des eaux - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales	Périmètres de protection du champ captant de la commune de  <b>AUMÉNANCOURT, aux lieux-dits « le Chemin de Guerlet, « les Grands Coupons » et « les Courtes Mains », dont une partie des périmètres de protection empiète sur la commune de Saint-Etienne-sur-Suippe.</b>	Pris en application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique. Décret 61-859 du 01.08.1961 modifié par le décret 67-1093 du 15.12.1967.  <b>Arrêté préfectoral du 22/03/2005 modifié par arrêté préfectoral du 09/09/2016</b>	Agence Régionale de la Santé Délégation territoriale Marne Service santé environnement Complexe tertiaire Mont Bernard 6 rue Dom Pérignon CS 40513 51007 CHALONS-en-CHAMPAGNE cedex
CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
A 4	Conservation des eaux - Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eaux	Servitudes relatives au passage des engins mécaniques d'entretien sur les berges et dans le lit des cours d'eaux non domaniaux  <b>La Suippe</b>  Effets principaux : Obligation de libre passage des engins et des personnes assurant l'entretien des berges Autorisation préalable à divers modes d'occupation des sols	Loi 64-245 - Art. 37 du 16.12.1964 alinéa 2 Code Rural L 1 titre III art. 100 et 101 Décret 59-96 du 07.01.1959 et 60-419 du 25.04.1960  En application : Servitudes instituées par <b>arrêté préfectoral du 15/06/2015</b>	Direction Départementale des Territoires Service Eau, Environnement, Préservation des Ressources Cité Administrative 51036 CHALONS-en-CHAMPAGNE CEDEX



CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
I 4	Électricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Servitude d'ancrage, d'appui, de passage et d'élagage d'arbres relatives aux ouvrages électriques.  Profitant : 1) au réseau d'alimentation publique HTA et BT	Lois, décrets et arrêtés en vigueur dont Décret n°91-1147 du 14/10/1991 Arrêté du 16 novembre 1994	E.R.D.F. Service Reims Champagne 2 Rue St-Charles 51095 REIMS CEDEX

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
T 7	Relations aériennes - Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières ( <i>couvre l'ensemble du territoire communal</i> )	Servitude attachée à la protection de la circulation aérienne.      Effets principaux : Autorisation des ministres chargés de l'aviation civile et des armées pour les installations de grande hauteur - 50 m hors agglomération - 100 m en agglomération	Code de l'Aviation Civile : Art. R 244-1, D 244-1 à D 244-4.  Arrêté interministériel du 25 Juillet 1990.	Armée de terre Etat Major de Zone de Défense Metz D.AFM/B.SEU 1, boulevard Clemenceau CS 30001 57044 METZ cedex 1  DGAC-SNIA 210 route d'Allemagne BP 606 69125 LYON SAINT EXUPERY  Région Aérienne Nord-Est (R.A.N.E.) Section Environnement Aéronautique - VELIZY 78129 VILLACOUBLAY-AIR



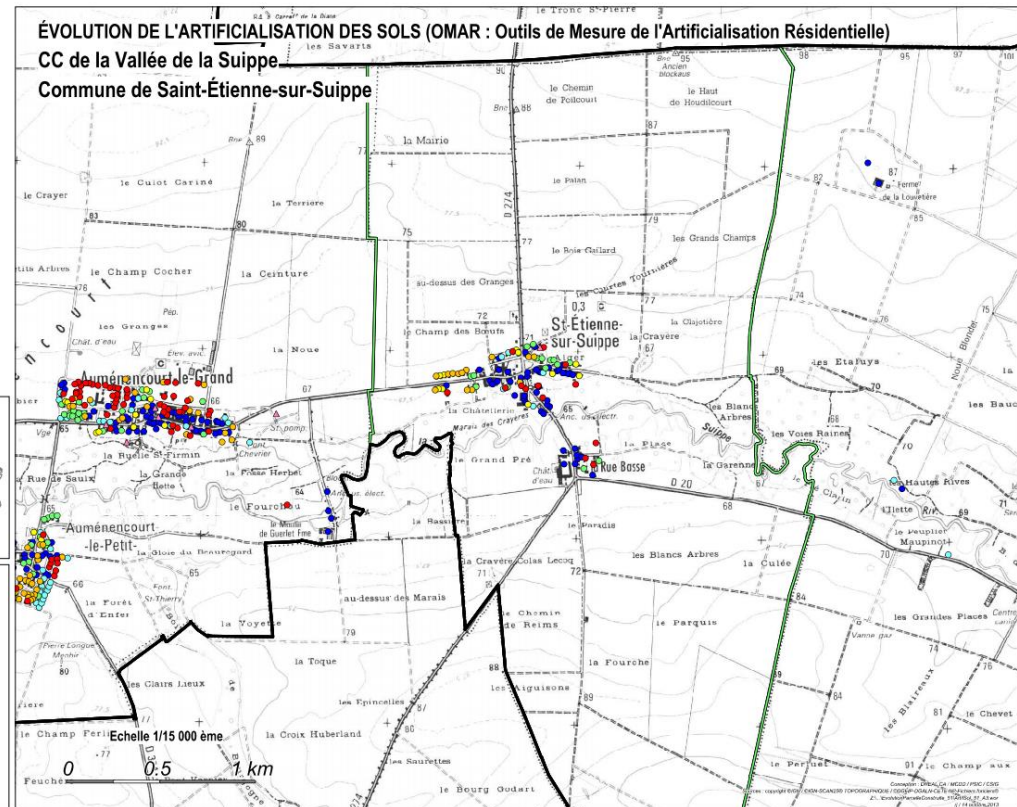
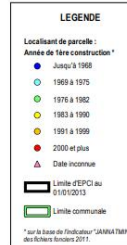
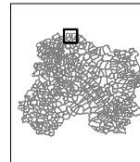
## 1.9 ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS AU COURS DES DIX DERNIERES ANNEES


Entre 1999 et 2015, 38 constructions ont été réalisées sur une surface de 48890m<sup>2</sup> soit 4ha88 (cf. données détaillées, ce sont des données communales issues des permis de construire). Cela fait 2.2 constructions par an sur 15 ans avec une parcelle moyenne estimée à 1287m<sup>2</sup>.

Selon les chiffres de l'outil de mesure de l'artificialisation résidentielle et économique ci-dessous (OMARE), entre 1999 et 2011, l'artificialisation par l'habitat a augmenté moins vite que les ménages. Il y a donc une augmentation de la densité résidentielle sur ce territoire témoignant d'une gestion foncière adaptée et d'une stratégie économe de l'espace. Sur la période 1999-2011, le territoire a artificialisé 745 m<sup>2</sup> par nouveau ménage alors que sur la période 1982-1999 cette valeur était de 944 m<sup>2</sup> par ménage.

	1999	2006	2011
<b>population</b>	255	260	287
<b>ménages</b>	84	92	102
<b>artificialisation résidentielle (ha) / évolution par rapport à 1999 (%)</b>	8,02	8,85 + 10,3 %	9,36 + 16,7 %

Évolution de l'artificialisation résidentielle entre 1999 et 2011	16,7%
Évolution des ménages entre 1999 et 2011	21,4%
Variation de l'artificialisation par rapport aux ménages (valeurs relatives) entre 1999 et 2011 :	0,8
Espace moyen artificialisé par ménage supplémentaire entre 1999 et 2011 (m <sup>2</sup> /men)	745



	<b>M.T. Projets - Cabinet de conseils, projets et formations en urbanisme</b>			
	<b>Rythme de construction annuel à remplir par année</b>			
<b>Année</b>	<b>Habitation et annexes autorisées neuves</b>			
	Nombre d'habitations réalisées	Surface totale des terrains (m²)	Surface de plancher des habitations (m²)	Constructions individuelles, groupées, collectives ?
<b>TOTAL</b>	<b>38</b>	<b>48890</b>	<b>5096</b>	
<b>MOYENNE</b>	<b>2,2</b>	<b>1287</b>	<b>134</b>	
<b>Nombre d'années</b>	<b>17</b>			
2015	2	1154	260,88	Individuelle
2014	1	1451	149	Individuelle
2013	1	627	91,31	Individuelle
2012	1	639	99	Individuelle
2011	5	3939	595	Individuelle
2010	5	4062	528	Individuelle
2009	6	4800	671	Individuelle
2008	3	6711	616	Individuelle
2007	3	1919	454	Individuelle
2006	1	800	100	Individuelle
2005	0	0	0	Individuelle
2004	1	3660	195	Individuelle
2003	0	0	0	Individuelle
2002	2	1166	307	Individuelle
2001	1	10575	163	Individuelle
2000	3	2519	319	Individuelle
1999	3	4868	548	Individuelle

Le cabinet d'études M.T. Projets a demandé un recensement des constructions à usage d'habitations réalisées entre 1999 et 2016 afin d'établir une fine analyse de la consommation d'espace faite lors de ces dix-sept dernières années. Les données résultent de l'analyse des permis de construire déposés et des constructions réalisées.

**38** constructions ont été réalisées entre **1999 et 2015** soit une moyenne de **2.2** constructions par an

La surface totale des terrains représente **48890 m²** soit **4ha88**, cela représente une surface moyenne de terrain de **1287 m²**. Ce chiffre est à nuancer puisque lors des dernières années, la taille des terrains a tendance à diminuer autour de 745m².

La surface de plancher moyenne d'une construction entre 1999 et 2014 est de **134 m²**.

## 1.10. ANALYSE DE LA CAPACITE DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BATIS

### 1.10.1. DISPOSITIONS FAVORISANT LA DENSIFICATION DES ESPACES BATIS

#### DEFINITION DES ESPACES URBAINS RESIDUELS ET INTERSTITIELS

Tout terrain rendu constructible par l'effet du règlement graphique prévu par le présent PLU est relevé. Sont donc comptés :

- les terrains bordant une voie viabilisée par l'ensemble des réseaux nécessaires ;
- les terrains possédant une façade de terrain suffisante
- Les terrains ayant une surface suffisante pour accueillir un assainissement individuel.

La commune ne possède pas d'activités entraînant des rayons de réciprocité à l'intérieur de l'espace bâti.

#### SURFACE ET NOMBRE DES ESPACES URBAINS RESIDUELS ET INTERSTITIELS

Il n'a pas été fait de distinction dans l'usage des terrains. Ainsi, un terrain en friche et un terrain actuellement à usage de jardin mais pouvant faire l'objet d'une division ont été considérés au même titre l'un et l'autre. Le classement des dents creuses résulte du zonage. Le recensement des espaces urbains résiduels et interstitiels (donc résultant du zonage) nous donne une surface totale de **1ha15**.

Au total, un potentiel de 12 constructions issues des dents creuses potentielles est recensé dans la commune.

#### SURFACE ET NOMBRE DES ESPACES URBAINS RESIDUELS ET INTERSTITIELS "REALISTES"

Une distinction a ensuite été réalisée entre les terrains susceptibles d'être vendus ou divisés dans les 15 prochaines années et ceux qui ne changeront pas de statut a priori. Cette différence fait suite à une analyse approfondie de la situation de l'ensemble des espaces

urbains interstitiels, des situations juridiques (successions par exemple), des potentielles volontés des propriétaires. C'est ce qui est appelée la situation "réaliste".

Celle-ci résulte de la différence entre la situation "potentielle" et "réaliste" des dents creuses. Il a été analysé la situation de chaque dent creuse, au regard de leur disponibilité dans les 15 prochaines années : le propriétaire a-t-il exprimé une volonté de vendre le terrain ? Existe-t-il une indivision ou une succession en cours ? Le terrain a-t-il fait l'objet d'un pré-aménagement pour accueillir une construction ? Etc.

Pour les terrains de plus de 1000 m<sup>2</sup>, la disposition du terrain a été analysée : une ou plusieurs constructions sont-elles possibles notamment par rapport à la façade de terrain ? Quelle est la tendance des propriétaires pour les terrains de plus de 1000 m<sup>2</sup> : préfèrent-ils diviser le terrain ou le vendre pour une seule construction ? Etc.

Au regard de ces analyses, les terrains résiduels dans le tissu urbain actuel sont nombreux et peuvent répondre en partie aux objectifs communaux. Cette analyse plus fine que le simple recensement a été réalisée et permet d'obtenir une vision plus réaliste des espaces urbains résiduels et interstitiels.


Ainsi, un total de **12 constructions** serait issu des dents creuses. Cependant nous pensons que **6 constructions** seront réalisées en fonction des critères et des questions posées ci-dessus.

#### LE COEFFICIENT DE RETENTION FONCIERE DES ESPACES URBAINS RESIDUELS ET INTERSTITIELS

Ainsi, on observe un coefficient de rétention foncière moyen de **50%** dans la commune (différence entre les 10 constructions issues dents creuses potentielles et les 5 constructions issues des dents creuses "réalistes").

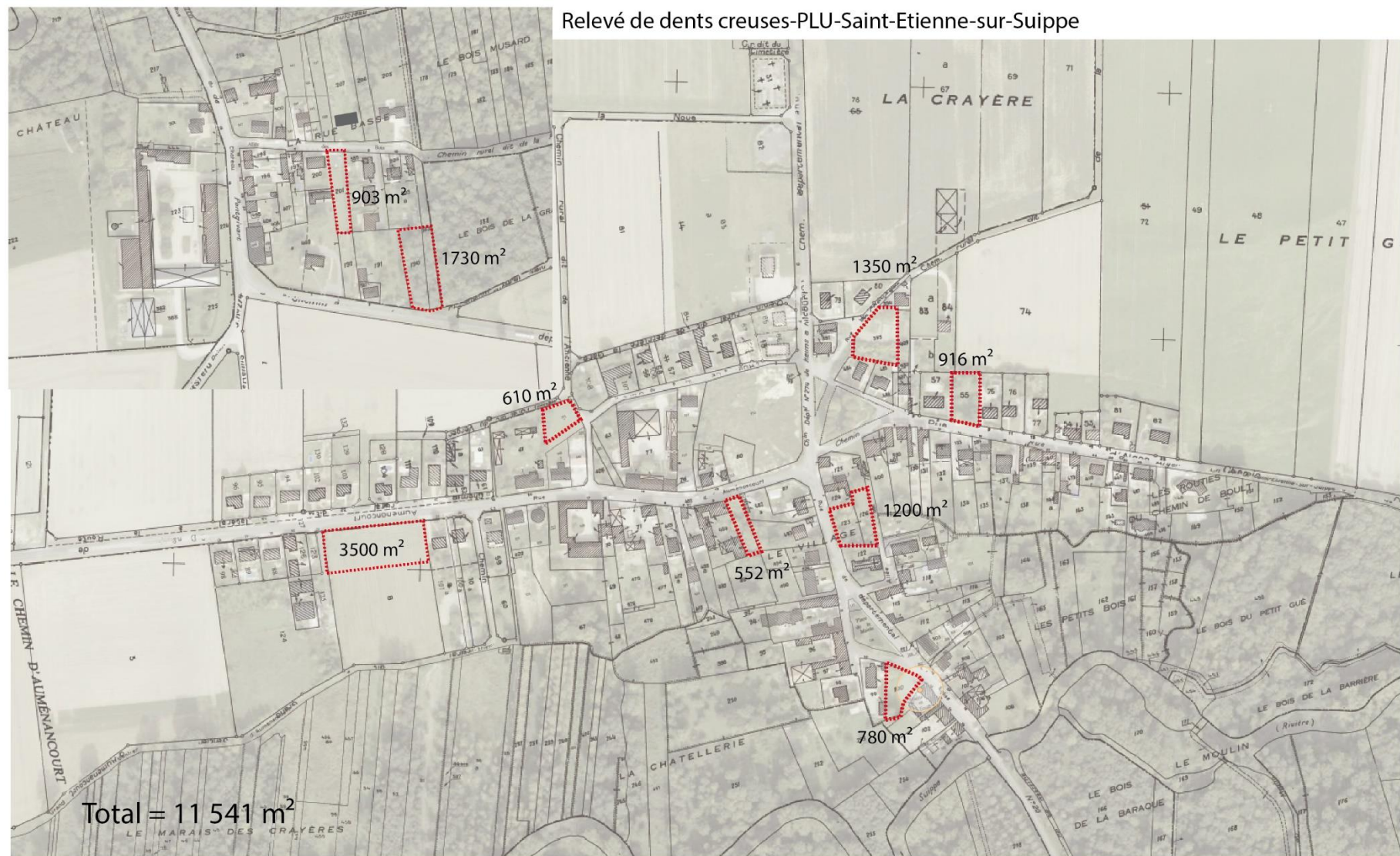
Ainsi sur les 1ha15 de dents creuses recensées au total, **0ha57** pourraient se combler dans les 15 prochaines années.

### 1.10.2. RECENSEMENT DES DENTS CREUSES

	<b>M.T. Projets - Cabinet de conseils, projets et formations en urbanisme</b>						
	<b>Recensement des dents creuses / espaces urbains résiduels dans l'espace urbanisé et urbanisable à horizon +15ans</b>						
	<b>Surface (ha)</b>	<b>Destination du terrain en 2018</b>	<b>Destination zonage PLU</b>	<b>Espace actuellement urbanisé en 2012</b>	<b>Nombre constructions potentielles</b>	<b>Nombre de constructions réalistes</b>	<b>Coefficient de rétention foncière moyen (en %)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1ha15</b>				<b>12</b>	<b>6</b>	<b>50,0</b>
1	0,35	Terres labourées	Zone UB - Habitat récent	Non	4	4	
2	0,061	Jardins de l'habitat individuel	Zone UB - Habitat récent	Oui	1	1	
3	0,055	Jardins rural / continu bas	Zone UB - Habitat récent	Oui	1	0	
4	0,12	Jardins de l'habitat individuel	Zone UB - Habitat récent	Oui	1	0	
5	0,09	Terrains vacants	Zone UB - Habitat récent	Non	1	1	
6	0,135	Jardins rural / continu bas	Zone UB - Habitat récent	Oui	1	0	
7	0,09	Jardins de l'habitat individuel	Zone UB - Habitat récent	Oui	1	0	
8	0,173	Bois ou forêts	Zone UB - Habitat récent	Non	1	0	
9	0,078	Administrations, Pompiers, Mairies	Zone UB - Habitat récent	Oui	1	0	



### 1.10.3. LOCALISATION DES DENTS CREUSES



#### 1.10.4. DISPOSITIONS LIMITANT LA CONSOMMATION DES ESPACES, DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

#### LES PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE

Entre 1999 et 2014, la commune a connu un rythme de 2.2 constructions par an. Actuellement, le conseil municipal souhaiterait diminuer le rythme de construction à environ 2 logement par an sur 15 ans. Cela semble tout à fait raisonnable.

#### HYPOTHESE DE DEVELOPPEMENT RESIDENTIEL

Selon les données communales, sur la période de 1999 à 2015, 38 logements ont été édifiés sur le territoire communal. Le rythme moyen de construction est de 2.2 logements par an. En moyenne la superficie des terrains était de **1287 m<sup>2</sup>** par construction. Pour les calculs du besoin en foncier, la surface moyenne des terrains retenue est de **515 m<sup>2</sup>**, cela est inférieur en moyenne à la surface de parcelles des permis de construire des 3 dernières années (745m<sup>2</sup>).

**Compte tenu de la situation observée, l'hypothèse de 2 logements par an en moyenne est retenue.**

#### CALCUL DU BESOIN EN LOGEMENT

**BESOIN EN LOGEMENTS POUR MAINTENIR LA POPULATION A SON NIVEAU DE 2014**  
Il ressort du calcul des besoins pour maintenir la population 6 et 9 logements seraient nécessaires pour maintenir la population à son niveau de 2014. Le calcul se divise en trois parties :

##### LE RENOUVELLEMENT DU PARC IMMOBILIER

Il s'agit de la prise en compte des logements fusionnés (2 logements deviennent 1 seul logement) ou divisés (1 logement en devient 2). Compte tenu de l'évolution récente de la commune et du parc immobilier essentiellement tourné vers le pavillon individuel, le renouvellement du parc sera marginal et donc proche de 0.(0,11) soit 2 logements.

Taux renouvellement du parc immobilier		
	Différence entre le nombre de permis de construire réalisé et l'augmentation du parc de logement selon l'INSEE entre 1999 et 2014	Parc de logements total actuel
Données brutes	11	124
Taux renouvellement	<b>0.74</b>	
Nombre de logements abandonnés ou réaffectés prévisionnel	<b>9</b>	

#### LE DESSERREMENT DES MENAGES

Il s'agit de l'évolution de la structure familiale (séparation des ménages, décès, enfants quittant le domicile). Cette évolution a été divisée en 2 hypothèses – l'une avec un nombre de personnes par logement stable par rapport à l'année 2014 et l'autre avec un nombre de personnes par logement en diminution.

Ainsi, pour loger la totalité des habitants en 2014 avec un nombre moyen de personnes par ménage comparable à celui de 2018 en 2033, il n'y a pas besoin de logements supplémentaires.

Cependant, si ce nombre diminue, pour loger la totalité des habitants en 2014, il faudrait plus de logements. Dans la commune, le besoin est ainsi compris entre 0 et 3 logements supplémentaires pour loger la totalité des habitants de 2018 en 2033.

Desserrment des ménages		
	Nombre prévisionnel de personnes par logements	Nombre de logements supplémentaires pour loger les ménages desserrés
Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage	<b>2,76</b>	<b>0</b>
Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage	<b>2,70</b>	<b>3</b>

**VARIATION DU NOMBRE DE LOGEMENTS VACANTS**

La commune a un taux de logements vacants de 9.7% en 2014. Le phénomène de logement vacant est important dans l'espace bâti (cela représente 12 logements). La commune va donc conserver son taux à horizon 15 ans, même si peu d'actions sont possibles au niveau communal. Pour ne pas fausser les calculs, nous avons choisi de conserver le taux de logements à 9%. Le nombre de logements vacants de l'ordre de 12 logements à horizon +10 ans.

Variation des logements vacants		
	Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage	Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage
Parc total de logements prévisionnel (principal et secondaire à horizon +10 ans)	121	124
Pourcentage prévisionnel de logements vacants	9	9
Nombre logements vacants prévisionnel	12	12
Variation du nombre de logements vacants	0	0

**SYNTHESE DU BESOIN EN LOGEMENTS POUR MAINTENIR LA POPULATION A SON NIVEAU DE 2014**

Si le nombre total est négatif, alors les besoins sont négatifs, la commune n'a pas besoin de construire de nouveaux logements à horizon 15 ans pour maintenir la population à son niveau de 2014 (hypothèse 1). Si le nombre total est positif, alors la commune a besoin de construire de nouveaux logements pour maintenir sa population au niveau de 2014 (hypothèse 2).

Le nombre de permis de construire réaliser entre 2015 et 2016 est à prendre en compte afin d'affiner les besoins réels de la commune en constructions entre 2018 et 2033 : 3 nouveaux permis ont été déposés entre 2015 et 2016.

Ainsi les besoins réels en logements pour maintenir la population à son niveau de 2014 sont de 0 dans les 15 prochaines années suivant les hypothèses définies dans la partie « desserrement des ménages »

Voici le tableau de synthèse du calcul du besoin en logements pour maintenir la population à son niveau de 2014 :

Récapitulatif : Nombre de constructions pour maintenir la population de 2014		
	Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage	Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage
Nombre de logements abandonnés ou réaffectés prévisionnel	9	
Nombre de logements supplémentaires pour loger les ménages desserrés	0	3
Variation du nombre de logements vacants	0	0
TOTAL	9	12
Nombre de permis construire réalisés depuis dernier recensement	3	
Besoins réels en logements pour maintien population	6	9
Rythme annuel construction	0	0

**BESOIN EN LOGEMENTS POUR ASSURER LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE**

Entre 6 et 9 logements sont nécessaires pour stabiliser la population à son niveau de 2014. La commune a défini une augmentation démographique d'environ 50 habitants à horizon 15 ans, soit un rythme annuel moyen de 1.01% sur la période 2018-2033. Ce chiffre est cohérent au regard des équipements publics notamment l'alimentation en eau potable.

L'augmentation démographique projetée dans le PLU sera du même ordre à celle de la période 1999-2014 (+ 52 habitants). Toutefois, si la volonté de continuer à croître est bien présente, la commune ne souhaite pas une sur-densification des espaces qui dénaturerait l'esprit rural régnant dans la commune.

Ainsi, la volonté de croître de 50 habitants à horizon 15 ans représente une augmentation moyenne de 3.3 habitants par an. En sachant que selon le recensement de 2015, la démographie s'élève déjà à 310 habitants contre 307 habitants en 2014.

Il ressort du calcul du besoin en logement que, pour assurer la croissance démographique de 50 habitants supplémentaires d'ici 2033, il faudrait entre 24 (hypothèse 1 de stabilisation du nombre de personnes par ménage) et 28 logements (hypothèse 2 de diminution du nombre de personne par ménage).

	Hypothèse théorique de maintien de la population	Hypothèse théorique d'augmentation de la population
Augmentation démographique prévisionnelle	0	50
Taux de variation annuelle moyen (en %)	0	1.01
Population totale prévisionnelle à horizon +10 ans	307	357
Besoin en logements à horizon +15 ans	Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage 6	Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage 24
	Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage 9	Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage 28



---

## BESOIN EN FONCIER POUR ASSURER LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

### TAILLE DES TERRAINS, DENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DES LOGEMENTS

---

La superficie moyenne des terrains entre 1999 et 2014 était de 1288 m<sup>2</sup> par logement. En comptant une densification de l'ordre de 60% des terrains, la superficie moyenne passerait à 515 m<sup>2</sup>, soit une taille de terrain confortable au regard des exigences de lutte contre la consommation d'espace.

### HYPOTHESE 1 : STABILISATION DU NOMBRE DE PERSONNE PAR MENAGE

---

- 24 logements pavillonnaires environ sur une surface moyenne de 515m<sup>2</sup>, soit 1ha50 (en comptant 20% de Voirie et Réseaux Divers)

### HYPOTHESE 2 : DIMINUTION DU NOMBRE DE PERSONNE PAR MENAGE

---

- 28 logements pavillonnaires environ sur une surface moyenne de 515m<sup>2</sup>, soit 1ha71 (en comptant 20% de Voirie et Réseaux Divers)

### SYNTHESE DU BESOIN EN FONCIER

---

La moyenne du besoin en foncier entre les deux hypothèses de variation des ménages fait apparaître un besoin d'environ **1ha61**.

Dans le recensement des dents creuses présenté ci-dessus, les dents creuses totales représentaient un total de 12 constructions pour une surface de 1ha15. Une fois le coefficient de rétention foncière appliqué, il ne subsiste que 6 constructions réalistes issues des dents creuses pour une surface réaliste de **0ha57**

Ainsi, les besoins théoriques en foncier nouvellement constructible de la commune seraient de **1ha04**.

**Au regard des objectifs de densification de l'espace, il semble que la commune doive donc densifier les terrains d'au moins 60% par rapport aux 15 dernières années**

Ventilation par catégorie de logements et surface de terrains totale prévisionnelle nécessaire											
Diminution prévisionnelle de la taille moyenne des terrains par rapport à la période 1999-2012 : 60%			Surface moyenne prévisionnelle des terrains (m²)	Pourcentage prévisionnel par type de constructions	Nombre prévisionnel par type de constructions	Surface théorique nécessaire comptant 20% de VRD (ha)	Surface totale théorique nécessaire (ha)	Surface totale moyenne théorique nécessaire pour assurer la croissance démographique (ha)	Surface théorique consommée par les dents creuses à horizon 15 ans (ha)	Besoin théorique en foncier pour nouvellement constructible (ha)	Nombre moyen prévisionnel de logements à l'hectare
Densification et diversification de logements	Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage	Logements pavillonnaires	515	100	24	1.50	1.50	1.61	0,57	1,04	16.2
		Logements densifiés	515	0	0	0,00					
	Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage	Logements pavillonnaires	515	100	28	1.71	1.71				
		Logements densifiés	515	0	0	0,00					

## BESOIN EN EQUIPEMENT

Besoins en équipements					
		Hypothèse théorique de maintien de la population		Hypothèse théorique d'augmentation de la population	
Population à horizon +10 ans		307		357	
Nombre d'enfants scolarisés à horizon +10 ans					
Maternelles (estimation du nombre d'enfants de 3 à 6 ans par nouveau logement) :		Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage	2	Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage	6
0,25		Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage	2	Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage	7
Elémentaires (estimation du nombre d'enfants de 6 à 11 ans par nouveau logement) :		Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage	2	Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage	9
0,35		Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage	3	Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage	10
Nombre d'assistantes maternelles nécessaires pour la petite enfance					
Nombre d'enfants de moins de 3 ans par nouveau logement :		Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage	0	Hypothèse 1 : Stabilisation du nombre de personnes par ménage	1
0,25		Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage	0	Hypothèse 2 : Diminution du nombre de personnes par ménage	1
Aire de jeux		/		1 aire de jeux par 500 habitants supplémentaires, soit 1 nouvelle aire de jeux	
Nombre de véhicules supplémentaires prévisionnel		0		52	
Moyenne par logement		2			

## PARTIE 2 : JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS

### 2.1 EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

#### 2.1.1. JUSTIFICATIONS DU PADD

##### 1. TERRITOIRE ET IDENTITE COMMUNALE

###### PRISE EN COMPTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

En s'appropriant la trame Verte et Bleue définie par le Schéma Régionale de Cohérence Ecologique (SRCE), la commune souhaite par ce biais préserver des espaces naturels prédominants dans son paysage mais cependant sensibles et fragiles. En effet, l'équilibre entre le développement soutenable de la commune et la préservation des espaces sensibles est une chose difficile et recherchée. Ces espaces se distinguent par des boisements formant une large bande allant de l'Est à l'Ouest de la commune, séparant l'espace agricole en deux entités, l'une au nord de l'espace bâti vers les Ardennes et l'autre au sud vers Bourgogne. Cette séparation territoriale forme un corridor écologique très vaste dans lequel les paysages sont ceux d'un fond de vallée où les vues lointaines sont peu nombreuses. Par exemple, en plusieurs endroits de la commune, les vues vers les espaces boisés sont nombreuses tandis que les vues dégagées vers les espaces agricoles sont situées à chaque extrémité des espaces bâtis.

La Suippe et ses différents ruisseaux offrent une véritable identité à Saint-Etienne-sur-Suippe. Ils dessinent le paysage communal, tant naturel que bâti. Elle forme la trame bleue de la commune. L'eau de la Suippe est de bonne qualité à en juger par le peuplement piscicole de celle-ci, c'est un élément essentiel que la commune se doit de préserver. Le règlement interdit le long des cours d'eau les constructions situées à moins de 5 m des berges.

Le paysage communal est marqué par des espaces issus des anciennes grèvières exploitées dans la commune. Celles-ci sont principalement situées proche de l'espace bâti. Enfin, la commune est très marquée par une trame bâtie aérée et rurale où les jardins et les boisements intra-urbains confèrent charme et caractère à Saint-Etienne-sur-Suippe. Ce réseau de jardins permet une cohérence écologique qu'il convient de préserver et renforcer. Le maintien des fonds de jardins passera par une profondeur de constructibilité réduite

bloquant l'urbanisation en second rideau. Ce choix doit participer à la préservation de l'identité communale.

Il a été également choisi, afin de préserver la trame verte et bleue de la commune, de traduire les zones humides loi sur l'eau et celles définies dans le SDAGE, à savoir un zonage Nzh, Azh et Uzh apparaissant dans le règlement écrit et graphique du PLU.

###### MAINTIEN DE L'IDENTITE RURALE ET AGRICOLE

Saint-Etienne-sur-Suippe est une commune rurale dans laquelle quelques exploitants agricoles exercent. La terre, cultivée en majorité, est un élément précieux pour les exploitants ; élément qu'il faut préserver. Ainsi, le projet de développement de la commune a pris en compte les espaces à vocation agricole et a essayé au maximum de ne pas leur porter atteinte.

Les besoins recensés des exploitants via le questionnaire agricole n'a pas fait ressortir de besoins spécifiques concernant la construction de bâtiment agricole et les changements de destinations ne semblent pas faire partie des projets. Ainsi, au cours de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, aucune demande spécifique émanant d'exploitants agricoles n'a été formulée. Toutefois, afin d'anticiper les besoins, il a par exemple été autorisé les projets de diversification de l'activité agricole, notamment concernant les hébergements type « gîte ». Ainsi le règlement du PLU a pris en compte cette tendance en autorisant la diversification en lien avec l'exploitation principale. Ainsi, tout en respectant la destination principale des bâtiments agricoles, il est autorisé qu'un exploitant puisse trouver une autre source de revenus à travers une « extension » de son activité. Cela permet en outre parfois d'éviter l'abandon de l'exploitation et ainsi le maintien des sièges d'exploitation et le patrimoine qu'ils constituent.

Par ailleurs, les zones de projet ont été dimensionnées pour répondre aux objectifs communaux en compatibilité avec le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France et ainsi consommer le moins possible d'espaces agricoles en optimisant l'urbanisation des secteurs urbanisables (augmentation de la densité par rapport aux plus anciens projets situés dans la commune).

Enfin, aucun chemin d'exploitation n'est supprimé et aucune parcelle n'est enclavée par le projet de PLU.

## 2. DEVELOPPEMENT TERRITORIAL RESPECTUEUX ET VOLONTARISTE

### LES PREVISIONS DEMOGRAPHIQUES

La population communale est de 310 habitants en 2015. Saint-Etienne-sur-Suippe a connu une augmentation continue de sa population depuis 1982 (200 habitants) jusqu'à 2015 (310 habitants). De 1999 à 2015, la commune a vu sa démographie augmentée de 55 habitants soit un taux de variation annuel moyen de 1.45%.

L'augmentation voulue de 50 habitants pour les 15 premières années peut être qualifiée de raisonnable. Le taux de variation annuel moyen sera de 1% pour les 15 prochaines années. Cela nécessite entre 24 et 28 logements supplémentaires pour loger l'augmentation de la population.

La densification prévue est de 16 logements à l'hectare dans les zones de projets alors que la commune avait une densité de 10 logements à l'hectare dans les derniers permis de construire.

### DES SECTEURS DE PROJET AU CŒUR D'UN CADRE DE VIE PRESERVE

Les choix des secteurs d'urbanisation nouvelle ont répondu à l'objectif de développer la commune en respectant au mieux sa morphologie et en évitant l'étalement urbain. Ainsi, les secteurs permettent un épaississement de l'espace actuellement bâti afin de permettre une bonne insertion des constructions dans le paysage.

Une zone de projets s'intègre dans l'espace bâti dans la continuité de constructions pavillonnaires à proximité immédiate, elle est calculée comme dents creuses. L'insertion dans la morphologie urbaine s'est avérée un choix de la commune lui permettant de profiter des aménagements existants. Ce choix offre la possibilité de densifier de manière significative l'espace bâti. C'est un enjeu fort du PLU de Saint-Etienne-sur-Suippe.

La deuxième zone de projet est une opération d'ensemble de type lotissement pouvant être phasée. La forme bâtie sera pavillonnaire. Il permet un épaississement de la morphologie urbaine notamment entre la rue d'Alger et la rue de la Crayère via le chemin rural de la Crayère.

Pour ces deux zones de projet, il sera réalisé un pré-diagnostic pour déterminer si la présence d'une zone humide est avérée.

Le cadre de vie des habitants est préservé par ces projets car ces derniers ne viennent rompre aucune vue paysagère particulière. Au contraire, ils viennent renforcer les continuités écologiques en imposant des fonds de jardins par exemple. Ces fonds de jardins favorisent les liaisons avec les espaces boisés ou vergers alentours. Il convient de noter la volonté

communale de conserver des espaces de respiration, surtout dans un espace bâti prévu pour se densifier dans les années à venir.

### MAITRISE DE L'ENERGIE

Le règlement du PLU prévoit le développement des énergies renouvelables afin d'être compatibles avec les Lois Grenelles 1 et 2. Les panneaux photovoltaïques sont autorisés et les toits-terrasses permettant notamment le développement des toitures végétalisées sont évoqués dans le règlement écrit.

### LES IMPACTS DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL SUR LES DEPLACEMENTS

Un seul projet entraîne la création d'une nouvelle voirie ayant pour objectif notamment la desserte du projet de la zone des Crayères. Des réflexions sur une voirie à double sens seront à approfondir lors de la réalisation du projet.

Le projet de PLU ne crée pas de contraintes particulières ou de zone de danger potentiel par l'urbanisation prévue.

## 3. ACCOMPAGNEMENT DU DEVELOPPEMENT PAR DES EQUIPEMENTS PUBLICS ET PRIVES

### RENFORCEMENT DES EQUIPEMENTS PUBLICS

La commune est idéalement placée pour le développement des communications électroniques type fibre et doit donc prévoir dans les opérations d'aménagement, la pause d'un fourreau supplémentaire pour anticiper son déploiement.

Aucun besoin en équipement public n'est recensé.

### DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

La commune est située à 25 minutes de Reims, elle est située non loin d'équipements commerciaux de proximité.

Dans la commune, plusieurs activités sont déjà présentes. Le règlement de PLU offrira la possibilité d'accueillir de nouvelles activités dans le tissu urbanisé en autorisant la mixité fonctionnelle à condition qu'elles restent compatibles avec l'habitat.

Ainsi, aucun nouvel espace strictement réservé à l'activité n'a été prévu (type zone d'activités). En parallèle, aucune zone de développement de l'activité artisanale / économique n'est prévue au niveau intercommunal sur le territoire communal.

Aucune demande particulière n'a été recensée.

## DEVELOPPEMENT DU TOURISME ET DES LOISIRS

Le règlement prévoit le changement de destination de bâtiments agricoles dans lesquels un accueil d'hébergement pourrait être développé. Cela permettrait entre autres d'éviter l'abandon de corps de ferme, témoins de la ruralité de la commune.

Cet hébergement pourrait également favoriser le tourisme rural et le développement d'activités annexes à condition qu'elles restent accessoires à l'activité principale.

## 4. MODERATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE ET LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN

Les différents objectifs chiffrés imposés par le SCOT participent à la réalisation d'un projet durable dans la commune.

Le recensement fin des dents creuses et l'analyse précise des possibilités de construire dans l'espace actuellement urbanisé démontrent que la commune a véritablement pris en compte cet objectif de modération de la consommation de l'espace.

Parallèlement à cela, la lutte contre l'étalement urbain a également été prégnant au cœur de l'élaboration du PLU.

La cohérence de l'urbanisation a donc permis à la commune de respecter l'objectif de densification en évitant toute situation d'étalement urbain hors des espaces actuellement bâtis.

La surface occupée par les zones urbaines représentait 20ha30 dans le POS à 19ha10 dans le nouveau PLU, soit une diminution de **1ha10** de la surface urbanisée communale. L'espace urbanisé en 2018 fait 19ha20. En 2033, l'espace urbanisé sera de 20ha05 (19ha10 zone U/Uzh+0ha95 zone AU). Cela représente une augmentation de 5% de la surface urbanisée entre 2018 et 2033.

Afin de modérer la consommation d'espaces, la commune a procédé par un recensement des dents creuses sous deux angles :

- Le premier consiste en un recensement du potentiel exhaustif de constructibilité résultant du règlement graphique. Au total, il est recensé **12 constructions sur 1ha15**.
- Le second consiste à affiner ce chiffre de 12 constructions car la situation des dents creuses est très aléatoire et souffrent bien souvent d'une rétention de la part des propriétaires. Ainsi, il ressort d'une situation réaliste que seules **6 constructions** pourraient être réalisées. Cette analyse chiffrée est effectuée au regard de la connaissance fine que les élus ont de leur commune (terrain en jardin bordant une rue, terrain en indivision, terrain cultivé en bord de route, etc...)

- Ainsi, entre les **12 constructions potentielles** et les **6 constructions réalistes**, il apparaît un coefficient de rétention foncière de **50%**.

Les zones à urbaniser NA du POS représentaient 7ha50 contre 0ha94 dans le PLU. La commune a donc fortement réduit les surfaces constructibles :

La part des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) est passée de 27ha80 dans le POS à 20ha14 dans le nouveau PLU.

## 2.1.2. TRADUCTION REGLEMENTAIRE DU PADD

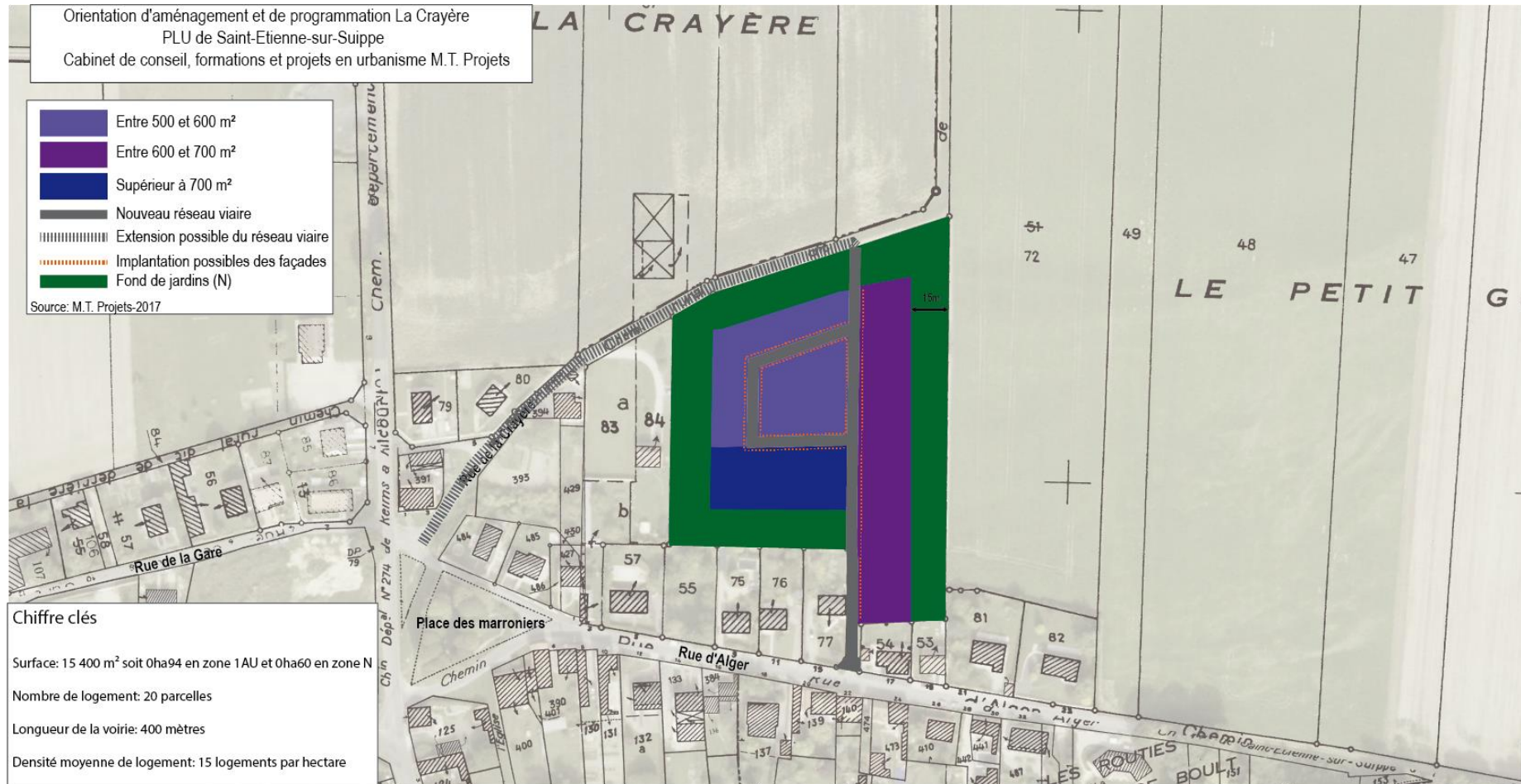
Cette partie montre la manière dont le PADD est concrètement traduit dans le document graphique de zonage et dans le règlement écrit. Les articles entre parenthèses se réfèrent à l'article du règlement de la zone en question.

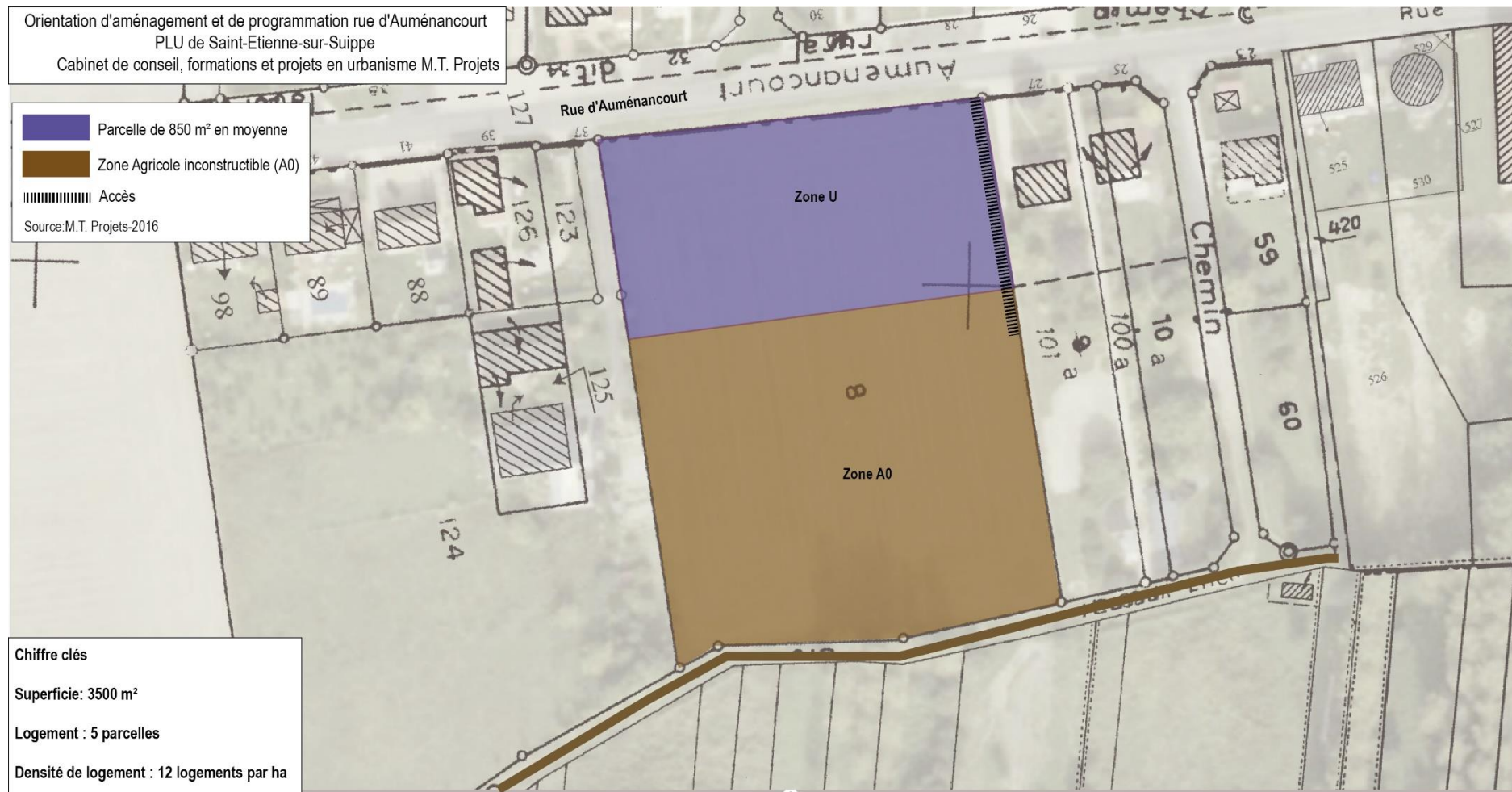
	Orientation du PADD	Traduction graphique	Traduction dans le règlement écrit
Territoire identité communale	Prise en compte des paysages communaux, des boisements diffus et des cours d'eau	Espaces boisés classés	Interdiction du remblai et/ou de la suppression des mares et des cours d'eau
		Zones UA, UB, Uzh, 1AU, A, N, NZh, Azh	Interdiction des constructions à moins de 5m (6m en zone N) des cours d'eau et préservation des ripisylves..
		Zones UA, UB et 1AU	Plantations à bases d'essence champêtres locales favorisant l'insertion paysagère des constructions et des aires de stationnement
			Interdictions des plantations monospécifiques pour diversifier les plantations et favoriser la biodiversité
			Interdiction des dépôts
	Préservation et mise en valeur du patrimoine naturel et forestier	Zone N	
		Zone A, N	
	Maintien de l'identité rurale et agricole	Zone A	Encadrement strict des possibilités de construire Diversification possible de l'activité afin de maintenir le patrimoine agricole
Développement territorial respectueux et volontariste	Les prévisions démographiques		
	Des secteurs de projet au cœur d'un cadre de vie préservé	Zones 1AU	Autorisation des constructions à usage d'habitation ainsi que les constructions à usage d'activité (définition de certaines limites)
		Zones 1AU	Interdiction des constructions agricoles dans les zones urbaines et à urbaniser
	Maitrise de l'énergie		Autorisation des panneaux photovoltaïques et des toits-terrasses Respect de la RT en vigueur
		Les impacts du développement communal sur les déplacements	

	Orientation du PADD	Traduction graphique	Traduction dans le règlement écrit
<b>Accompagnement du développement par des équipements publics et privés</b>	Renforcement des équipements publics		Obligation de connexion aux futurs réseaux de communication, imposant de fait la pose d'un fourreau supplémentaire dans les opérations d'aménagement groupé Identification de secteurs propres au développement et maintien des équipements existants.
	Développement économique	Zones UA, UB et 1AU	Encadrement des constructions à usage d'activité compatibles avec l'habitat (tant en taille qu'en nuisances potentielles)
	Développement du tourisme et des loisirs		Autorisation des changements de destination des bâtiments agricoles pour l'hébergement entre autres
<b>Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain</b>		Zones UA, UB, 1AU et NJ	Classement des dents creuses dans les zones urbaines
		Zones 1AU	



## 2.2 EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATIONS





Les secteurs clés de la morphologie urbaine de la commune font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation. La cohérence et les aspects qualitatifs ont été définis en fonction des choix du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Les principes d'aménagement répondent aux objectifs posés par le projet communal concernant notamment la desserte et l'insertion des extensions urbaines dans le tissu existant. Ces principes d'aménagement sont présentés dans le document "Orientations d'Aménagement et de Programmation". Les enjeux propres à ces espaces sont de non seulement de participer au dynamisme communal mais aussi d'assurer un cadre de vie qualitatif en respectant les paysages urbains et naturels environnants.

## AMENAGEMENT

Les deux secteurs de projet se situent s'appuient sur des voies existantes comme la rue d'Alger et la rue d'Auménancourt.

Ce choix d'aménagement a été opéré au regard des contraintes notamment les zones humides et les contraintes environnementales liées à la rivière de la Suipe. Le souhait communal était que les zones d'aménagement devaient avoir le moins d'impact possible sur l'environnement y compris la zone humide de la Suipe.

## HABITAT

La destination principale des secteurs tend vers un habitat pavillonnaire individuel (au regard du marché réaliste de la commune) où la mitoyenneté n'est toutefois pas exclue. La profondeur des parcelles est globalement encadrée afin de limiter la taille des terrains et surtout pour éviter les deuxièmes rideaux rompant avec l'uniformité de la morphologie urbaine villageoise.

## CARACTERISTIQUES DES VOIES ET ESPACES PUBLICS

Seul le projet de la Crayère aura un nouveau réseau viaire. Il s'appuie sur la rue d'Alger et sur le chemin rural de la Crayère. C'est une rue à sens unique car la circulation supplémentaire ne pourra pas être supportée par la rue d'Alger en cas de création de rue à double sens. Le réseau viaire ne doit pas être équipé de place de retournement. Le réseau viaire s'étalera sur une longueur de 400 mètres.

## MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Les secteurs de projet étant pour la plupart en terre cultivée, ils ne participaient pas à une cohérence écologique particulière et leur urbanisation ne rompt aucune continuité écologique.

Ce fut un point de réflexion au moment des choix des zones de projet car plusieurs Espaces Naturels Sensibles sont situés dans l'espace bâti, notamment dans la partie nord de la commune et celle-ci a volontairement préservé ces secteurs de toute urbanisation.

Au niveau paysager, la commune a prévu une insertion paysagère des constructions dans son règlement écrit.

## MIXITE FONCTIONNELLE

La mixité fonctionnelle a été prévue dans le règlement écrit en autorisant la création d'activités compatibles avec la destination principale habitat du secteur. Toutefois, aucun pourcentage précis n'a été défini. Toutefois, aucune des trois secteurs de projet ne s'avère propice au développement d'une activité importante compte tenu de la résidentialisation environnante.

## ECHEANCIER PREVISIONNEL D'OUVERTURE A L'URBANISATION ET DE REALISATION DES EQUIPEMENTS CORRESPONDANTS

Afin de laisser l'urbanisation se créer au cours du temps et au regard du peu de zones de projet, la commune n'a pas précisé d'échéancier à l'urbanisation. Cela lui permet de ne pas dépendre de la volonté des propriétaires pour urbaniser et donc d'éviter une modification du PLU en cas d'échéancier biaisé

## 2.3 EXPLICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE REGLEMENT

### 2.3.1. TABLEAUX DES SUPERFICIES PAR ZONE

	Variation des superficies entre le POS et le PLU communal				
	Superficies POS précédent (ha)		Superficies PLU nouveau (ha)		Variation entre POS précédent et PLU nouveau (ha)
	En hectare	% du territoire communal	En hectare	% du territoire communal	
<b>Les zones urbaines « U »</b>	<b>20,3</b>	<b>2,62</b>	<b>19,2</b>	<b>2,48</b>	<b>-1,1</b>
Zone d'habitat existante – bâti ancien UDa	12,3	1,59	0	0,00	<b>-12,3</b>
Zone d'habitat existante – bâti récent UDb	7,4	0,96	12,77	1,64	<b>5,37</b>
Zone d'habitat existante – bâti récent Udc	0,6	0,08	0	0,00	<b>-0,6</b>
Zone urbaine à dominante humide - Uzh (PLU)	0	0,00	6,43	0,83	<b>6,43</b>
<b>Les zones à urbaniser « AU »</b>	<b>7,5</b>	<b>0,97</b>	<b>0,94</b>	<b>0,12</b>	<b>-6,56</b>
Zone A Urbaniser - 1AU	7,5	0,97	0,94	0,12	<b>-6,56</b>
Zone A Urbaniser - 2AU	0	0,00	0,00	0,00	<b>0</b>
<b>Les zones agricoles « A »</b>	<b>682,20</b>	<b>88,14</b>	<b>677,32</b>	<b>87,51</b>	<b>-4,88</b>
Zone de protection de l'activité agricole - A	682,2	88,14	648,82	83,83	<b>-33,38</b>
Zone de protection de l'activité agricole à dominante humide - Azh	0	0,00	10,67	1,38	<b>10,67</b>
Zone agricole inconstructible - A0	0	0,00	17,83	2,30	<b>17,83</b>
<b>Les zones naturelles « N »</b>	<b>64</b>	<b>8,27</b>	<b>76,54</b>	<b>9,89</b>	<b>12,54</b>
Zone Naturelle stricte - N	64	8,27	2,87	0,37	<b>-61,13</b>
Zone Naturelle à dominante de jardin - Nj	0		0,4	0,05	<b>1</b>
Zone Naturelle à dominante humide - Nzh	0	0,00	73,27	9,47	<b>73,27</b>
<b>TOTAL</b>	<b>774,00</b>	<b>100,00</b>	<b>774,00</b>	<b>100,00</b>	



## 2.3.2. JUSTIFICATIONS DE LA DELIMITATION DES ZONES

### ZONES URBAINES :

	% du territoire	Variation du % du territoire	Surface (ha)	Variation de surface (ha)
POS précédent Zone U	2,62%	-0,14%	20,3	-1,1
PLU Zone U	2,48%		19,2	

Dans le Plan d'Occupation des Sols, 3 zones urbaines ont été délimitées (UDa, UDb, UDC). Il a été fait le choix de créer deux zones urbaines pour le PLU car il a été impossible de définir un espace bâti ancien dans le PLU. Il semble plus pertinent de créer un seul espace urbanisé « zone U ». Cette zone U est accompagnée d'une zone urbaine à dominante humide (Uzh).

Ainsi nous trouvons :

#### - Un secteur U

La zone U regroupe l'ensemble du bâti ancien de la commune où la morphologie impose une implantation à l'alignement le plus souvent. D'anciens corps de ferme sont implantés en pignon également mais ce n'est pas la forme la plus récurrente.

La zone U regroupe également les extensions urbaines depuis les années 60 environ jusqu'à nos jours. Le bâti est implanté en retrait de l'emprise publique, permettant des aménagements paysagers et le stationnement des véhicules notamment. C'est le cas de l'opération de lotissement (Rue Creuse par exemple) ou d'urbanisation diffuse le long des rues existantes.

Les aspects changent par rapport au bâti ancien, avec plus de façades enduites, généralement de teinte claire.

Il a été fait le choix de ne pas différencier ces deux espaces bâtis du fait de leur petite taille. La zone U les englobe.

#### • Des secteurs Uzh

Le SAGE et le SDAGE identifient des secteurs humides ou potentiellement humide. Certaines zones urbaines situées le long de la Suippe et de ses boisements sont déterminées comme humide ou comme potentiellement humide. Celles-ci sont reprises sur le règlement graphique du PLU afin d'éviter la constructibilité. Ces parcelles sont aujourd'hui toutes construites.

Entre le POS et le PLU, la surface des zones urbaine ont été diminuées de 1ha10 en faveur du PLU. Cela s'explique par une remise à plat du zonage du POS. Cela démontre aussi la volonté de la commune d'avoir une meilleure maîtrise de son espace déjà urbanisé.

### ZONES A URBANISER :

	% du territoire	Variation du % du territoire	Surface (ha)	Variation de surface (ha)
POS précédent Zone NA	0.97%	-0.85%	7.5	-6.56
PLU Zone AU	0.12%		0.94	

Entre le POS et le PLU, plusieurs gros changements de zonage ont été effectués concernant les zones à urbaniser, se justifiant ainsi :

- Les zones NA en sortie du village en direction de Poilcourt-Sydney n'ont pas été reconduites du fait que c'est un étalement urbain injustifié sur la zone A.
- Les zones NA en entrée de village en arrivant de Bourgogne et de Boulton-sur-Suippe du fait que c'est un étalement urbain injustifié sur la zone A.
- La zone NA des Crayères a été conservée, elle est classée en zone 1AU et Nj dans le PLU. Elle est la seule zone Na conservée dans le PLU.

Il est à noter une forte baisse de la surface des zones à urbaniser entre le POS et le PLU (-6ha56 entre les deux documents).

**ZONES AGRICOLES :**

	% du territoire	Variation du % du territoire	Surface (ha)	Variation de surface (ha)
<b>POS précédent Zone A</b>	88,14%	-0,63%	682,2	-4,88
<b>PLU Zone A</b>	87,51%		677,32	

La zone agricole résulte de deux logiques. La première consiste à classer en zone agricole tout ce qui n'est pas urbain actuel, urbain futur ou naturel. Cela permet de maximiser les secteurs agricoles et d'identifier clairement l'espace dédié aux cultures.

La seconde consiste à identifier les bâtiments agricoles situés dans l'espace bâti et d'effectuer une analyse au coup par coup en fonction de la situation active de l'exploitation. Ainsi, en fonction des résultats du questionnaire agricole, il a été pensé un zonage obéissant à deux questions :

- Est-ce que l'activité agricole est encore active ou susceptible d'être reprise en case de cessation de l'activité ?
- Est-ce que des changements de destination sont à prévoir et est-ce qu'ils correspondent à une diversification mineure de l'activité ou est-ce une véritable activité majeure nouvelle ?

- **La zone A**

Si l'activité agricole est arrêtée définitivement ou si une diversification majeure de l'activité était à prévoir, les bâtiments agricoles ont été classés en zone urbaine, permettant à l'exploitation arrêtée de bénéficier d'une réglementation plus souple pour l'implantation ou la requalification du corps de ferme. Les différents sièges d'exploitation agricoles sont situés dans la zone urbaine, celle-ci n'interdisant pas la construction de nouveaux bâtiments agricoles.

- **Les zones AZh**

Le SAGE identifie des secteurs humides ou potentiellement humide. Certaines zones agricoles situées le long de la Suippe et de ses boisements notamment au sud de l'espace bâti sont déterminées comme humide ou comme potentiellement humide.

- **La zone A0**

La commune a fait le choix de contraindre la constructibilité agricole au nord de l'espace bâti afin de garantir une préservation des vues paysagères (alignements d'arbres et sur l'espace bâti).

Ces secteurs A0 ne font bien sûr pas obstacle à l'usage agricole des terrains mais bien à la possibilité de construire.

La variation de surface s'explique surtout par le fait que des zones Agricoles étaient classées en zone Naturelle au POS. Le PLU a permis de corriger ce zonage.

**ZONES NATURELLES :**

	% du territoire	Variation du % du territoire	Surface (ha)	Variation de surface (ha)
<b>POS précédent Zone ND</b>	8.27%	1.62%	64	12.54
<b>PLU Zone N -Nzh - Nj</b>	9.89%		76.54	

Les zones naturelles ont été divisées en 3 secteurs ayant chacun des spécificités d'occupation et/ou vocation. Ainsi, nous trouvons :

- **Des secteurs N**

Les secteurs N sont constitués par les espaces naturels de la commune, qu'ils soient protégés ou non. Sur la commune, les secteurs naturels sont essentiellement composés des espaces boisés ; la commune n'ayant pas d'espaces naturels protégés (que ce soit des Zones Naturelles d'Inventaire Ecologique, Faunistique et Floristique, Natura 2000 ou autre).

- **Des secteurs NZh**

Plusieurs espaces sont avérés comme étant particulièrement humides. Ainsi, on trouve des secteurs NZh qui identifient donc clairement les zones potentiellement humides comme le long de la Suippe et de ses boisements alluviaux.

La variation de surface de 12ha54 entre les documents d'urbanisme s'explique par la perte de surface cumulée des zones urbaine, à urbaniser et agricoles ( $1.1+6.56+4.88= 12.54$ ).

Le PLU de Saint-Etienne-sur-Suippe est clairement en faveur des zone N pour protéger les espaces plus sensibles notamment les zones humides et les zones naturelles. Ces espaces sont mis sous pression par une agriculture intensive et par une urbanisation que la commune a voulue maîtriser.

- **Des secteurs NJ**

Les secteurs « jardins » permettent d'identifier les espaces de la commune où les jardins sont à préserver d'une part et où il apparaît préférable d'éviter la construction en profondeur, voire en second rideau d'autre part. Ainsi, les jardins situés en profondeur ont été classés en zone NJ, permettant ainsi à la commune de les préserver pour participer au maintien du caractère aéré et rural de l'espace urbain mais aussi d'éviter la construction d'habitat en second rideau.

Cette disposition est justifiée par la volonté de la commune de maintenir une urbanisation de front de rue, propre aux villages.

### 2.3.3. LES ESPACES BOISES CLASSES

Aucun espace boisé n'a été classé par choix communal.

### 2.3.4. LES EMPLACEMENTS RESERVES

Aucun emplacement réservé n'a été inscrit au PLU.

### 2.3.5. LES PLANS D'ALIGNEMENT

Aucun plan d'alignement en vigueur.

### 2.3.6. ELEMENT REMARQUABLE DU PAYSAGE AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-19 DU CODE DE L'URBANISME

Il s'agit d'un alignement d'arbre (marronniers) sur la place des Marronniers Il est répertorié sur le règlement graphique à l'échelle 1-2000ème par une étoile.

### 2.3.7. JUSTIFICATIONS DES REGLES, NOTAMMENT AU REGARD DES OBJECTIFS ET ORIENTATIONS DU PADD

## GESTION DES RISQUES ET NUISANCES

### ZONE URBAINE ET A URBANISER

Dans les zones urbaines, les risques et nuisances ont été limités à travers les interdictions d'occupation des sols incompatibles avec l'habitat.

Ainsi, les nouveaux bâtiments agricoles sont interdits, notamment pour éviter les conflits d'usage entre les habitants et les exploitants. Dans la même idée, les bâtiments industriels

soumis à autorisation de la réglementation des installations classées sont également interdits ; les bâtiments soumis à déclaration étant eux autorisés car comportant moins de nuisances.

Concernant les autres activités, la volonté de limiter la surface de plancher constructible obéit à une logique de compatibilité d'usage également : les nuisances (entrées et sorties de véhicules par exemple) vont souvent de pair avec une surface de plancher importante.

L'implantation d'une activité a été rendue possible en zone Urbaine.

Le sous-sols ont été interdits en zone UZh afin de prévenir le risque potentiel de remontées de nappe.

### ZONE AGRICOLE ET NATURELLE

Afin de préserver les espaces agricoles conformément au Projet d'Aménagement et de Développement Durables, il a été prévu une réglementation stricte en zone agricole afin notamment d'éviter la surconsommation d'espace, le mitage et tout ce qui pourrait être incompatible avec l'exploitation agricole.

Ainsi, le caractère agricole du pétitionnaire doit être avéré concernant la construction d'habitations. Celles-ci ne sont d'ailleurs autorisées qu'en cas de présence nécessaire à l'exploitation agricole. Dans cette logique et afin de lutter contre le mitage de l'espace, la distance maximale entre l'habitation et l'exploitation agricole est fixée à 10m ; une distance supérieure remettant en question le caractère « proche » et donc la nécessité d'une présence sur-place.

Enfin, dans une volonté de ne pas bloquer les exploitants mais également toujours dans l'objectif de préserver l'espace et les exploitations agricoles, il a été prévu les cas de changement de destination. Les bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination (en logement par exemple) ont été repérés sur le règlement graphique et les changements de destination autorisés ont été listés dans le règlement écrit.

Afin d'éviter les dommages aux constructions, aucune construction n'est autorisée en zone AZh et A0 ainsi qu'en zone NZh .

## FORMES URBAINES ET PAYSAGES

### ZONE URBAINE ET A URBANISER

Conscients de la nécessité d'encourager les économies d'espace, et de valoriser des formes urbaines plus denses et plus innovantes, les élus entendent, à l'occasion d'opérations d'ensemble, favoriser toutes formes urbaines plus innovantes que le pavillon individuel isolé en milieu de parcelle. Cependant, selon les secteurs concernés, des règles spécifiques sont nécessaires pour encadrer ad minima l'initiative des futurs pétitionnaires.

### LES INCOMPATIBILITES FONCTIONNELLES ET PAYSAGERES

Ainsi, le paysage urbain dans sa globalité a été préservé à travers l'interdiction des dépôts ; la préservation du paysage passant par l'interdiction des affouillements et exhaussements non liés à une construction autorisée.

Dans un souci de ne pas bloquer la constructibilité des habitants, la commune a souhaité prévoir une disposition encadrant les extensions des constructions existantes.

Afin de favoriser le renouvellement urbain, la commune a autorisé le changement de destination des bâtiments à condition qu'ils n'engendrent pas d'occupation interdite à l'article 1 du règlement. Cette disposition doit permettre de densifier l'espace par un renouvellement de l'usage d'anciennes constructions réhabilitées à une nouvelle destination.

### LES IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS

Afin de préserver l'unité des espaces bâtis, les règles d'implantation ont été prévues pour intégrer les nouvelles constructions à l'existant :

- L'implantation des nouvelles constructions par rapport à l'emprise publique est donc prévue à l'alignement ou en retrait léger (mini 5m et maxi 8m pour permettre le stationnement d'un véhicule en façade avant) par rapport à la voirie comme cela existe déjà dans le bâti actuel.
- L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives est prévue sur une limite séparative au maximum avec un retrait obligatoire d'au-moins 3m en cas de non contiguïté afin de maintenir une trame bâtie aérée et recherchée en milieu rural (zone U, 1AU).

### LA HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions a été fixée à l'égout de toit et au faîtage et obéit à une logique d'insertion dans le tissu urbain existant.

La hauteur différenciée des annexes en fonction de leur implantation par rapport à la construction principale répond au souci d'intégration paysagère : une annexe accolée pourra ainsi avoir la même hauteur que la construction principale, formant un tout cohérent alors qu'une annexe non contiguë sera elle limitée à 3m à l'égout de toit et 6m au faîtage pour ne pas créer d'annexes trop importantes par rapport aux constructions principales.

### L'ASPECT DES CONSTRUCTIONS

La commune a choisi une réglementation souple en prévoyant simplement les impératifs minimaux concernant les aspects. Ainsi, enduire les matériaux bruts apparaît comme un minimum dans une logique d'insertion cohérente avec l'existant. Les bardages sont prévus, permettant ainsi de réaliser une opération d'isolation thermique par l'extérieur de façon harmonieuse.

Les aspects de la couverture ont été prévus pour s'intégrer dans le tissu urbain existant et les pentes de toitures prévues correspondent aux aspects régionaux. Afin de tenir compte

des aspects des petites annexes et des piscines couramment réalisées, des aspects différents sont autorisés.

Un soin particulier a été porté sur les façades, notamment en ce qui concerne l'ordonnancement et le maintien de matériaux nobles comme la pierre de taille à préserver pour des raisons d'esthétique architecturale.

Concernant la zone UY d'activités, les exigences quant aux aspects sont réduites, se limitant principalement ainsi à l'enduit des matériaux destinés à être recouverts ainsi qu'aux tonalités variées en matière de profilés divers pour les bâtiments d'activités.

### LES PLANTATIONS

Les plantations accompagnant les constructions ont également été prévues concernant les bâtiments d'activités afin de permettre leur bonne insertion dans le paysage (zone U et 1AU).

### LA BIODIVERSITE

Afin de favoriser la biodiversité, il est imposé que les plantations soient plurispécifiques (plusieurs espèces de plantes) dans les zones U et AU.

Par ailleurs, afin de favoriser la perméabilité du sol, il est prévu un pourcentage minimal de 20% d'espaces libres perméables (zones U et AU).

### ZONE AGRICOLE ET NATURELLE

Le retrait des constructions en zone agricole par rapport aux emprises publiques est adaptatif en fonction de la voie sur laquelle la construction est implantée.

La hauteur des constructions d'activités agricoles répond au souci de levage des bennes. Ainsi, une limite à 15m au faîtage apparaît suffisante au regard des besoins des exploitants agricoles. Les constructions à usage d'habitation sont soumises aux hauteurs maximales autorisées en zone urbaine et aux aspects en zone urbaine et à urbaniser afin d'éviter les traitements inégaux devant la loi entre habitants.

La hauteur des constructions en zone naturelle est limitée à 4m. Il s'agira avant tout d'annexes autorisées en secteur NJ.

Les plantations et la biodiversité répondent aux mêmes objectifs qu'en zone urbaine et à urbaniser puisqu'il est imposé une certaine insertion paysagère des constructions en zone A et des plantations plurispécifiques en zone A.

### STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules est réglementé en fonction des normes classiquement en vigueur dans ce domaine.



En zone U et 1AU, il est exigé 2 places de stationnement par habitation individuelle. Le recul de la construction par rapport aux emprises publiques doit être mieux utilisé et peut ainsi être aménagé en stationnement aisément.

## CONDITIONS DE DESSERTE

### ZONE URBAINE ET A URBANISER

La commune a choisi de ne pas interdire les impasses ; les possibilités de création de voirie nouvelle étant fortement réduites en zone urbaine, notamment du fait d'une profondeur de zone constructible réduite dans les zones urbaines.

L'accès aux terrains doit répondre aux exigences de sécurité et notamment du Service Départemental d'Incendie et de Secours en étant au minimum de 4m de large. Cela doit permettre un accès aisé en cas d'urgence.

Les voiries nouvelles sont prévues pour supporter une circulation de village. Aucune nouvelle voie structurante n'est prévue dans le projet communal. Ainsi, la largeur en double sens sera de 6m et la largeur en sens unique de 4m. Ces règles doivent permettre la création de voirie peu large impliquant de fait un ralentissement des véhicules. La sécurité des usagers, piétons notamment est donc au cœur de la desserte par les voies.

### ZONE AGRICOLE ET NATURELLE

Il a été prévu une largeur minimale de voirie similaire à la zone U ; celle-ci devant être adaptée au cas par cas en fonction des projets. En effet, il ne sera pas traité de façon identique une voie pour desservir une habitation et une voie pour desservir un silo agricole par exemple.

En zone naturelle, celle-ci étant susceptible de ne recevoir que des constructions limitées, il n'a pas été prévu de largeur minimale de voie.

## GESTION DES RESEAUX

La gestion des réseaux est une des conditions déterminantes dans la constructibilité d'un terrain. Ainsi l'obligation de se raccorder au réseau public d'eau potable obéit à un souci de santé et salubrité publique, de même que le raccordement à l'assainissement collectif lors de la desserte du terrain par celui-ci.

Seules les constructions en zone agricole peuvent déroger à ce principe de raccordement aux réseaux publics. L'alimentation en eau potable peut ainsi être réalisée par des captages, puits ou forages particuliers soumis à l'accord préalable des autorités compétentes et se justifiant par l'éloignement des constructions agricoles par rapport aux réseaux publics.

La gestion des eaux pluviales est primordiale : dans les zones constructibles, il est imposé le raccordement au réseau d'eaux pluviales lorsqu'il existe afin d'éviter le ruissellement des eaux sur le domaine public.

## ENERGIE ET COMMUNICATION

Il est demandé la pose d'un fourreau supplémentaire lors des opérations d'aménagement afin d'anticiper le déploiement de la fibre optique. Cela permet à la commune de se préparer au préalable et de ne pas avoir besoin d'opérer des tranchées sur l'espace public réalisé à travers les projets du PLU à l'avenir

## **PARTIE 3 : EVALUATION DES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT**

La présentation ci-dessous en « tableau » permet une lecture rapide et transversale des impacts du plan local d'urbanisme sur l'environnement.

Par ailleurs, la commune de Saint-Etienne-sur-Suippe n'est pas concernée par une zone Natura 2000. Aucun projet de la commune ne peut avoir une incidence sur une zone Natura 2000 située à proximité de la commune.

### **3.1 LES INCIDENCES PREVISIBLES ET LEUR PRISE EN COMPTE PAR LE PLU**

#### **3.1.1. LES PROJETS AYANT UN IMPACT POTENTIEL**

Lors de la définition des enjeux de la commune, il n'a pas été identifié de zones naturelles pouvant être impacté par les projets de la commune.

#### **3.1.2. LES TABLEAUX DES INCIDENCES PREVISIBLES**

Les tableaux suivants ont pour objectifs de montrer en quoi l'environnement a été fortement pris en compte dans la réalisation des choix communaux.

		Incidences prévisibles sur ...									Bilan des impacts	
Choix communaux		Paysages urbains et naturels et cadre de vie	Consommation d'espace	Biodiversité / Milieux naturels	L'eau : qualité, quantité, ruissellement et traitement	Nuisances sonores et olfactives	Sécurité et déplacements	Ressources naturelles (eau, énergie...), sol et sous-sol	Déchets	Risques naturels, technologiques et industriels	Positifs	Négatifs
<b>Territoire et identité communale</b>	Prise en compte des paysages communaux, des boisements diffus et des cours d'eau	X		X	X			X			Protection du patrimoine naturel La protection des espaces naturels permet de limiter les effets néfastes sur les milieux Protection du cours d'eau permettant la prise en compte du risque inondation et la préservation de la ripisylve.	
	Préservation et mise en valeur du patrimoine naturel et forestier	X		X	X			X			Conservation d'espaces identitaires et de mini-corridors écologiques.	
	Maintien de l'identité rurale et agricole	X		X	X			X			Conserve le cadre de vie et les paysages urbains valorisants. Maintien des repères dans le paysage. Participe aux corridors écologiques.	
<b>Développement territorial respectueux et volontariste</b>	Les prévisions démographiques		X		X		X		X		Maintien d'une dynamique démographique permettant la vie communale et l'entretien des terrains.	Les stationnements afférents aux constructions augmentent les surfaces imperméabilisées au sol. Il sera privilégié les surfaces perméables. Suppression d'espaces libres et donc densification de l'espace urbain. Le pourcentage d'espaces verts à maintenir participe au maintien de la perméabilité du sol.
	Des secteurs de projet au cœur d'un cadre de vie préservé	X	X		X		X		X		Permet de ne pas créer d'étalement urbain outre mesure et de remplir les espaces libres dans le tissu existant. Rationnalise la consommation de terrains.	
	Maitrise de l'énergie	X						X				
	Les impacts du développement communal sur les déplacements						X					

		Incidences prévisibles sur ...									Bilan des impacts	
Choix communaux		Paysages urbains et naturels et cadre de vie	Consommation d'espace	Biodiversité / Milieux naturels	L'eau : qualité, quantité, ruissellement et traitement	Nuisances sonores et	Sécurité et déplacements	Ressources naturelles (eau, énergie...), sol et sous-sol	Déchets	Risques naturels, technologiques et industriels	Positifs	Négatifs
Accompagnement du développement par des équipements publics et privés	Renforcement des équipements publics	x										<p>Implique une imperméabilisation des sols et le ruissellement de l'eau, notamment concernant la création ou le maintien d'activités.</p> <p>Les surfaces perméables sont à maintenir dans le cas d'implantation de constructions et le recueil des eaux pluviales à la parcelle est à privilégier (via cuve par exemple)</p>
	Développement économique	x	x		x			x	x	x		
	Développement du tourisme et des loisirs	x			x				x		<p>Permet la préservation de patrimoine ancien en le réhabilitant en hébergement par exemple</p>	
Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain		x	x		x		x		x		<p>Les objectifs chiffrés permettent d'éviter la surconsommation d'espace et ainsi de préserver les espaces naturels et agricoles</p>	
		x			x		x					
		x							x			
		x	x		x				x			
		x	x		x		x					

## PARTIE 4 : RESPECT ET COMPATIBILITE AVEC LES LOIS ET LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

### 4.1 LE RESPECT DES PRINCIPES DU CODE DE L'URBANISME

Le projet communal de Saint-Etienne-sur-Suippe est une action volontariste pour un développement urbain maîtrisé. Les surfaces des zones d'urbanisation répondent aux seuls besoins identifiés sans excès.

La consommation d'espaces naturels/agricoles est limitée et ne concernent que des projets calculés au plus juste.

Les protections des espaces naturels zone boisée, zones jardins, zone à dominante humide) sont maintenues, permettant d'assurer les continuités écologiques.

Enfin, le développement durable est traduit dans ses trois dimensions, environnementales (préservation des ressources et encouragement à l'utilisation d'énergies et de ressources renouvelables), sociales (mixité de l'habitat) et économiques (diversification d'activités du monde agricole, possibilité d'accueil d'activités compatibles et non nuisantes dans le tissu urbain).

### 4.2 COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

#### 4.2.1. SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL DE LA REGION DE REIMS

La commune de Saint-Etienne-sur-Suippe est située dans le secteur Nord du SCOT de la Région de Reims. Elle est déterminée comme commune rurale. De ce fait des objectifs de densité et de production ont été déterminés dans le DOO du SCOT. Pour les communes rurales, le SCOT fixe à 5% la part prise dans la production nouvelle en dehors du renouvellement urbain et des dents creuses.

L'enveloppe urbaine de Saint-Etienne-sur-Suippe fait 19ha20 répartie en 2 zones (U et Uzh) L'ensemble des projets sont classés en zones Urbaines soit au total 0ha94.

De ce fait, la zone 1AU représentent **4.89%** de l'enveloppe urbaine pour une densité prévue à **16** logements par hectare.

$(0.94/19.20 = 0.0489 \times 100 = 4.89\%)$

En conclusion le PLU de Saint-Etienne-sur-Suippe est compatible avec le SCOT de la Région de Reims en respectant la production de surface artificialisée et la densité de logement.

#### 4.2.2. PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Saint-Etienne-sur-Suippe n'est pas couvert par un programme local de l'habitat.

#### 4.2.3. PLAN DEPLACEMENT URBAIN

Saint-Etienne-sur-Suippe n'est pas couvert par un plan de déplacement urbain

#### 4.2.4. CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL

Saint-Etienne-sur-Suippe n'entre pas dans le périmètre d'un parc naturel régional.

#### 4.2.5. LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU

### PRINCIPALES DISPOSITIONS DU DOCUMENT

La commune entre dans l'aire du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie, le PLU doit être compatible avec le SDAGE 2016-2021 du bassin Seine-Normandie approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2015 et applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## COMPATIBILITE AVEC LES ORIENTATIONS DU DOCUMENT

Orientation du SDAGE Seine-Normandie	Composition du PLU
Diminuer les pollutions-Préserver les ressources	La commune est sous assainissement individuel, le Conseil municipal à veiller à ce que la superficie des parcelles soit compatible avec l'emprise des dispositifs. La commune a pris une moyenne de parcelle de 515m <sup>2</sup> hors VRD. Tous les milieux aquatiques, les ripisylves sont classés en zone inconstructible (N ou Nzh).
Améliorer la qualité des milieux aquatiques	Aucun espace urbain n'entrave les ruisseaux ou les fossés de la commune. Les continuités écologiques notamment des zones humides sont conservées. Les zones humides ont été prises en considérations dès le début des études, aucun terrain constructible n'affecte les zones humides loi sur l'eau et les zones humides définies dans le SDAGE.
Prévenir les risques d'inondation	La commune n'est pas soumise au risque d'inondation sous la forme d'un PPRI. La commune est concernée par le risque inondation par débordement de cours d'eau. La carte hydro géomorphologique au 1/15 000ème provenant d'une étude du CETE Nord-Picardie d'avril 2009, réalisée dans le cadre de l'élaboration de l'Atlas des zones inondables de la Vesle. Elle détermine l'enveloppe maximale de la zone inondable en étudiant la structuration de la vallée façonnée par les crues successives. L'espace bâti n'est pas concerné par ce risque. La zone de débordement de crue est classée en zone Nzh.

## 4.2.5. LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU

### PRINCIPALES DISPOSITIONS DU DOCUMENT

Ce projet a été approuvé par arrêté inter-préfectoral du 16 décembre 2013. Le PLU est concerné par les dispositions suivantes :

- Respect des servitudes et prescriptions relatives aux déclarations d'utilité publiques des captages d'eau potable
- Intégration des capacités d'alimentation en eau potable en amont des projets d'aménagement.
- Non dégradation physique des cours d'eau
- Protection des espaces de mobilité
- Protection d'une ripisylve composée d'essences adaptées
- Protection des forêts alluviales
- Protection des zones humides
- Protection des frayères
- Préservation des éléments du paysage existants permettant de lutter contre le ruissellement et les coulées de boues
- Limitation du ruissellement et d'amélioration de l'infiltration sauf en cas d'impossibilité technique, et diminution des rejets dans les réseaux.
- Préservation des champs d'expansion des crues

## COMPATIBILITE AVEC LES ENJEUX DU DOCUMENT

La cohérence entre les deux documents est analysée de la manière suivante :

Enjeux du SAGE « Aisne-Suippe-Vesle »	Comptabilité du PLU
Déterminer les périmètres de protection et respecter les servitudes et prescriptions relatives à ces derniers	Aucun périmètre de protection et de servitudes et prescriptions relatives au SAGE
Intégration des capacités d'alimentation en eau potable en amont des projets d'aménagement.	La qualité de l'eau bonne (Cf. Diagnostic communal), les réseaux d'alimentation en eau potable sont présents et suffisants (Cf plan des réseaux et diagnostic communal)
Non dégradation physique des cours d'eau	Le projet de zonage du PLU n'impacte physiquement le cours d'eau.
Protection des espaces de mobilité	Les espaces de mobilité sont situés en zone N, Nzh ou A ou Azh (inconstructible)
Protection d'une ripisylve composée d'essence adaptée	Les ripisylves sont classées en zone N ou Nzh (inconstructible).
Protection des forêts alluviales	Les bois alluviaux sont classés en zone N ou Nzh
Protection des zones humides	Les zones humides ont été relevées dans le diagnostic communal et dans le pré-diagnostic des zones humides.
Préservation des éléments du paysage existants permettant de lutter contre le ruissellement et les coulées de boues	Les espaces boisés sont classés en zone N
Limitation du ruissellement et d'amélioration de l'infiltration sauf en cas d'impossibilité technique, et diminution des rejets dans les réseaux.	Infiltration de l'eau pluviale à la parcelle
Préservation des champs d'expansion des crues	Ils sont classés en zone Nzh.



## 4.3 LA PRISE EN COMPTE DES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

### ELABORATION DU SRCE

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est l'outil régional de mise en œuvre de la trame verte et bleue (TVB) régionale. Cette politique a pour ambition de concilier la préservation de la nature et le développement des activités humaines, en améliorant le fonctionnement écologique des territoires. Elle identifie les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à préserver ou remettre en bon état, qu'elles soient terrestres (trame verte) ou aquatiques et humides (trame bleue), afin de réduire la destruction et la fragmentation des habitats, favoriser le déplacement des espèces, préserver les services rendus par la biodiversité et faciliter l'adaptation au changement climatique.

Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est élaboré conjointement avec le Conseil Régional de Champagne-Ardenne et l'Etat. Il a été adopté le 8 décembre 2015 par arrêté préfectoral.

### OBJECTIFS PORTES PAR LE SRCE

Le plan d'action stratégique est le cadre de préservation et de remise en état des continuités écologiques du SRCE. Il vise 3 objectifs :

- Expliciter la prise en compte des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme et de planification des collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que pour les projets de l'Etat
- Mettre en cohérence les politiques de préservation de la biodiversité et d'aménagement du territoire
- Proposer aux territoires des recommandations et bonnes pratiques pour les continuités écologiques

C'est un cadre de référence. Les actions se font dans le respect des compétences des acteurs, de leurs procédures et du choix des outils mobilisés.

Objectifs	Actions
Améliorer et valoriser les connaissances et les savoir-faire	<p>Identifier les indicateurs permettant de mesurer l'évolution de la biodiversité et la fonctionnalité des milieux, de la qualité des continuités écologiques</p> <p>Améliorer les connaissances sur les habitats et les espèces de cohérence trame verte et bleue</p> <p>Poursuivre le recensement des ouvrages sur les cours d'eau et améliorer la connaissance des points de fragmentation sur les infrastructures linéaires</p> <p>Mutualiser et organiser les connaissances</p> <p>Ouvrir le champ de la recherche, du développement et de l'expérimentation sur les questions de fonctionnalité écologique</p> <p>Utiliser les fiches « unités écologiques » comme outil de suivi et de mise à jour des connaissances des continuités écologiques locales</p>
Sensibiliser et favoriser l'appropriation autour des enjeux liés aux continuités écologiques	<p>Favoriser la mise en œuvre de formations sur les continuités écologiques et leur prise en compte dans l'aménagement du territoire</p> <p>Renforcer les échanges et le partage d'expériences entre gestionnaires, aménageurs, usagers de l'espace, experts techniques et scientifiques</p> <p>Soutenir l'élaboration d'outils d'accompagnement, d'aide à la décision et à la gestion</p> <p>Favoriser l'élaboration et la diffusion de supports de communication</p>
Intégrer la trame verte et bleue dans les documents de planification et autres projets de territoire	<p>Réaliser un porter à connaissance de tous les éléments de diagnostic écologique</p> <p>Formuler un ensemble de recommandations et de documents d'appui à destination des intervenants dans l'élaboration des documents d'urbanisme</p> <p>Créer des conditions favorables au partage d'expériences pratiques entre les acteurs intervenant dans l'élaboration des documents d'urbanisme</p>
Maintenir et développer des productions et des pratiques agricoles favorables à la biodiversité et à la qualité de l'eau	<p>Soutenir les systèmes et pratiques agricoles favorables à la biodiversité (actions agri-environnementales)</p> <p>Favoriser le maintien de l'élevage</p> <p>Encourager le développement de filières d'agriculture biologique</p> <p>Encourager le développement d'une agriculture à haute valeur naturelle dans les territoires à enjeux biologiques forts</p> <p>Conforter l'arbre (bocage) au sein des exploitations agricoles</p> <p>Améliorer le conseil technique aux agriculteurs pour la gestion de milieux naturels sensibles et des prairies humides et développer les actions de formations orientées vers l'articulation agriculture / préservation du patrimoine naturel</p> <p>Progresser dans la localisation et la caractérisation des zones humides</p> <p>Encourager les cultures nécessitant moins d'eau (économie de la ressource)</p> <p>Encourager les pratiques favorables à la préservation de la qualité des eaux</p> <p>Accompagner les projets de territoires innovants et exemplaires</p>
Gérer durablement et de manière multifonctionnelle les espaces boisés (forêts et complexes bocagers)	<p>Favoriser les projets de territoire en faveur des bocages par des plans de gestion et programmes de restauration</p> <p>Soutenir la valorisation économique du bois de haies gérées de manière durable</p> <p>Inciter à la réalisation de plan de gestion des haies à l'échelle de l'exploitation agricole</p> <p>Inciter le développement de plans simples de gestion intégrant les enjeux de biodiversité et de continuités écologiques</p> <p>Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de chartes forestières de territoire</p> <p>Promouvoir les modes d'exploitation forestière respectueux des sols et des milieux</p> <p>Promouvoir des essences locales adaptées à la station et aux évolutions climatiques</p> <p>Favoriser les regroupements fonciers des unités d'exploitation pour des plans de gestion cohérents à l'échelle d'un massif forestier</p>
Restaurer et gérer une trame bleue fonctionnelle	<p>Restaurer et réhabiliter les milieux dégradés ou artificialisés</p> <p>Préserver ou restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau</p> <p>Maintenir ou restaurer la fonctionnalité des réseaux de mares, de zones humides, d'annexes hydrauliques et de têtes de bassin versant</p> <p>Lutter contre les espèces invasives</p> <p>Poursuivre les efforts de reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques</p> <p>Améliorer la connaissance des zones humides et la mutualiser à l'échelle régionale</p> <p>Rétablir les continuités longitudinales le long des cours d'eau pour la circulation de la faune aquatiques et des sédiments</p>
Préserver et restaurer les continuités écologiques au	<p>Favoriser la préservation et la restauration des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme</p> <p>Favoriser la reconquête des friches urbaines ou industrielles pour les besoins du développement urbain</p>

sein du tissu urbain et péri-urbain	Soutenir et encourager les pratiques favorables à la biodiversité et aux continuités écologiques en milieu urbain Encourager la définition de trames vertes et bleues en milieu urbain
Améliorer la transparence des infrastructures linéaires	Favoriser l'intégration des continuités écologiques comme critère de conception des ouvrages et des infrastructures Pour la réalisation des projets d'aménagement et d'infrastructures, volonté de l'Etat et de la Région d'intégrer les clauses environnementales dans les marchés de travaux qu'ils portent en maîtrise d'ouvrage Encourager la prise en compte des continuités écologiques par les gestionnaires d'infrastructures

## COMPATIBILITE DU DOCUMENT D'URBANISME AVEC LES ORIENTATIONS DU SRCE

La compatibilité du PLU avec les objectifs du SRCE est analysée au regard des problématiques pouvant être traitées par le document d'urbanisme.

Objectifs	Actions
Améliorer et valoriser les connaissances et les savoir-faire	L'élaboration du PLU a constitué l'opportunité de réaliser un premier recensement des éléments de la trame verte et bleue tels que définis dans le Code de l'Environnement.
Sensibiliser et favoriser l'appropriation autour des enjeux liés aux continuités écologiques	L'élaboration du PLU a constitué l'opportunité de sensibiliser l'équipe municipale ainsi que les gestionnaires du territoire aux enjeux de préservation de la biodiversité et à l'utilité de la mise en place de la trame verte et bleue.
Intégrer la trame verte et bleue dans les documents de planification et autres projets de territoire	Le recensement des éléments de la trame verte et bleue a abouti à deux mesures fortes de protection qui ont été intégrées au projet : - Le classement en zone inconstructible de certains terrains sur lesquels ont été recensées des zones humides Loi sur l'eau et définies par le SDAGE - La protection des bois alluviaux rythmant le cours de la Suippe.
Maintenir et développer des productions et des pratiques agricoles favorables à la biodiversité et à la qualité de l'eau	Hors champ réglementaire du PLU
Restaurer et gérer une trame bleue fonctionnelle	Un programme d'actions pourra être défini à l'échelle locale et intercommunale suite au premier recensement des éléments de la trame verte et bleue.
Préserver et restaurer les continuités écologiques au sein du tissu urbain et péri-urbain	Sans objet sur la commune
Améliorer la transparence des infrastructures linéaires	Hors champs réglementaires du PLU

## PARTIE 5 : INDICATEURS D'EVALUATION DES RESULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Objectifs du Code de l'Urbanisme	Orientations du PADD	Objectifs	Indicateurs possibles	Sources des données	Données chiffrées contenues dans le PLU
Equilibre entre renouvellement urbain, préservation des espaces, sauvegarde du patrimoine et les besoins en matière de mobilité et préservation de la biodiversité	Préservation et mise en valeur du patrimoine naturel et forestier	Cours d'eau à préserver	Surface des zones humides et linéaires des cours d'eau	Inventaire des zones humides SAGE / SDAGE	
			Surface bénéficiant d'une protection réglementaire au PLU (zone Nzh)	Zone naturelle à dominante humide – Nzh-Azh-Uzh	Azh = 10ha67 Nzh = 73ha27 Uzh = 6ha43
	Maintien des boisements et bosquets	Classement en zone N et Nzh	Classement en zone N et Nzh	N= Nzh= 73ha27	
	Maintien de l'identité rurale et agricole	Maintien des espaces cultivés	Surface bénéficiant d'une protection réglementaire (zone agricole)	Zone de protection de l'activité agricole - A	648ha82
			Surface agricole utile	Chambre d'agriculture	638ha
	Les impacts du développement communal sur les déplacements	Limiter la création de voirie nouvelle	Une voirie nouvelle à créer en zone 1AU	Orientation d'Aménagement et de Programmation	Environ 400 m
			Répertorier et protéger le réseau de chemin de randonnée.	Linéaire des chemins de randonnées aménagés ou requalifiés	Conseil départemental
Qualité urbaine, architecturale et paysagère	Des secteurs de projet au cœur d'un cadre de vie préservé	Maintien des espaces de vergers et de jardins	Surface bénéficiant d'une protection réglementaire	Zone Nj et U	
Diversité des fonctions urbaines et rurales et de mixité de l'habitat	Les prévisions démographiques	Nombre de logement créés dans les zones AU	Bilan annuel des autorisations d'urbanisme	Service instructeur	1AU = 0ha94
		Surface des zones de projet			0ha94
		Surface de plancher construite			
	Renforcement des équipements publics	Développement de la fibre optique	Linéaire de fibre optique déployé	Conseil départemental	
	Développement économique	Développement de l'activité économique	Nombre d'entreprises et d'emplois créés et maintenus	Chambres consulaires	
	Développement du tourisme et des loisirs	Développement de l'hébergement touristique	Nombre de places d'hébergement créés	Région Grand-Est	
Développement des chemins piétonniers		Linéaire de chemins créés, aménagés, maintenus	Commune et Conseil départemental		
Réduction des émissions de gaz à effet de serre, de maîtrise de l'énergie, de préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol	Maitrise de l'énergie	Développement des énergies renouvelables	Nombre de dispositif permettant l'utilisation de technique renouvelables	ADEME	
		Réhabilitation de logements par des dispositifs isolants	Nombre de subventions accordées	ANAH	
	Développement économique		Nombre d'aléas naturels recensés	Préfecture	

Prévention des risques et nuisances		Eviter les nuisances et les risques à proximité des espaces bâtis	Nombre d'entreprises soumises au régime des installations classées pour la protection de l'environnement	Direction Régionale de l'Environnement	
		Créer des emplois	Nombre d'emplois sur le territoire communal	INSEE	58

# **PRE-DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES DE SAINT-ETIENNE-SUR-SUIPPPE**

**PRE-DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES DE LA PARCELLE 8**

**Propriétaire : M. Petit  
Commune de Saint-Hilaire-au-Temple  
Compte rendu du 16 décembre 2016**

## 1- CONTEXTE

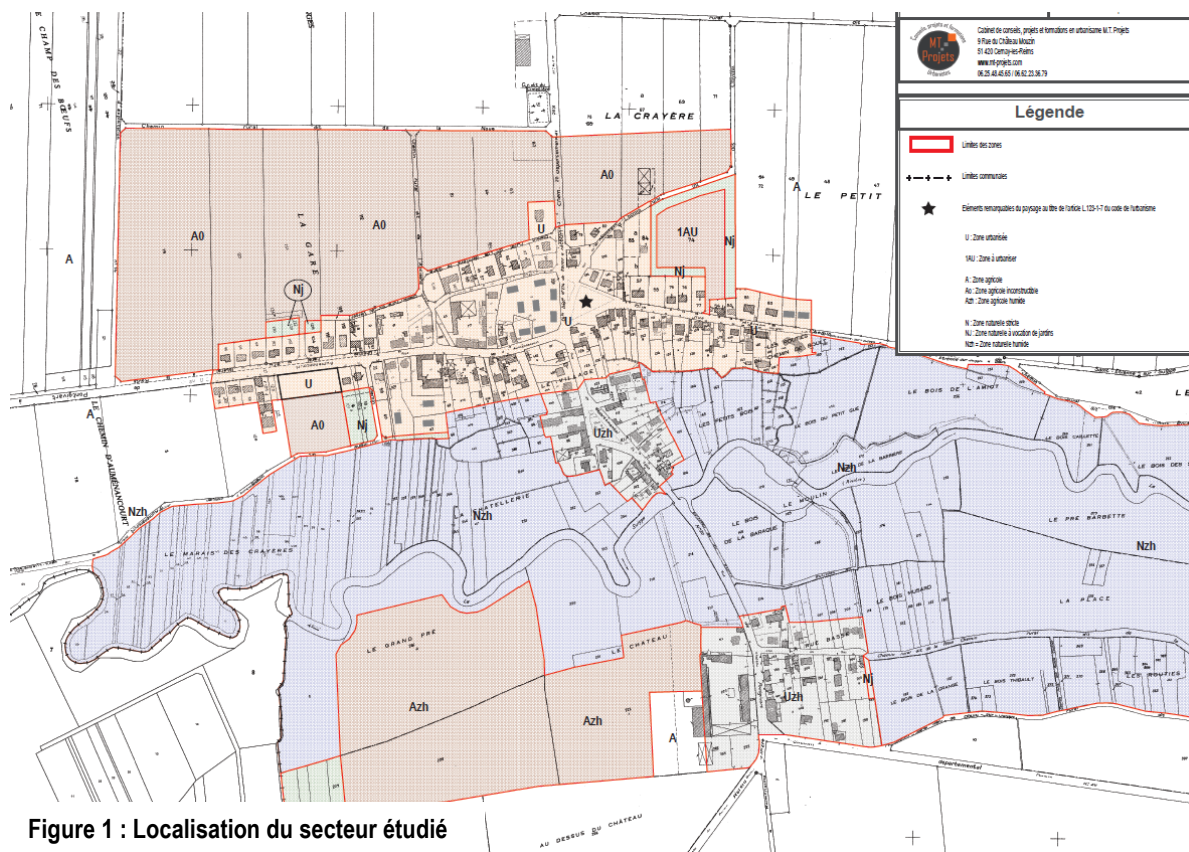


Figure 1 : Localisation du secteur étudié

La zone d'étude (périmètre noir en gras) se situe à l'ouest de l'espace bâti. La zone est dans les espaces actuellement urbanisés en zone U. Il s'agit de la parcelle n°8 sur la route d'Auménancourt. Elle est considérée comme une dent creuse.



La parcelle 8 est concernée par le zonage à dominante humide modélisée par la DREAL Champagne Ardenne.

## 2- LE PRE-DIAGNOSTIC



La méthode de pré-diagnostic appliquée par M.T. Projets est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

#### **OBSERVATION DE LA FLORE**

---

La parcelle est occupée par un champs cultivé appartenant à M. Petit. Aucune flore n'a pu être relevée sur le site à cause de la période hivernale mais également car il s'agit d'un champ cultivé, l'inventaire n'a pu être exhaustif. Aucune espèce de zones humides n'a été recensée.

**Figure 3 : Illustration de la parcelle 8**



#### **OBSERVATION DU SOL**

---

Le technicien a réalisé trois sondages pédologiques afin de vérifier le type de sol. Selon le BRGM, le sous-sol géologique est constitué par une colluvion des dépressions et des fonds de vallons (C).











## **CONCLUSION**

---

La profondeur des sondages pédologiques réalisés atteint 80 cm environ.

L'expertise rend compte de l'absence totale de traces d'hydromorphie. Aucun sol de zone humide n'a été rencontré.

**PRE-DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES DE LA PARCELLE 74**

**Propriétaires : M. DELATTRE DETASSIGNY  
Commune de Saint-Etienne-sur-Suippe  
Compte rendu du 16 décembre 2016**

## 1- CONTEXTE

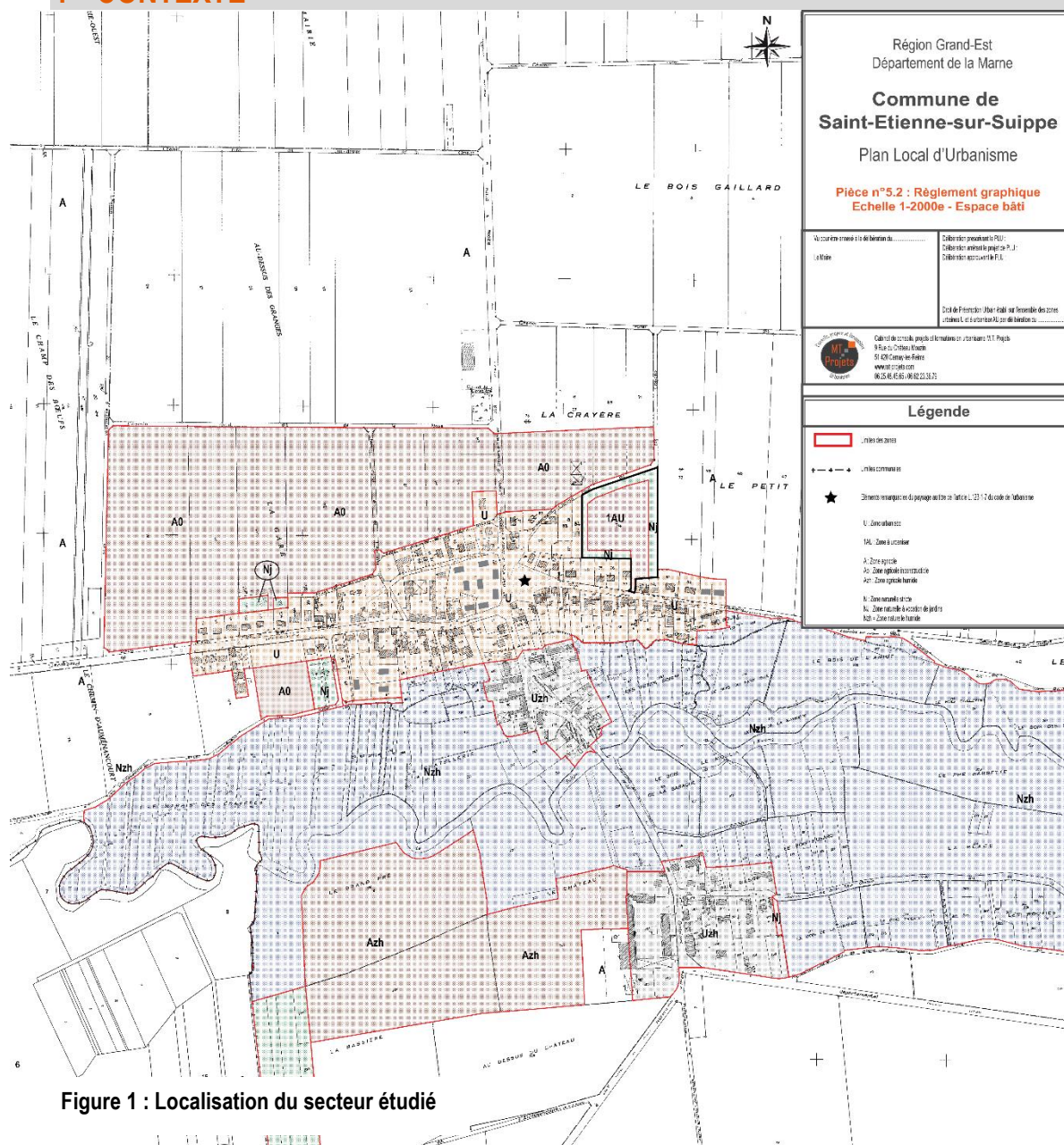
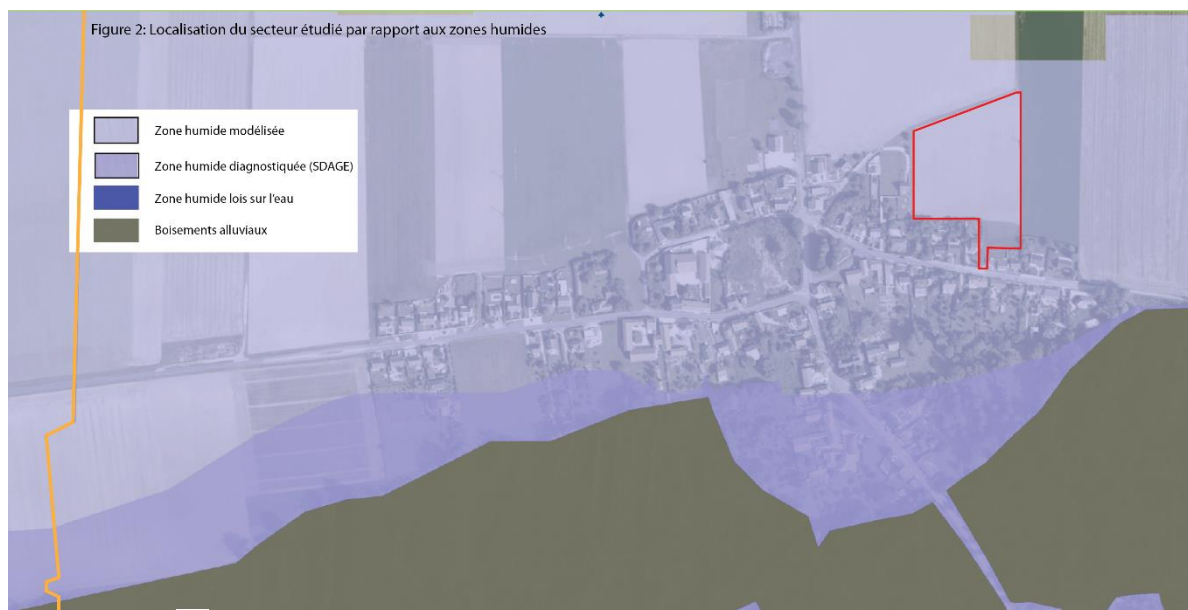


Figure 1 : Localisation du secteur étudié

La zone d'étude (périmètre noir en gras) se situe au Nord de l'espace bâti. La zone est à proximité d'espaces actuellement urbanisés. Il s'agit de la parcelle 74 donnant sur la rue d'Alger et le chemin rural dit des Crayères. Elle est considérée comme la seule zone d'extension de la commune. Elle est classée en zone 1AU (A urbaniser)



La parcelle est concernée par le zonage à dominante humide modélisée par la DREAL Champagne Ardenne

## 2- LE PRE-DIAGNOSTIC

La méthode de pré-diagnostic appliquée par M.T. Projets est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

### OBSERVATION DE LA FLORE

La parcelle est occupée par un champs cultivé appartenant à M. DELATTRE DETASSIGNY. Aucune flore n'a pu être relevée sur le site à cause de la période hivernale mais également car il s'agit d'un champ cultivé, l'inventaire n'a pu être exhaustif. Aucune espèce de zones humides n'a été recensée

### OBSERVATION DU SOL

Le technicien a réalisé trois sondages pédologiques afin de vérifier le type de sol. Selon le BRGM, le sous-sol géologique est constitué par des alluvions anciennes (Fy).

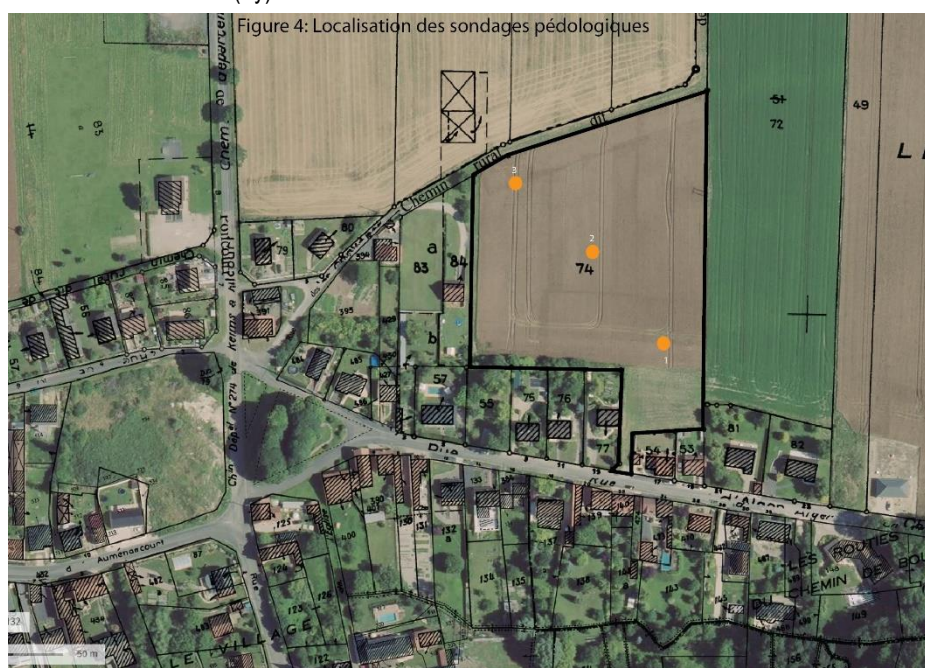




Figure 5 : Sondage pédologique 1



Figure 6 : Sondage pédologique 2







Figure 7 : Sondage pédologique 3

#### CONCLUSION

---

La profondeur des sondages pédologiques réalisés atteint 80 cm environ.

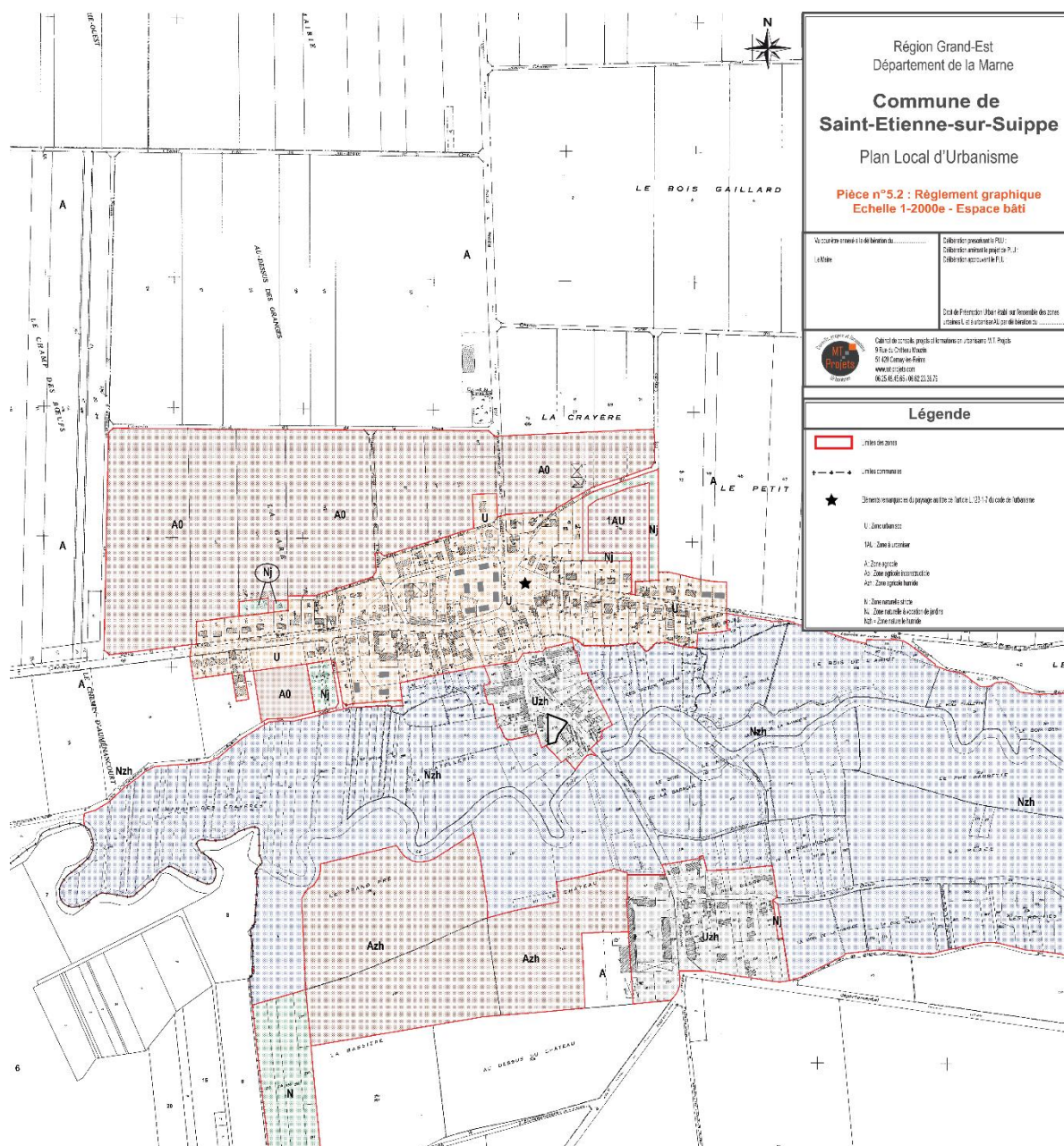
L'expertise rend compte de l'absence totale de traces d'hydromorphie. Aucun sol de zone humide n'a été rencontré.

## **PRE-DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES DE LA PARCELLE 100**

**Propriétaire : Commune de Saint-Etienne-sur-Suippe  
Commune de Saint-Etienne-sur-Suippe  
Compte rendu du 16 décembre 2016**

### **1- CONTEXTE**





La zone d'étude (périmètre noir en gras) se situe au centre de l'espace bâti. La zone est dans les espaces actuellement urbanisés, elle est comptabilisée comme dents creuses dans le projet de PLU. Il s'agit de la parcelle 100 donnant sur la place de la Mairie et sur la rue de l'Eglise. Elle est classée en zone Uzh (Zone urbaine à dominante humide).



La parcelle est concernée par le zonage à dominante humide diagnostiquée par la DREAL Champagne Ardenne.

## 2- LE PRE-DIAGNOSTIC

La méthode de pré-diagnostic appliquée par M.T. Projets est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

### OBSERVATION DE LA FLORE

La parcelle est occupée par un terrain vacant régulièrement tondu appartenant à la commune. Aucune flore n'a pu être relevée sur le site à cause de la période hivernale mais également car il s'agit d'un terrain appartenant à la commune régulièrement tondu, l'inventaire n'a pu être exhaustif. Aucune espèce de zones humides n'a été recensée.

Figure 3 : Illustration de la parcelle 100



### OBSERVATION DU SOL



Le technicien a réalisé trois sondages pédologiques afin de vérifier le type de sol. Selon le BRGM, le sous-sol géologique est constitué par des Alluvions Anciennes (Fy).





**Figure 5 : Sondage pédologique 1**



**Figure 6 : Sondage pédologique 2**





**Figure 7 : Sondage pédologique 3**



## CONCLUSION

---

La profondeur des sondages pédologiques réalisés atteint 80 cm environ.

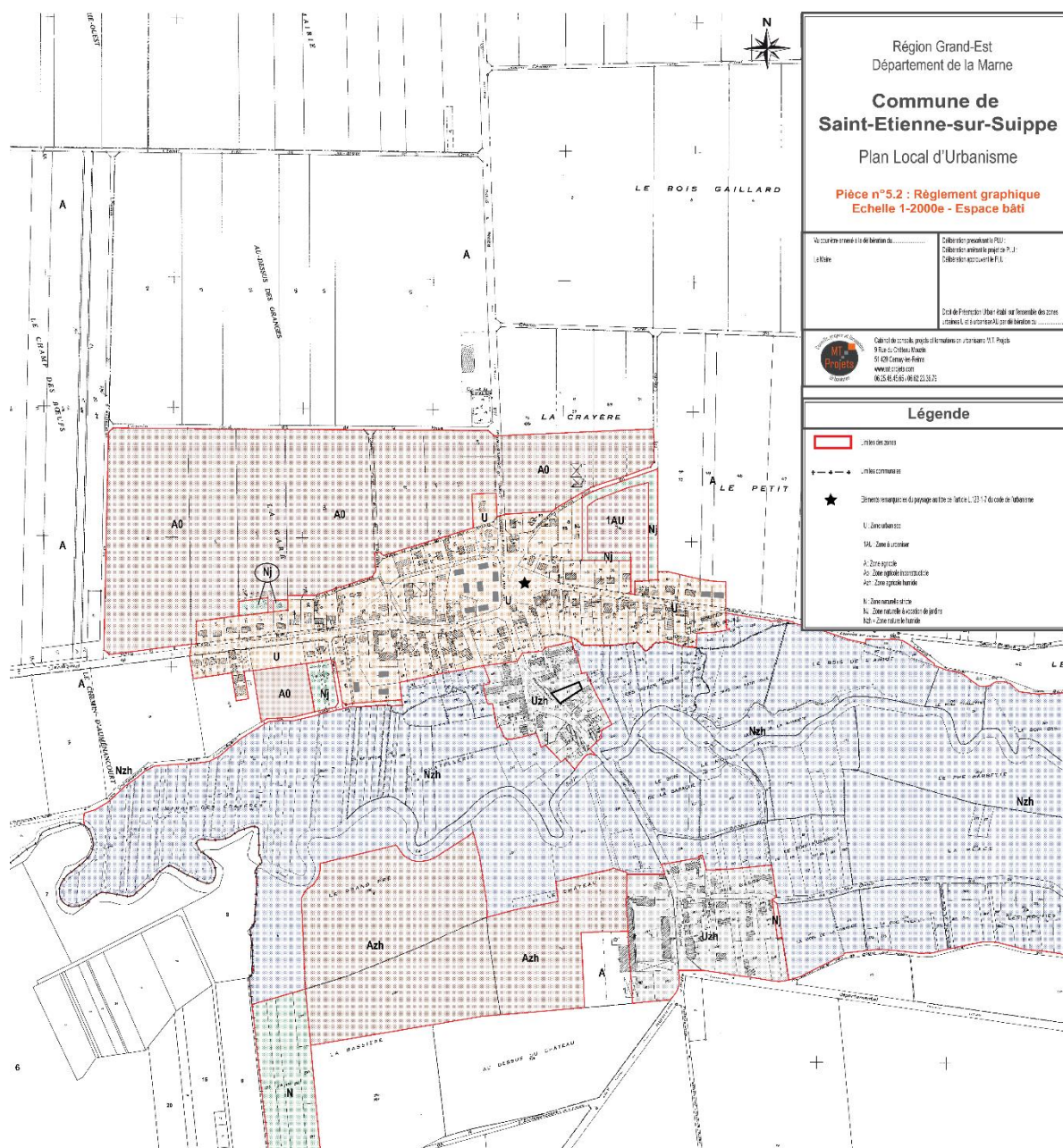
L'expertise rend compte de l'absence totale de traces d'hydromorphie. Aucun sol de zone humide n'a été rencontré.

## **PRE-DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES DES PARCELLES 112**

**Propriétaire :M. Anciennement Mme BOUFFET  
Commune de Saint-Etienne-sur-Suippe  
Compte rendu du 16 décembre 2016**

### **1- CONTEXTE**





La zone d'étude (périmètre noir en gras) se situe au centre de l'espace bâti. La zone est dans les espaces actuellement urbanisés, elle est comptabilisée comme dents creuses dans le projet de PLU. Il s'agit de la parcelle 112 donnant sur la rue de l'église. Elle est classée en zone Uzh (zone urbaine à dominante humide)



Les parcelles sont concernées par le zonage à dominante humide diagnostiquée par la DREAL Champagne Ardenne

## 2- LE PRE-DIAGNOSTIC

La méthode de pré-diagnostic appliquée par M.T. Projets est celle citée dans la note « Intégration de l'enjeu zone humide dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » de la DREAL Champagne-Ardenne. L'analyse de terrain a consisté en l'étude de la flore et la réalisation de sondages pédologiques pour compléter l'expertise.

### OBSERVATION DE LA FLORE

Cette parcelle est occupée par un terrain vacant tondu régulièrement. Aucune flore n'a pu être relevée sur le site à cause de la période hivernale mais également car il s'agit d'un terrain appartenant à la commune régulièrement tondu, l'inventaire n'a pu être exhaustif. Aucune espèce de zones humides n'a été recensée.

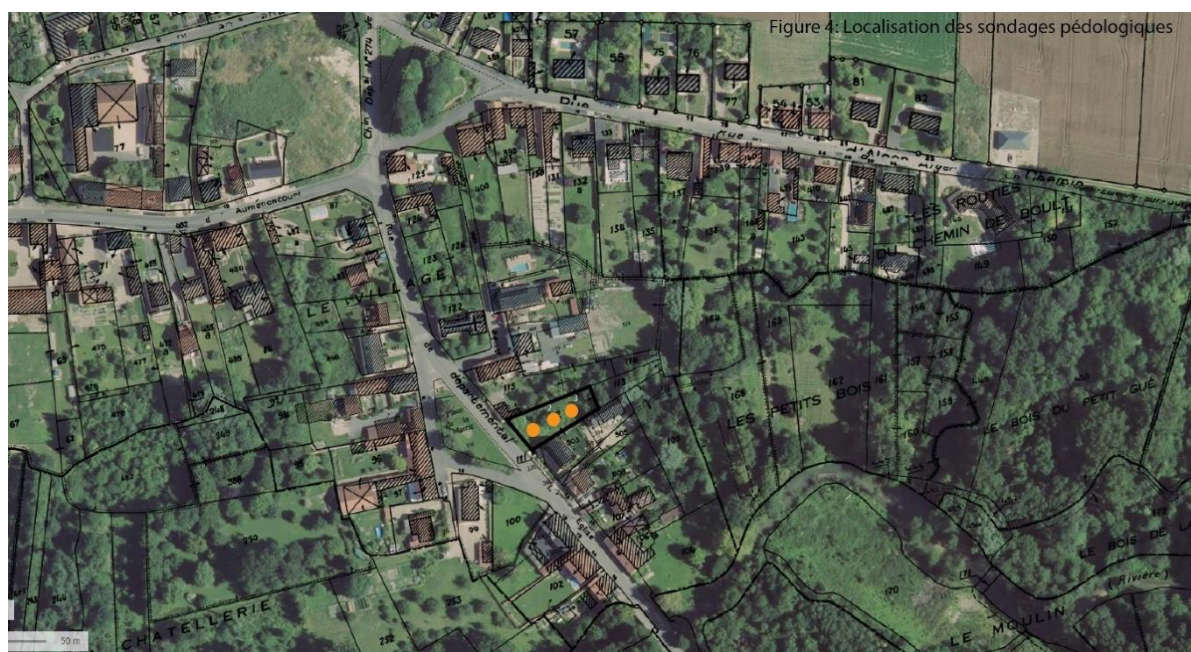


**Figure 3 : Illustration de la parcelle 112**



## OBSERVATION DU SOL

Le technicien a réalisé trois sondages pédologiques afin de vérifier le type de sol. Selon le BRGM, le sous-sol géologique est constitué par des alluvions anciennes (Fz)





**Figure 5 : Sondage pédologique 1**



**Figure 7 : Sondage pédologique 3**





## **CONCLUSION**

---

La profondeur des sondages pédologiques réalisés atteint 80 cm environ.

L'expertise rend compte de l'absence totale de traces d'hydromorphie. Aucun sol de zone humide n'a été rencontré.